

VIOLENCES ET DÉBATS EN EUROPE

ITALIE

La violence politique a connu une recrudescence depuis l'enlèvement de M. Aldo Moro

Alors qu'on est officiellement sans nouvelles de M. Aldo Moro, la défense de l'ordre public est le souci principal des autorités italiennes.

Dans un discours prononcé lundi 8 mai, M. Amintore Fanfani, président du Sénat, a adressé des critiques indirectes au gouvernement, affirmant qu'il n'est pas pos-

sible de « vivre au jour le jour, subissant l'initiative des forces de subversion au lieu de la prévenir ». Dans la cachette des Brigades rouges, découverte à Rome le 18 avril, la police a trouvé une liste portant les noms de personnes — hommes politiques, dirigeants d'entreprises et journalistes — contre lesquels les terroristes envisageaient sans doute de com-

mettre des attentats. Le ministère de l'intérieur a démenti que le nom de M. Gerolamo Macchelli, conseiller régional démocrate-chrétien, atteint de plusieurs balles dans les jambes le 26 avril, figurait parmi ces « victimes désignées ». Aucune d'elles ne semble avoir reçu de protection particulière ou même de mise en garde depuis la découverte du document.

De notre correspondant

Rome. — Depuis l'enlèvement de M. Aldo Moro, le 16 mars, deux personnes ont été tuées par des terroristes d'extrême gauche et neuf autres grièvement blessées. On a donc assisté, en moyenne, à une fusillade tous les quatre ou cinq jours. Ces attentats spectaculaires s'ajoutent à d'innombrables explosions dont on ne parle guère : contre des locaux de la démocratie chrétienne, des établissements industriels, des prisons, des casernes, des véhicules et des habitations particulières. A ce rythme, le record de l'année dernière (deux mille cent vingt-quatre attentats, selon le ministère de l'intérieur) sera pulvérisé.

La multiplication des attentats peut s'expliquer aussi par l'effet de contagion. Encouragés par le coup d'éclat des Brigades rouges, plusieurs petits groupes ont cru voir approcher le grand soir et se sont dépensés sans compter. Loin d'étouffer leurs modestes actions, l'affaire Moro les a mises en valeur. Ces apprentis sorciers visent plus ou moins bien les jambes de leurs victimes. Ils peuvent fort bien se réclamer des Brigades rouges, sans avoir aucun lien avec les ravisseurs du président de la démocratie chrétienne.

« avant-garde armée du prolétariat ». N'est-il pas significatif que les Brigades rouges mettent un certain temps à revendiquer certains attentats ? Ceux-ci doivent faire l'objet d'une « évaluation idéologique » particulière. Dans un de leurs derniers documents, les Brigades rouges affirmaient vouloir « franchir la barrière du Sud ». Elles n'y ont pas réussi. Jusqu'à présent, tous les attentats sont commis dans la moitié nord du pays et plus précisément, à Milan, Gênes, Rome et Turin, les quatre villes où l'organisation terroriste est implantée. Qu'est-ce qui l'empêche d'agir aussi dans le Sud ? N'est-ce pas une énorme réserve de chômage et de mécontents en tout genre ?

Le regain de violence politique depuis le 16 mars peut s'expliquer de trois manières. La première explication — la plus évidente — est la démonstration de force. De même qu'elles se font un point d'honneur de diffuser leurs communiqués simultanément dans quatre villes différentes, les Brigades rouges voudraient prouver qu'elles ne sont pas entièrement absorbées par la « gestion » de l'affaire Moro. Elles commémoreraient donc des actes désordonnés, ne nécessitant pas une grande préparation.

Mais on se demande aussi — c'est la troisième explication — si certains petits attentats, revendiqués par des « prolétaires armés » ou des « noyaux ouverts communistes », ne sont pas commis dans un tout autre esprit que ceux des Brigades rouges, et même en réaction contre eux. Il existe, en effet, des « autonomes » qui s'estiment liés à des luttes précises (dans une usine, dans une prison) et veulent d'un mauvais œil l'action impulsive de clandestins qui s'érigent en

été démontré, une nouvelle fois, lundi 8 mai à Bologne. Les auteurs d'un hold-up manqué ont déclaré à la police : « Nous sommes des prisonniers politiques ; c'était une expropriation prolétaire ». Cinq jours plus tôt, dans la même ville, un épisode identique avait illustré le slogan des Brigades rouges, selon lequel un vol à main armée peut être aussi « une lutte » et même « une action de guerre ».

ROBERT SOLÉ.

GRANDE-BRETAGNE

Le gouvernement travailliste a été battu sur son projet budgétaire

De notre correspondant

Londres. — Par trois cent douze voix contre trois cent quatre, les Communes ont voté, lundi soir 8 mai, un amendement conservateur réduisant de 34 à 33 % le taux de l'impôt sur le revenu. La défaite du gouvernement était certaine dès l'instant où, dans l'après-midi, les sept députés unionistes d'Ulster avaient décidé, pour des raisons essentiellement politiques, de rejoindre la coalition des conservateurs, des libéraux et des nationalistes écossais et gallois. M. Enoch Powell, leur leader, le leader de l'opposition, pas d'une décision d'ordre économique et ajouta que son groupe entendait protester contre l'injustice faite à l'Ulster, auquel le gouvernement « refuse » des élections locales. Il apparut toutefois que M. Powell a été obligé par ses six collègues de voter

contre le gouvernement, alors qu'il avait recommandé l'abstention. Immédiatement après le scrutin, l'opposition conservatrice demanda la démission du gouvernement, « le premier qui ait jamais été battu sur une question aussi importante », selon le chancelier de l'Echiquier du cabinet fantôme. Mais, comme prévu (Le Monde du 9 mai), M. Callaghan n'a aucunement l'intention de démissionner, pas plus que Mme Thatcher, le leader de l'opposition, n'envisage de déposer une motion de censure sans être assuré de regrouper une coalition victorieuse. M. Healey, chancelier de l'Echiquier, reste délibérément vague sur ses intentions. Tout en acceptant la décision des Communes, le gouvernement, a indiqué en substance M. Healey, se prononcera, à la fin du débat budgétaire, sur les mesures correctives à prendre pour empêcher l'accroissement du déficit et récupérer la perte de 170 millions de livres, représentée par la réduction de l'impôt sur le revenu. Le gouvernement risque encore d'être battu, dans les prochains jours, sur des amendements de nature à modifier sensiblement son projet de budget.

M. Healey n'a pas précisé les mesures qu'il envisageait, mais il a exclu l'augmentation de la T.V.A. et des impôts indirects, qui affecterait la masse des travailleurs. En revanche, il a évoqué la possibilité d'augmenter l'impôt sur les bénéfices des sociétés, la contribution patronale à la Sécurité sociale et les droits de timbres.

Sur le plan politique, l'attitude des députés unionistes de l'Ulster, qui ont abandonné lundi soir la neutralité qu'ils avaient jusqu'à présent observée à l'égard du gouvernement, pose un problème à M. Callaghan. Le premier ministre espérait, en effet, compenser avec eux la défection probable des libéraux, maintenant désireux de rompre leur alliance parlementaire avec les travaillistes.

HENRI PIERRE.

R. D. A.

QU'A VOULU DIRE M. HONECKER ?

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — A l'occasion du 160^e anniversaire de la naissance de Karl Marx, M. Erich Honecker, le chef du parti communiste est-allemand (SED), a laissé échapper une petite phrase qui n'a pas manqué d'intriguer. Prononçant un discours à Karl-Marx-Stadt (anciennement Chemnitz) il a déclaré : « Nous sommes remplis de joie et de fierté en voyant que le testament révolutionnaire de Karl Marx a été exécuté dans son pays natal. » Quant on sait que le fondateur du marxisme était Rhénan — il est né le 5 mai 1818 à Trier — et que sa ville natale se trouve par conséquent, aujourd'hui, en Allemagne fédérale, on peut se demander ce qu'a bien voulu

dire le premier secrétaire du SED. On a peine à croire à un lapsus. Existerait-il, malgré les exhortations des idéologues de la R.D.A. à se démarquer clairement de la R.F.A., un héritage historique commun entre les deux Etats allemands ? En dépit de sa désignation, l'Allemagne en tant que telle serait-elle donc un peu plus qu'une fiction ? Ou bien M. Honecker aurait-il retourné une formule diplomatique longtemps utilisée par Bonn et exprimé en quelque sorte la prétention de la R.D.A. à des racines profondes ? A représenter l'Allemagne dans son ensemble ? Karl Marx ou de la difficulté d'être Allemand... — M. L.

Les deux Rome

De notre envoyé spécial

Rome. — N'y aurait-il pas deux Rome, deux Italie ? La première serait celle des gros titres des journaux qui ont rassuré le 10 de la semaine dernière les énormes manchettes alarmistes, mais pourtant prudentes (ces diables de « brigadistes » seraient encore capables d'un nouveau coup de théâtre entre deux éditions), avec les mots en caractères gras que l'on commençait à voir beaucoup plus tôt depuis près de deux mois : « Heures d'angoisse », « L'incertitude », « L'anxiété », « L'attente est retombée », etc.

Et puis, il y a le Rome qui célèbre depuis samedi après-midi le bien tardif retour des beaux jours. Le Rome qui ne veut pas croire, sous le fine pluie de dimanche matin, qu'elle a renoué prématurément avec les lunettes de soleil, les maillots de bains et les glaces aux terrasses de la Piazza Navona, face aux innombrables peintures qui rendraient des points à ceux de la place du Tertre.

C'est à la première de ces deux Rome, de ces deux Italie, qu'appartiennent ces policiers à armes, particulièrement nombreux et visibles devant le siège des principaux journaux et partis politiques, ces vendeurs de journaux usuel, qui ont décidé dans un bel élan civique... et commercial, de garder leurs kiosques ouverts toute la journée de dimanche, sans observer le jour de roulement ; et encore ces photographes de presse qui ont protesté parce que les autorités avaient décidé de mettre un terme à leur interminable planque devant le maison de la famille Moro.

De même que ces jeunes « autonomes » qui se sont réunis samedi après-midi non loin de l'université pour parler de l'affaire Moro. Ou ces touristes — mais c'est déjà moins net — qui tombent en arrêt, avec des remarques dont le subtilité n'est pas le trait dominant, devant le plaque de la Vie del Moro, dans le vieux quartier de Trastevere, tous appareils photos dehors, et qui suscitent quelques regards courtoisés.

Mais il y a aussi ces restaurants débordants d'une joyeuse indifférence, ces embouteillages sur le route de la plage, ces cars venus de toute l'Europe, garés sur quatre files dimanche matin sur la via delle Conclizzone, qui mène à Saint-Pierre de Rome. Durant quelques brèves minutes, du haut d'une fenêtre de ses appartements privés, le

pape prodigue à la louie cosmopolite quelques paroles aimables et vagues qui compteront sans doute moins pour eux que le bonheur de pouvoir dire que, une fois au moins, on y a vu, on l'a photographié.

En vérité, l'attitude Moro semblait fort éloignée des préoccupations des dizaines de milliers de personnes — idéelles, touristes et curieux mêlés — qui se pressaient à midi devant le basilique, essailés par les marchands de dispositifs et de médailles, et bientôt à la recherche d'un abri contre la pluie.

L'après-Moro

a déjà commencé...

Rumeur de (petite) manifestation. Un car approche, chargé de jeunes qui scandent un slogan bleu et blanc. Ce sont les supporters d'un club de football qui disputait, dimanche après-midi, une partie que toute la presse s'accorde à juger « décisive ». Des familles dambulant, épanouies et attentionnées, entourent parfois une communicante qui s'empêtre dans sa robe blanche avec laquelle toute la presse, dans les églises, des enfants s'amuse. D'autres font de la « planche à roulettes » dans les jambes de touristes qui prennent le milliardième photo du Colisée, du Panthéon, de Saint-Pierre. Les vendeurs de billets de loterie recueillent les chelons sans trop y croire.

Tout est dans l'ordre. Que survienne pourtant l'annonce d'une nouvelle, même minime, et la foule se presse de nouveau devant le siège de la démocratie chrétienne, Piazza del Gesù — « Et si on ne le retrouve jamais, ni mort ni vivant ? », Interroge l'un, qui ajoute : « Alors, il n'eura même pas de funérailles nationales ». « Un Etat vraiment fort, lui, aurait pu à la rigueur négocier, mais pas le nôtre ». Mais à l'endroit où M. Aldo Moro a été enlevé et ses cinq accompagnateurs assassinés des mains anonymes continuent d'apporter tous les jours des milliers de fleurs.

BERNARD BRIGOLEUX.

ERRATUM. — Une erreur s'est glissée dans l'article de François-Régis Bastide. « En attendant l'Europe » (Le Monde daté 4 mai). Quatre-vingt-un

députés français siégeront bien au futur Parlement européen, mais sur quatre cent dix, non sur cent quarante, comme il était écrit.

Les grands historiens d'aujourd'hui écrivent dans L'Histoire

L'Histoire
• Les Camisards • Le 13 mai 1833.
• La femme au moyen âge •

N°1

Chaque mois dans L'HISTOIRE, plus de 25 articles illustrés font le point des recherches historiques en France et dans le monde, de la préhistoire à l'histoire immédiate... Dans ses sommaires, vous trouverez, entre autres, les signatures de :

Maurice Agulhon, Philippe Ariès, Pierre Chaunu, Georges Duby, Jean Delumeau, Philippe Joutard, Jacques Le Goff, Emmanuel Le Roy Ladurie, Michelle Perrot, René Rémond, Paul Veyne, Michel Vovelle...

L'HISTOIRE 57, rue de Seine 75006 Paris
LE N° 15 F (EN VENTE PARTOUT)

EDITIONS DU SEUIL / LA RECHERCHE

AU RYTHME DE VOS AFFAIRES

36 vols
chaque semaine

Paris - Algérie

الخطوط الجوية الجزائرية
AIR ALGERIE

LE ECONOMISTE
des tiers monde

Le seul périodique consacrés à la situation économique des trois continents. Ce mensuel, dans les kiosques.

FLEUVE SÉNÉGAL :
Quelle mise en valeur ?

MADAGASCAR :
Au pas des mottes

ÉGYPTÉ :
Une position de vaincu

JORDANIE :
Les clés du royaume

ALGER :
Bilan sans complaisance

ainsi que de nombreux articles sur l'Éthiopie, le Mozambique, les Seychelles, l'île Maurice, le Venezuela, le thé en Afrique, l'uranium, etc.

Abonnez-vous à **LE ECONOMISTE** DU TIERS MONDE
10, rue Auber, Paris-8

PROCHE-ORIENT

Iran

Au colloque international de Bruxelles

Plusieurs avocats ont dénoncé l'aggravation de la répression visant les intellectuels

De notre correspondant

Bruxelles. — C'est un véritable dossier sur l'Iran, un instrument de travail destiné aux journalistes et au monde politique occidental, que les comités allemand, anglais et français de solidarité avec ce pays ont voulu constituer à l'occasion d'un colloque international sur la répression, organisé à Bruxelles samedi 6 et dimanche 7 mai.

Plusieurs rapports ont été présentés, notamment un texte mis au point par M. Nouri Albalai, du barreau de Paris, l'avocat Michel Lonsdale, le chanteur Leni Escudero et Armand Maffre. Pour les rapporteurs, le domaine culturel est maintenant le secteur où l'offensive du régime se développe le plus. La censure, qui officiellement n'existe pas, interdit, en fait, la publication de certains auteurs. M. Albalai a précisé qu'il avait pu, à l'occasion d'une récente mission en Iran, rencontrer plusieurs écrivains importants qui estiment être, avec les étudiants, les professeurs, les acteurs et les metteurs en scène, les personnes les plus visées par la répression. L'Union des écrivains avait décidé, en janvier, de se réunir en assemblée générale pour l'élection de son comité exécutif. Elle s'est vu opposer une interdiction formelle.

Les participants au colloque ont également entendu le rapport de M. Ulrich Albrecht sur « le sous-impérialisme militaire de l'Iran » et le développement rapide de l'industrie de l'armement, objectif principal des dirigeants du pays. M. Albrecht s'est déclaré inquiet du fait que le chah se soit adressé aux États-Unis à la France et à la R.F.A. pour se rotter d'une panoplie atomique.

Une brochure a été présentée par le comité suisse de défense des prisonniers politiques iraniens. Intitulée « Voyage au pays de la peur », elle a été rédigée par M. Lafue-Véron, avocat au barreau de Paris, qui a effectué fin 1977 un voyage en Iran, mandaté par l'Association internationale des juristes catholiques. L'auteur de la brochure a demandé en vain aux autorités de Téhéran de rendre visite aux condamnés politiques. M. Lafue-Véron affirme que de cruelles tortures sont infligées aux prisonniers politiques ; il a également évoqué les phénomènes de « disparitions » enregistrées en Iran, comme en Amérique latine. — P. de V.

Une nouvelle vague de violences affecte l'Iran et en particulier sa capitale, Téhéran, un mois après les troubles politico-religieux d'avril. Ces nouveaux désordres sont cette fois surtout le fait d'étudiants, agissant par petits groupes ou par bandes plus étalées, à l'intérieur et autour des universités. Le bilan de leurs manifestations, à Téhéran, depuis le samedi 6 mai, est déjà impressionnant : un doyen de la faculté des lettres poignardé, celui de la faculté des sciences attaqué, un étudiant de Karadj (près de Téhéran) laissé pour mort, une manifestation de masse dimanche en pleine ville (avec des attaques contre des cinémas et des banques rencontrés en chemin), l'incendie de la cathédrale de l'université d'Etat. Une agitation semblable est signalée dans les centres universitaires de province, notamment à Isfahan, Chiraz, Babol, Kerman et Kachan. — (A.F.P.)

AFRIQUE

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

« Giscard l'Africain »

Le Liban. Le Tchad. La Mauritanie. Trois pays dont les noms reviennent souvent, cette semaine, sous la plume des éditorialistes de la presse hebdomadaire, qui s'interrogent sur les conséquences que pourrait avoir l'engagement de plus en plus poussé de la politique étrangère française en Afrique et au Proche-Orient.

« Que diable allons-nous faire dans ces galères d'Afrique et du Levant ? C'est la question qui fusse ces jours-ci et que l'intervention française au Tchad et au Liban devienne insupportable pour », se demande pertinemment Olivier Chevillon dans le Point.

« Pour entrer de tout confondre, ajoute-t-il, laissez tel de côté l'opération Liban, qui est un cas à part : là-bas, la France n'est responsable qu'au second degré. Elle a seulement choisi de mettre ses poids aux ordres (tremblant...) de l'ONU, prônant ainsi le risque — c'est vrai — de réveiller l'hostilité franco-arabe par la répétition de scènes trop connues. »

« Au Tchad, en revanche, poursuit Olivier Chevillon (...), la tentative de déstabilisation que la France assiste de contrer (...) est bel et bien libyenne » et, « vue sous ce jour, l'intervention française est parfaitement sensée » dans la mesure où « elle pallie tant bien que mal l'incurie lamentable des États-Unis ». L'éditorialiste du Point constate toutefois que, « au nom d'une politique courageuse, nous avons pris cette fois le risque de l'engagement, il faut admettre s'en dégoûter, dit-il, par une négociation rapide. Mais avec qui ? »

Joe-Blaise Allina rappelle, dans Jeune Afrique que « de tout temps s'est posée la question de l'existence même du Tchad en tant qu'entité nationale » et que la France elle-même fut naguère « tellement consciente de la non-viabilité territoriale du Tchad qu'elle envisagea un moment d'amputer le pays de l'immense région de Borkou-Ennedi-Tibesti » pour « diriger les peuples-nés en province d'Algérie ». Soulignant « la déconfiture » du régime du général Malloum, chef de l'Etat tchadien, Jeune Afrique « en vient à se demander si la malheureuse expérience de l'armée n'entraînera pas la fin du Tchad. Si le Tchad ne parvient pas à surmonter la phase critique actuelle, écrit Joe-Blaise Allina, et s'il s'enonce comme on peut le craindre dans la déconfiture, la preuve sera faite que l'existence des pays africains est, à tout moment, susceptible d'être remise en question. Le moins qu'on puisse dire est que l'effondrement du Tchad constituerait, dans ces conditions, un danger grave précédent », conclut-il.

Comme Olivier Chevillon, dans le Point, Jean Daniel estime, dans le Nouvel Observateur, que « le cas du Liban est à séparer des autres ».

L'Afrique ? Pour Jean Daniel, « c'est une autre affaire. La France lutte en Afrique contre certains impérialismes », écrit-il. Ce faisant, elle en sert un autre. « C'est l'engagement », dit-il, « dans les organismes internationaux, au respect sacré des puissances, fussent-elles anciennement coloniales. »

« Et nos intérêts nationaux ne passent ni par la soutien de régimes vermineux ni par des opérations de gendarmerie tous azimuts. »

« Hors du Liban, les forces armées françaises », écrit Henriette Mauthey dans Lettre ouverte.

« Il a fallu que des parus soient tués pour que l'on dise ouvertement en France que cette intervention sous couvert de l'ONU est autre chose qu'une promenade militaire anodine et humanitaire, il a fallu que le commandant des « casques bleus » français soit blessé pour que l'on appelle par son nom cette guerre. Mais ce qui est un comble, c'est que l'on continue à présenter les Palestiniens comme les agresseurs et les responsables de la violence et des combats. »

La politique appliquée par le Quai d'Orsay est critiquée également par Émile, « hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne », dont l'éditorial note :

« Voilà le gouvernement de la République contraint d'opérer un peu plus (et jusqu'où ?) dans l'engrenage ou de perdre la face (comme si, dans le genre, un « passé récent ne suffisait pas) ? »

Cette série de commentaires n'est pas exhaustive. Giscard l'Africain serait-il donc un homme seul ?

A. B.

FRANCE-HOLLANDE:

NOUS AMELIORONS NOTRE SCORE.

15 Mai: ouverture de la ligne Paris-Rotterdam.



Pour la première fois le plus grand port du monde est relié à Paris. A partir du 15 Mai Air France et KLM vous y emmènent en Jet F 28, 2 fois par jour en semaine et 1 fois le samedi et le dimanche. Les horaires vous permettront d'aller et le retour dans la journée.

Bien sûr les 12 liaisons hebdomadaires Paris-Rotterdam viennent s'ajouter aux 49 liaisons de la ligne Paris-Amsterdam (AF et KLM). Ainsi, les deux plus grands centres d'affaires des Pays-Bas sont à votre porte.

Vous partez et vous revenez par Roissy-Charles de Gaulle, l'Europart des affaires. Si vous n'avez pas de bagages de soute, vous pouvez vous présenter au satellite d'embarquement 15 minutes seulement avant le départ.

Vous gagnez ainsi un temps précieux et vous évitez bien des soucis.

Paris-Rotterdam: un rapprochement franco-hollandais.

AIR FRANCE

Les Pays-Bas plus proches.

Maroc

l'armée américaine v
ses dernières insta

TE CONTRE LE T

le liège sert à t
du meilleur des

سكزا من الأصل

AFRIQUE

DOMAIRE
ricain
L'armée américaine va évacuer ses dernières installations

Maroc

L'armée américaine va évacuer ses dernières installations

De notre correspondant

Rabat. — Les Américains viennent de remettre aux forces armées royales marocaines l'Ecole de maintenance du matériel de communications électroniques de Sidi-Bouknadel, à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Rabat. Il s'agit là d'une nouvelle étape dans un démantèlement qui doit être total au plus tard le 30 septembre prochain.

La décision de Washington de supprimer ces stations, dont les équipements sont techniquement périmés en raison du recours aux satellites, remonte à plusieurs mois. La présence de troupes américaines au Maroc remonte au débarquement de 1942, pendant la seconde guerre mondiale.

Selon certaines estimations, quelque 20.000 militaires américains stationnent au Maroc en vertu de ces conventions. Ils sont répartis entre la base aéronavale de Kénitra et les bases aériennes de Ben-Guerir, Sidi-Slimane, Bouhaut (aujourd'hui Benslimane) et Nouasser.

ravitaillement et l'entretien de l'U.S. Air Force et des avions militaires dans tout le bassin méditerranéen. Sous la seconde, la base relevait du Strategic Air Command (SAC), force autonome d'intervention dotée de l'arme atomique. Cette fois non plus le gouvernement marocain n'avait pas été consulté, bien que depuis 1957 des conversations conduites par le prince héritier Moulay Hassan — le futur Hassan II — aient été engagées avec les responsables américains pour l'évacuation des bases. Rabat protesta énergiquement auprès de Washington contre la décision plaçant Nouasser sous l'autorité du SAC, dont relevaient également les bases de Sidi-Slimane et de Ben-Guerir.

L'apaisement ne vint que lorsque Mohamed V et le président Eisenhower convinrent, le 22 décembre 1959, à Casablanca, de mettre un terme à l'existence des bases américaines dans le royaume. Leur évacuation s'acheva dans les délais prévus, en 1963, par la base de Kénitra, où s'installèrent les forces aériennes marocaines. Des conseillers et des techniciens américains y restèrent cependant pour l'entretien des installations. Certains furent les témoins de l'action des aviateurs marocains qui, le 16 août 1972, cherchèrent à abattre le Boeing à bord duquel se trouvait le roi Hassan II.

LOUIS GRAVIER.

La crise du Sahara occidental

Nouakchott annonce la mort de 46 Sahraouis au cours des récents combats

Quarante-six maquisards du Front Polisario ont été tués et plusieurs dizaines blessés lors des combats qui ont débuté mercredi 3 mai à une centaine de kilomètres au nord de Zouérate et au cours desquels les avions Jaguar français sont intervenus. Indique un bilan officiel publié lundi 8 mai à Nouakchott par le ministère mauritanien de la défense. Les troupes mauritaniennes auraient eu sept tués et cinq autres hommes auraient été « légèrement blessés » au cours des affrontements dont le communiqué officiel dit qu'ils ont été « d'une rare violence ».

D'autres engagements se sont produits les 4 et 5 mai alors que la colonne de maquisards forte d'une soixantaine de véhicules se repliait vers le nord. Dix-sept Landrover auraient été détruits et les forces gouvernementales auraient récupéré un important armement lourd.

● A RABAT, le quotidien 'l'Opinion, organe de l'istiglal, a

estimé lundi 8 mai que l'Algérie demeurait « seule responsable de l'intervention française en Mauritanie ». Le journal affirme qu'en lançant « une nouvelle attaque contre le train de Zouérate, les Algériens avaient l'intention de procéder à une nouvelle prise d'otages parmi les coopérants français ».

● A ALGER, le Polisario a rendu public un message de son secrétaire général à M. Kurt Waldheim demandant aux Nations unies de « lancer un appel à la France pour faire cesser ses interventions dans un problème de décolonisation dont l'organisation internationale est encore responsable ». Le responsable du Front, la récente action militaire française répond « non pas à une demande du gouvernement de Nouakchott, mais à celle des autorités de Rabat, et dénonce d'un pacte secret de défense franco-marocain dissimulé jusqu'à ce jour à l'opinion française et internationale ». — (A.F.P.)

Namibie

LA SWAPO RAPPELLE SES REPRÉSENTANTS AUX POURPARLERS SUR LE PLAN « OCCIDENTAL » DU RÈGLEMENT

Le comité central de la SWAPO a décidé de rappeler à l'urgence ses représentants aux Nations unies qui devaient, à partir du lundi 8 mai, poursuivre à New York des pourparlers sur le plan élaboré par les cinq membres occidentaux du conseil de sécurité concernant l'accession à l'indépendance de la Namibie.

La SWAPO précise que sa décision a été dictée par la récente attaque sud-africaine contre ses bases en Angola, attaque qui, selon Luanda, aurait fait plus de six cents morts, dont de nombreux civils (12 Monde du 9 mai). « Les opérations coordonnées de représailles politiques et militaires contre la SWAPO, ajoute celle-ci, ainsi que le chantage diplomatique et les pressions des amis de l'AFRI-CON du Sud renforcent nos convictions quant à l'existence d'intri-

gues visant à empêcher la Namibie de parvenir à une indépendance authentique... L'organisation dénonce en outre l'arrestation et de toute l'équipe dirigeante et des militants actifs de la SWAPO dans tout le pays ». « Ces développements de manœuvres au prétexte d'un règlement négocié », conclut-elle. Toutefois, avant de quitter New York, M. Sam Nujoma, président de la SWAPO, avait réaffirmé « le désir constant de son organisation d'aboutir à un tel règlement ».

● A Washington, le porte-parole du Département d'Etat, M. Hodding Carter, a déclaré lundi que le récent raid sud-africain était « injustifié étant données les circonstances ». Les Etats-Unis avaient, dès jeudi, exprimé leur « consternation ». — (A.F.P., Reuter.)

● Le Secours populaire français (S.P.F.), a lancé, lundi 8 mai, un appel en faveur des réfugiés en Angola, victimes du raid sud-africain. Les fonds sont à adresser aux comités de l'association ou au Secours populaire français, C.C.P. 054-37 H Paris, avec la mention : « Pour l'Afrique australe ».

* 9, rue Froissart (75009) 278-50-48.

République de Djibouti

APRÈS L'ENLÈVEMENT DE M. BOUCAUD

Le président Hassan Gouled lance un appel au gouvernement éthiopien

M. Hassan Gouled Aptidon, président de la République de Djibouti, a fait appel lundi 8 mai au gouvernement éthiopien afin que M. Boucaud, le fonctionnaire français des travaux publics, détaché auprès du gouvernement djiboutien, et enlevé dimanche soir, soit immédiatement rendu, et que les auteurs de son enlèvement, au nombre de sept, soient livrés — (nos dernières éditions du 9 mai).

Selon les autorités de Djibouti, M. Boucaud a été enlevé à Rendah, localité où il était en poste, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière éthiopienne. Ses ravisseurs ont ensuite forcé, à bord d'un véhicule tout-terrain, un barrage de garde-mairie avant de pénétrer en Ethiopie.

L'enlèvement de M. Boucaud par des Afars peut être le fait d'éléments incontrôlés. Il peut aussi exprimer — c'est même plus probable — une impatience grandissante des membres de cette ethnie à l'égard du régime de M. Hassan Gouled, largement dominé par les Issas. Depuis le mois de février, la défile de l'armée somalienne dans l'Ogaden et le renforcement — grâce aux Soviétiques et aux Cubains — du régime éthiopien, hier encore déliquescents, se sont traduits par une nouvelle modification des rapports de forces à Djibouti.

Les Issas, officiellement neutres, mais en fait pro-somalien, sont désormais soumis à une pression accrue de la part de l'Ethiopie, qui leur reproche leur sympathie à l'égard de Mogadiscio, qui se pose en défenseur des Afars et souhaite un « rééquilibre politique » à Djibouti. Les Afars réclament notamment la parité ethnique au sein de l'armée et une révision de la Constitution pour accorder, face au président Issa, de vrais pouvoirs à un premier ministre afar. Après la démission de M. Ahmed Dini, ancien premier ministre, le 17 décembre, et la crise politique qui s'en est ensuivie, un autre leader afar, M. Abdellah Kamil, a accepté de former un nouveau gouvernement sur le base de ces deux principes revendiqués : armée, Constitution.

Les chefs afars ont accepté de le soutenir sous réserve qu'il obtienne rapidement satisfaction. La France, de son côté, paraît avoir exercé de discrètes pressions sur le président Gouled pour l'incliner à plus de souplesse. Celui-ci a d'ailleurs effectué une visite à Paris le 27 avril dernier et a été reçu par M. Giscard d'Estaing. L'enlèvement de M. Boucaud semble donc indiquer que, déçu par l'intransigence du régime Gouled, les plus extrémistes des Afars ont

décidé de relancer l'action terroriste. Dans la corne de l'Afrique, nouveau Proche-Orient — dont Djibouti est un peu le « Beyrouth », la situation est suffisamment explosive pour qu'un tel enlèvement suscite — au-delà de toute considération humanitaire — une réelle inquiétude. J.-C. G.

Seychelles

LE GOUVERNEMENT ACCUSE DES MINISTRES KENYANS D'AVOIR PARTICIPÉ AU COMLOT RÉCENTMENT DÉCOUVERT.

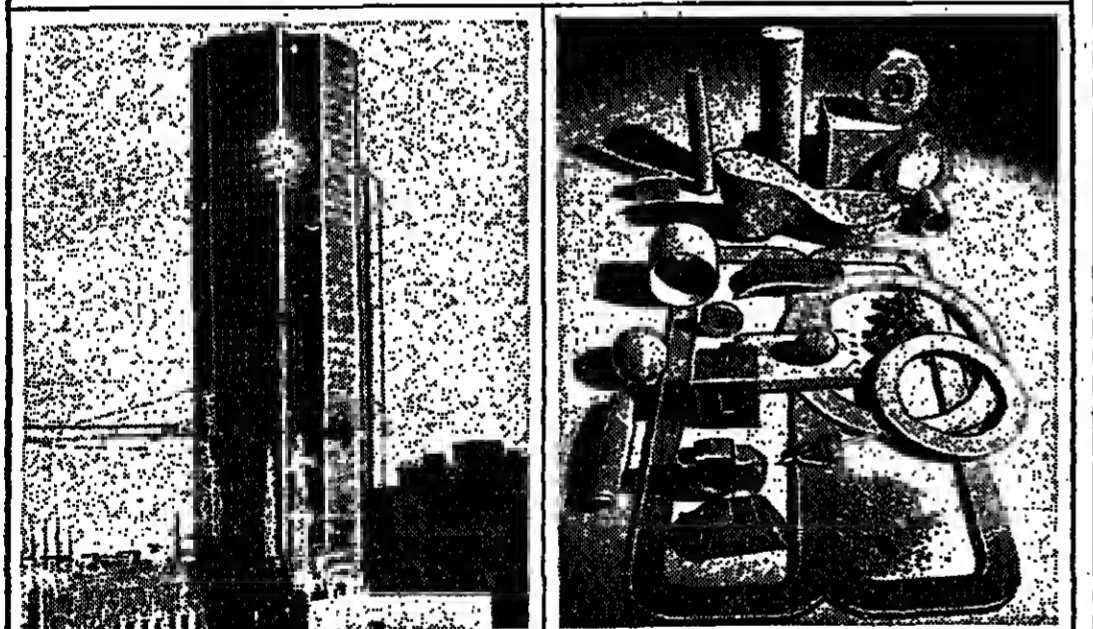
Victoria (Reuter). — Le gouvernement seychellois a mis en cause lundi 8 mai plusieurs ministres kenyans, les accusant d'avoir trépidé à titre individuel, dans la tentative de complot révélée le 29 avril (le Monde du 8 mai).

M. Ogilvy Berlious, ministre de l'intérieur, a déclaré que le gouvernement possédait « la preuve de cette participation ». « Nous ne voulons pas mettre à nos bonnes relations avec le Kenya, a-t-il poursuivi. Nous pensons que le gouvernement kenyan n'était probablement pas au courant des actes subversifs qui se préparaient, mais il est regrettable que certaines personnes au sein du gouvernement kenyan aient trempé dans cette affaire. »

Selon M. Jacques Hodoul, ministre de l'éducation et de la culture, certaines personnalités kenyanes impliquées, qu'il s'est refusé à nommer, ont agi par amitié envers l'ancien président M. James Mancham. D'autres, a-t-il ajouté, ont agi en raison de leurs relations d'affaires avec lui. M. Mancham a, de nouveau, démenti samedi dernier, avoir été l'inspirateur du complot.

LUTTE CONTRE LE TABAC
Trois journées spéciales pour les personnes désirant cesser de fumer. Application des dernières méthodes « anti-tabac » à l'oreille : implant, agripé, thermopoint.

Le liège sert à tout, servez-vous du meilleur des lièges : H.P.K.



Tout est possible avec le liège HPK. Léger, souple, élastique, imperméable, régulateur, isolant, résistant... Il prend toutes les formes et s'adapte aisément aux besoins des industriels, des bâtisseurs et des décorateurs.

Form for requesting HPK cork samples, including fields for name, profession, address, and postal code.

SEJOURS LINGUISTIQUES JEUNES DE 10-20 ANS
EF VOUS ASSURE LES QUATRE GARANTIES ESSENTIELLES : LA QUALITE, L'EFFICACITE, LA COMPETENCE, LA SECURITE.

L'Irlande comme vous voulez. Train, bateau, cheval, voiture, roulotte... L'Irlande en toute liberté : 1.280 F* Les fermes Irlandaises : 1.650 F* L'Irlande en roulotte : 1.115 F* Bateaux à cabines : 1.175 F*

ORE.
n.
ICE

AMÉRIQUE

Cuba : le point de non-retour

(Suite de la première page.)

Les pêcheurs de Castillo peux, observent le front de l'industrie lourde qui s'installe tout autour de la baie profonde dominée par les contreforts de la sierra de Escambray. Un nom qui évoque de mauvais souvenirs, une insurrection contre-révolutionnaire que l'histoire a dû réprimer en employant des moyens importants dans cette région difficile et montagneuse. Les dirigeants, admettent, aujourd'hui, que la lutte « contre les bandits de Escambray » dans les an-

nées 60 a été dure. L'affaire a été, semble-t-il, bien plus « chaude » qu'on ne l'imagine. Elle a laissé des traces. « Tout le monde ici a été affecté directement ou indirectement », expliquent les membres de la troupe de théâtre de Escambray, installés dans un campement sommaire entre Santa-Clara et Cienfuegos, et qui s'efforcent de développer un art « en contact avec le peuple, et à son service », partageant la vie des paysans, des « macheteros », des petits propriétaires membres de l'ANAP (2).

La bataille pour le « sexto grado »

Il y a deux ans encore les planteurs de café indépendants de Escambray ont ignoré les consignes gouvernementales enjoignant d'accroître la production. Ils obéissaient à un slogan des témoins de « l'époque de l'indépendance, dans l'influence est encore importante, ici et dans toute l'île : « le café est mauvais pour la santé ». En fait, une manifestation de mauvaise humeur contre le mouvement des coopératives encouragé par l'Etat. Les terres des « amas » des témoins de Jébuah ont été « occupées » et les plantations de café étendues, sans violence, semble-t-il, mais bien entendu, sans l'accord des premiers. Près de vingt ans après son triomphe la révolution cubaine connaît encore des « remous » sous la surface.

Très loin d'ici, sur la place de la Révolution de La Havane, seulement encadrée maintenant de deux portails géants, Lémine et Guevara, Fidel Castro parle pendant des heures, expose les buts du régime, dénonce les erreurs et les faiblesses, trace les perspectives et lance des consignes. L'écho se répète à Castillo : la nouvelle bataille pour le sexto grado (3) — « à ce niveau d'éducation, a dit Fidel, on est tout juste un analphabète », — la campagne pour la vaccination obliga-

toire parmi les meilleurs. Un honneur mais aussi une responsabilité permanente sous le regard de « son » village. Chaque C.D.R. de « ciudad » désigne son responsable à l'idéologie, à la vigilance, au ravitaillement, à la santé. Que se passe-t-il si une famille conteste, par exemple, la nécessité de la vaccination d'un enfant ? Il s'agit, répond Gema, de la convaincre... »

Justement, la doctoresse est venue comme chaque mercredi de

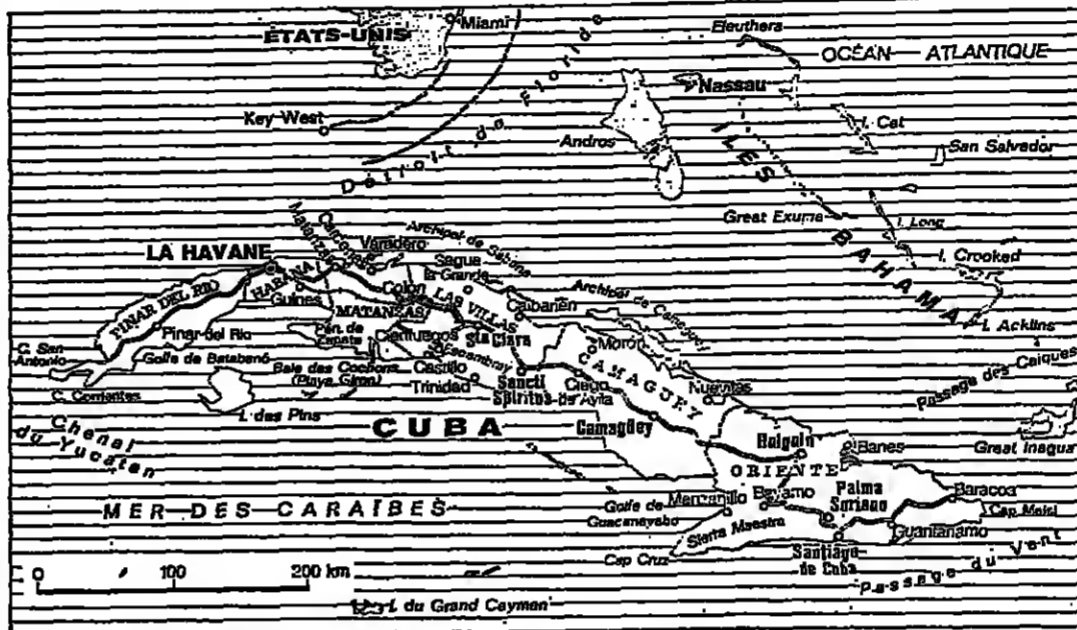
manque de papier) exaltent les « héros » : Martí l'apôtre, les combattants de la sierra Maestra, Guevara l'incorruptible. Les illustrations, comme dans les salles de classe et dans la vie quotidienne, mélangent Noirs, Blancs et métis dans un air de fraternité. Onze classes, onze instituteurs. Un instituteur peut gagner de 100 à 180 pesos, un directeur d'école de 330 à 300 pesos.

et de transporter le matériel fourni par l'Etat et destiné à la micro-brigade qui construit actuellement un ensemble de nouveaux logements sur la colline. « Il faut », a dit Fidel, « éliminer le vieux bohío insalubre et sans confort ». La micro-brigade se compose de seize ouvriers volontaires : des pêcheurs, mais aussi des travailleurs venus d'autres secteurs, du transport ou du bétail, conservant leurs salaires antérieurs

grés » à main levée par les quinze C.D.R. Les urnes étaient surveillées par les pionniers, et « l'acte délégué est un bon photo », dit encore le directeur d'école. Luis est jeune. C'est un technicien, il travaille aux chantiers navals. Il est militant des femmes communistes. Tout le monde l'aime bien ici. » Luis doit présenter les doléances de ses circonscriptions, Castillo, au près de l'Assemblée municipale de Cienfuegos. Chaque semaine, il consulte la population; tous les trois mois, il doit « rendre des comptes ». Rien ne lui interdit a priori d'espérer un jour être élu « délégué » de la province de Cienfuegos à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire qui siège à La Havane.

Mais les « soutis » locaux ne manquent pas. Un hôtel luxueux a été construit de l'autre côté du goulet : touristes américains du Middle West (pantalons quadrillés, chapeaux fleuris) et touristes soviétiques venus de Sibérie (lupes à fleurs, briques de copeaux croisées dans les vastes halls se signorant s'opéraient). Soixante jeunes femmes de Castillo travaillent maintenant à l'hôtel. Dans la grande odorante, au-delà du fortin, la première centrale nucléaire cubaine doit être édifée avec l'aide de l'Union soviétique. Une révolution pour l'économie cubaine, qui sur 111 grâce aux 600 000 tonnes de pétrole livrées chaque année par l'U.R.S.S. Une révolution a aussi pour les hommes et les femmes de Castillo...

MARCEL NIEDERLANG.



situé dans la mer des Antilles, à 180 kilomètres au sud des côtes de Floride, l'île de Cuba a une superficie de 110 222 kilomètres carrés, les quelques mille six cents îlots et « cayes » compris. Sa longueur est de 1 200 kilomètres et sa plus grande largeur atteint 145 kilomètres. La population actuelle est de neuf millions et demi d'habitants.

Cienfuegos pour la « consultation » hebdomadaire dans le dispensaire de fortune, à l'ombre du fortin. Trois pièces étroites, une pharmacie élémentaire, un bureau, un bat-flanc, un infirmier, un vieux homme chétif et cordial, passe ses nuits de garde. Il gagne 180 pesos (4), plus une indemnité quotidienne de 60 pesos de 50 pesos. Pour toucher son salaire, il prend la baraque à moteur qui assure le service de Cienfuegos. La doctoresse, regard lisse derrière les lunettes à monture d'acier, gagne 280 pesos, perçoit la même indemnité de repas. « Mo tâche, dit-elle, est d'abord préventive. On vaccine tous les enfants contre la varicelle, le tétanos, la polio, la surépression. » Une bonne trentaine de femmes du village attendent, d'autres parlent au soleil, sur les pierres usées, des enfants dans les bras. Des hommes sont dans la salle d'attente. « Il s'agit pour le moment de bobo », dit l'infirmier. Tout est gratuit : la consultation, les soins, les médicaments. Pour les cas graves, on emmène les patients à la ville. « A Cienfuegos, précise la doctoresse, on a commencé à dépister systématiquement le cancer... » Tous les médecins dépendent de l'Etat, à l'exception du dernier carré de docteurs « historiques » (5).

Celui de Castillo est aussi membre du conseil municipal. Qu'est-ce qui, selon lui, a changé dans le village depuis 1959 ? La répartition l'étonne. « Tout, répond-il. Avant, il n'y avait pas d'eau, pas de rue, pas d'électricité, pas de travail. La seule ressource était la pêche. Maintenant, il y a la pêche et autre chose en plus... »

l'école est associée à la vie du village. Les pionniers sont en particulier chargés de ramasser pendant tout le temps de la construction. « Il y en a bien pour dix-huit mois », commente le chef de la brigade, un pêcheur en bleu de chauffe, au teint recuit. Le rythme semble paisible : les micro-brigadistes prennent le temps de souffler. Dans l'indifférence générale, un ruisseau, provoqué par une fuite de canalisation, dégringole vers la mer, longeant les demeures confortables, avec un balcon style « colonial » pour le rocking-chair des dernières familles « bourgeoises » de Castillo.

« Privés » et « historiques »

Chez les Perez, l'ambiance est nettement « révolutionnaire ». Un portrait de Fidel, mais aussi celui de Camilo Cienfuegos (6) trônent sur la commode. « Cienfuegos, le grand : ces « stimulants » indiquent que le syndicat a su reconnaître les mérites d'un des principaux animateurs de la coopérative des pêcheurs. Pourtant Juan, comme la plupart des pêcheurs de Castillo, est « privé ». Et il entend bien le rester. « On gagne mieux », dit-il. De 600 à 600 pesos par mois en moyenne. Il dépend quand même de l'Etat, qui fournit la glace, le gas-oil et tout ce qui est nécessaire à la pêche. Elle fournit également les « surplus » dus aux « travailleurs de force » : rhum, café, viande. Elle achète le poisson et le commercialise. Mais, entre voisins, on s'arrange toujours. Un petit « marché libre » existe à Castillo comme ailleurs : un « marché kolchozien » à la cubaine. Qui s'en offusque ? Chacun le sait : n'est-il pas en même temps « acteur » et « spectateur » du C.D.R. ?

Un pêcheur peut gagner plus qu'un médecin, autant qu'un coupleur de sisal ou un machetero, qui reçoit en moyenne 5 000 pesos par mois (les six mois que dure la récolte de canne à sucre). « C'est juste », dit Juan, « on était les plus exploités. Et la mer est dure, le travail irrégulier... » Il estime qu'être patron « c'est un sacrifice », mais admet : « Quand on a son bateau à soi, on s'occupe, on le soigne mieux que s'il était anonyme... » Ce n'est pas l'avis de sa femme. « Il vaut mieux », dit-elle, « être au service complet de l'Etat qui donne tout... » Un pêcheur « salarié » gagne 150 pesos. Entre ces deux « catégories », on trouve encore à Castillo, perdus dans la baie, des vieux pêcheurs « historiques », accrochés à leurs rafiot percés, ramant à travers la baie entre les îlots verdoyants. « Ils gagnent mieux que nous », dit Juan d'un air de vague reproche.

- (2) L'ANAP, association nationale des petits agriculteurs, regroupe deux cent mille paysans du secteur « privé », produisant principalement du café, du tabac et des agrumes. Le président de l'ANAP est M. José Ramirez.
- (3) Le sexto grado, le sixième degré, correspond au niveau du certificat d'études primaires.
- (4) Le centavo officiel est de 1,20 dollar pour 1 peso cubain.
- (5) Sont « historiques » toutes les fonctions, les salaires, les avantages divers obtenus avant 1959, ou acquis pendant les premières années du régime, par exemple les médecins ayant terminé leurs études avant 1962. Les salaires « historiques » sont nettement plus élevés que la moyenne, sont ainsi maintenus pour certains secteurs de la population.
- (6) Le commandant Camilo Cienfuegos, l'un des principaux lieutenants de Fidel Castro dans la sierra Maestra, mort dans un accident d'avion.

Prochain article : « CETTE GÉNÉRATION DOIT SE SACRIFIER... »

en 8 jours, plus un bruit chez vous

Depuis 15 ans, SAIRES, spécialiste de l'isolation phonique et thermique, apporte les meilleures solutions aux problèmes du bruit et du froid. Deux installations très rapides Paris et 100 km alentour.

SAIRES : 206-5013
49 ter, rue de Flandre - 75019 PARIS.

Le Monde DE L'EDUCATION
Numéro de mai
MAI 1968 MAI 1978

- Colonies de vacances et séjours linguistiques
- Les métiers d'éducateur spécialisés.

Mensuel - Le numéro : 6 F

ISLANDE

une île à nulle autre pareille

une île et pourtant si proche !
Est-il possible de comparer l'Islande à quelque chose de connu ? Nous pouvons en douter. Jules Verne y eût le départ de son « Voyage au centre de la terre » et presque rien n'a changé depuis... Glaciers, geyser, cascades, rivières cristallines... sont les atouts incontestés de ce pays où l'esprit est vivant.

Que vous découvriez l'Islande par un voyage classique ou par une aventure à travers l'île, il est certain que vous serez conquis par son magnétisme.

Voulez-vous en savoir plus ? Demandez la brochure « Islande 1978 » à votre agent de voyages ou à LOFTLEIDIR

ICELANDAIR
LOFTLEIDIR ICELANDIC
Les Compagnies de l'Islande

LOFTLEIDIR ICELANDIC
32, rue du 4 Septembre
75002 Paris - tél. 073.75.42
12 bis, rue du Louvre
06000 Nice - tél. 93.73.41

Nom
adresse
(M/78)

ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR
Bangkok 1.800 F
même en août

un séjour linguistique ?
oui, avec le CSLC
clermont-ferrand
Centre de Séjours Linguistiques et Culturels
Association de Professeurs de l'Organisation pour la Participation de l'Enseignement Supérieur (A.P.P.E.S.)
et Commissariat Général au Tourisme (M.O.T.O.)
documentation : 12 rue Gabriel Péri
63000 CLERMONT-FERRAND
Téléphone (73) 93-58-68

ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR
Delhi 2.350 F
même en août

l'air le plus pur,
l'eau la plus pure,
pour ceux qui aiment la nature et la liberté.

Séjours en chalet au bord d'un lac : 7 jours à partir de F 1 520.
Circuits en Laponie : F 4 080.

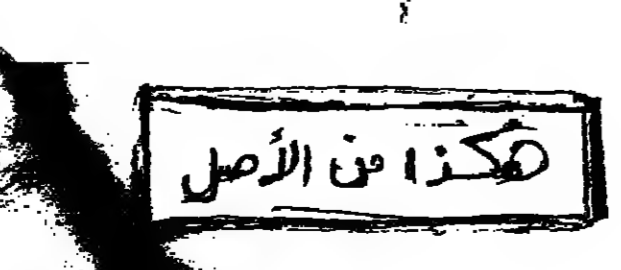
cet été, en Finlande.

Renseignements auprès de votre Agent de Voyages
ou à **FINNAIR** 11 rue Aubert 75003 Paris

Nom Adresse

GAP WAGRAM
25 rue GARDINET - 75017 PARIS - 267-31-00
1er CONCESSIONNAIRE DE FRANCE

CHOIX EXCEPTIONNEL DE VOITURES NEUVES DISPONIBLES



Le ancien agent de...
des révélations sur...
CHIFFRE

سكرا في الوطن

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Un ancien agent des services de renseignements publie des révélations sur les activités de la C.I.A. en Angola

Selon le quotidien indépendant de Lisbonne - A Capital - des mercenaires seraient actuellement recrutés en Portugal par M. Daniel Chipenda, membre du Front national de libération angolais (F.N.L.A.), hostile au gouvernement de Luanda. M. Chipenda aurait à la mi-avril rencontré à Estoril des représentants des divers courants de l'opposition au M.P.L.A. de M. Neto pour constituer un « vaste front » destiné à libérer l'Angola. Aux Etats-Unis, un ancien membre de la C.I.A. révèle que l'agence de renseignements américaine est intervenue directement dans la guerre civile angolaise.

Washington. — Les transfuges des services américains de renseignements n'ont pas pour habitude de demander asile à leur collègue du K.G.B. alors que les anciens agents soviétiques se mettent volontiers à la disposition de la C.I.A. Plus simplement, ils se contentent de pousser la porte d'un éditeur pour débiter leur part de « secrets ». Après M. Frank Snepp, dont le récent livre a apporté un éclairage saisissant sur la chute de Saigon, un autre maître espion désenchanté est apparu subitement au grand public dimanche soir 7 mai au cours d'une émission de télévision de la B.S. Son livre, intitulé « A la recherche d'ennemis », paraît dans le plus grand secret, paraît-il, le 8 mai en librairie. L'auteur, M. John Stockwell, ancien « marine » membre de la C.I.A. de 1964 jusqu'à sa démission volontaire en 1976, a dirigé à partir de juillet 1975 le groupe spécial (Task Force) mis sur pied à cet effet par le président de M. Kissinger pour intervenir dans la guerre civile qui se déroulait alors en Angola. C'est donc, comme M. Snepp, un autre guerre perdu qu'il raconte, mais cette fois en dévoilant un ou deux aspects fort gênants pour l'administration de l'époque. M. Stockwell est en effet catégorique : « Contrairement à ce que les instructions données alors à la C.I.A. et contrairement à ce que son chef de l'époque, M. Colby, affirmait au Congrès, la C.I.A. a valet des instructeurs et des conseillers sur le territoire même de l'Angola, à tout près de la

De notre correspondant

Higne de front, entraînant les combattants et cadres du F.N.L.A. et de l'UNITA, aidant à préparer les batailles, installant les systèmes de communication et assurant la logistique ». Toujours selon M. Stockwell, la C.I.A. s'occupait de l'accueil à Kinshasa des mercenaires, qu'elle transportait ensuite à bord de ses avions jusqu'en Angola. Elle achetait ainsi une vingtaine de Français, trois Américains et des Portugais, entre autres. Enfin, contrairement à la version officielle, elle coopérait activement avec l'Afrique du Sud, engagée pour son compte dans des opérations analogues.

M. Stockwell s'en prend aussi à M. Mbinu, qui révèle-t-il, aurait empêché 1400 000 dollars que la C.I.A. lui avait remis après la défaite à l'intention des chefs du F.N.L.A. et de l'UNITA. M. Holden Roberto et Savimbi, l'Agence américaine se garda bien de se plaindre, heureuse que le président saurait s'abstenir de dénoncer son rôle dans l'affaire. M. Colby, interrogé au cours de la même émission de télévision, a démenti l'ensemble des allégations de son ancien collaborateur, notamment la collaboration avec l'Afrique du Sud et la présence d'agents de la C.I.A. en Angola. Il admet que son organisation entraînait et conseillait les ad-

versaires du M.P.L.A. mais seulement « à partir d'un pays voisin ». Quelques agents ont pu remplir des missions sur le terrain, mais sans s'y implanter. Toujours selon M. Colby, les commissions du Congrès auxquelles il faisait rapport n'ont pas élevé d'objection à ces multiples interventions jusqu'à ce que le grand public en ait eu vent. Le réflexe « pas de nouveaux Vietnam » l'emporta et conduisit au refus de tout crédit pour soutenir une action militaire américaine en Angola. L'engagement massif des Soviétiques et des Chinois fit le reste. Assurant la victoire de l'équipe actuellement au pouvoir à Luanda.

M. Stockwell s'exprime à des poursuites judiciaires pour avoir violé le serment de discrétion imposé à tout collaborateur de la C.I.A. à son engagement, mais il reste fort décidé à « débrayer les mythes », comme il le dit lui-même. Sa thèse est que seule une C.I.A. parfaitement « morale », au-dessus de tout soupçon, aurait mérité le silence de ses collaborateurs, pas celle-ci qui, à son avis, n'a « pu être rien fait de bon depuis trente ans ». « Le monde serait un endroit plus sûr et la crédibilité américaine serait bien plus grande, a-t-il dit, si nous n'avions pas eu de C.I.A. pendant toutes ces années. »

MICHEL TATU.

Brésil

A l'approche de trois échéances électorales le pays sort de sa torpeur politique

Les services de renseignements brésiliens ont ouvert une enquête pour déterminer l'origine des documents circulant au Congrès et compromettant le général Joao Baptista Figueiredo, futur président, dans une tentative d'assassinat d'opposants au régime. Selon ces documents, le général Figueiredo était en rela-

tion avec la DINA, la police politique chilienne, qui devait participer aux opérations prévues contre des opposants brésiliens à l'étranger. Thierry Maliniak, qui vient de prendre ses fonctions de correspondant du « Monde » au Brésil, nous adresse son premier article sur la situation politique dans ce pays.

De notre correspondant

gné par l'actuel chef de l'Etat, le général Joao Baptista Figueiredo abandonnera en juin son poste de chef du SNL, le service national de renseignements, pour se consacrer à sa « campagne électorale ».

On avait bien avancé l'hypothèse d'une candidature civile : celle de M. Magalhães Pinto, parlementaire dissident de l'Arena, qui aurait pu rassembler à la fois les voix des « contestataires » de l'Arena, le groupe gouvernemental, celles du M.D.B., le Mouvement démocratique brésilien d'opposition, voire attirer certains secteurs militaires « constitutionnalistes » ; cette alliance serait susceptible d'ébranler le collège électoral chargé d'élire le nouveau président. Mais, aujourd'hui, les chances de M. Pinto et de son projet de « front élargi » paraissent minces : sou passé à l'Arena suscite des réticences au

L'élection présidentielle paraît elle aussi jouée. Successeur dési-

sein du M.D.B. et ses appuis au sein des forces armées sont apparemment peu importants.

Une candidature militaire d'opposition ?

Reste l'hypothèse d'une candidature militaire d'opposition à celle du général Figueiredo, comme, par exemple, celle du général Euler Bentes Monteiro. Cette possibilité, avancée par la presse, suscite plutôt le scepticisme à Brasília. Il est peu probable qu'un officier réellement représentatif prenne aujourd'hui le risque de s'opposer ouvertement au choix du président Geisel.

Les élections législatives de novembre constitueront donc la véritable inconnue. Pour le Sénat, ses listes sont faites depuis la réforme électorale d'avril 1977. Mais à la Chambre, le résultat sera serré, et une courte victoire du M.D.B. est même envisageable. Dans certains milieux d'opposition, on craint que le chef de l'Etat ne décide quelque mesure préventive : il suffirait de modifier un peu le mécanisme électoral, par exemple, en surimposant le report des voix au sein d'une même liste, qui favoriserait plus le M.D.B. pour modifier le résultat du scrutin. Une proposition de loi en ce sens a déjà été présentée par un député de l'Arena. Certains redoutent même que le président Geisel ne reporte les élections.

Dans les milieux proches de la présidence, on affirme qu'il s'agit là de craintes sans fondement, et que le processus électoral se déroulera comme prévu. Sans doute. Mais que se passera-t-il après les élections ? Envisage-t-on de permettre la création de nouvelles formations politiques ? C'est une mesure à laquelle le général Figueiredo est plus favorable que l'actuel chef de l'Etat. Elle permettrait de scinder le M.D.B. actuellement divisé entre les « durs » et les « modérés » et d'annuler les effets d'une éventuelle victoire de l'opposition. Une chose est certaine : c'est du Planalto, le palais de la présidence à Brasília, et non du Congrès, que dépend l'évolution politique du pays en cette période électorale.

THIERRY MALINIAK

LE NOUVEAU MANUFRANCE VIENT DE PARAITRE... COMME CHAQUE ANNEE.

MANUFRANCE MIEUX VIVRE. MIEUX VIVRE DEHORS, EN PLEIN AIR. MIEUX VIVRE CHEZ SOI, A LA MAISON. MIEUX VIVRE ENSEMBLE EN FAMILLE. MIEUX VIVRE LES JOIES DES TRAVAUX MANUELS. MIEUX VIVRE AU JARDIN. MIEUX VIVRE CHAQUE INSTANT AVEC MANUFRANCE. Le catalogue de toute la famille pour toute l'année.

Aider les Français à mieux vivre, telle a toujours été la vocation de MANUFRANCE. Une vocation solide : le nouveau catalogue 1978 en est la preuve. Plus vivant, plus pratique que jamais, ce catalogue témoigne de la nouvelle vigueur de MANUFRANCE. Des milliers d'articles toujours aussi bien sélectionnés... Des fournisseurs toujours aussi dynamiques... Un service livraison toujours aussi performant... Cette année, comme chaque année, demandez le catalogue MANUFRANCE à votre marchand de journaux ou dans votre magasin MANUFRANCE.

Manufrance : une certaine idée de la France.

Chili

DES FEMMES DE DISPARUS DÉNONCENT LE « PIÈGE DE L'AMNISTIE »

Mme Vivanco est chilienne. Cette femme d'une cinquantaine d'années a eu cinq membres de sa famille arrêtés en 1976 par les forces de sécurité de Santiago : son mari, son frère, sa sœur, son fils et son neveu. Elle ne les a plus jamais revus et plus personne n'a entendu parler d'eux. « Ils ont disparu, nous ne les démons pas », lui a-t-il été répondu lorsqu'elle fait des démarches pour tenter de les retrouver. Elle n'a pourtant pas épargné sa peine, s'adressant successivement à la Cour suprême chilienne, au président de la République et au ministre de l'Intérieur. Elle a participé à deux grèves de la faim, à des marches, des rassemblements.

Avec trois autres épouses de disparus, et la femme d'un détenu politique récemment libéré, Mme Vivanco a décidé d'en appeler à l'opinion publique mondiale. Elles viennent toutes les cinq arriver à Paris après une tournée dans les pays nordiques, en Allemagne fédérale, en Suisse et en Grande-Bretagne. Lundi 8 mai, elles ont donné une conférence de presse au France au siège d'Amnesty International. « Ne nous laissez pas prendre au piège de l'amnistie décrétée par le général Pinochet, ont-elles dit. Ne croyez pas à une libéralisation. L'amnistie ne concerne pas les mille cinq cents disparus non plus qu'un certain nombre de soldats prisonniers de droit commun. Elle s'applique, en revanche, aux agents de la police politique, aux tortionnaires qui ont pratiqué la répression. Comment peut-on mettre sur le même plan les victimes et leurs bourreaux ? »

Mme Vivanco et ses compagnes représentent deux associations, celle des cinq cent soixante-sept familles de disparus et celle des détenus politiques. Elles évoquent qu'avec prudence l'éventuelle existence de camps de concentration secrets dont certaines informations ont fait état. « S'ils existent, disent-elles, ils sont militaires. Certains d'entre eux pourraient se trouver dans la colonie de peuplement allemand Dignidad, dont l'accès est interdit aux Chiliens. »

A Paris, ces femmes souhaitent rencontrer les autorités françaises. Elles se rendent ensuite en Italie et au Vatican avant de regagner leur pays, un retour dont elles savent d'avance, qu'il ne sera pas facile. — D. J.

La Pompadour SPÉCIALISTE CEREMONIES la plus élégante Collection parisienne ensemble, manteaux, robe court et longues soie naturelle, imprimée, mousseline, etc. FEMMES FORTES du 42 au 60 32 bis, Bd HAUSSMANN M^e Chaussée d'Antin PARIS

Le Monde Service des Abonnements 5, rue des Italiens 75121 PARIS - CEDEX 09 A B O N N E M E N T S 3 mois 9 mois 12 mois FRANCE - DOM - TOM 115 F 210 F 325 F 490 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 205 F 390 F 575 F 760 F ÉTRANGER (par mandats) I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE 145 F 285 F 395 F 515 F II - TUNISIE 135 F 260 F 390 F 500 F Par voie aérienne Tarif sur demande Les abonnés qui paient par chèque postal (très vider) voudront bien joindre ce chèque à leur demande. Changements d'adresse : déclarations ou provinciaux (à 4 ou 5 semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande six semaines au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts progressivement en capitales d'imprimerie.

retour... CETTE GÉNÉRATION DOIT SE SACRIFIER... en 8 jours, plus de bruit chez vous... SAIRES 204-30-13... DE L'ÉDUCATION... MAI 1968 MAI 1978... EXCEPTIONNEL DE NERVES DISPONIBLES

ASIE

Japon

L'ouverture de l'aéroport de Narita se heurte toujours à l'opposition des contestataires

De notre correspondant

Tokyo. — L'ouverture du nouvel aéroport de Tokyo à Narita, prévue pour le 30 mai, provoque toujours une vive opposition de la part des paysans, et des étudiants qui les soutiennent. Dimanche 7 mai au cours d'une manifestation réunissant sept mille personnes au centre de Tokyo, ils ont réaffirmé leur détermination de poursuivre la lutte. La veille, plusieurs wagons du train express qui relie la capitale à Narita avaient été incendiés. D'autres incendies criminels se sont d'autre part déclarés au cours des dernières semaines dans différents aéroports japonais et dans les bureaux des Japon Airlines.

Depuis la destruction de la tour de contrôle de l'aéroport de Narita, le 26 mars, le gouvernement a lancé une vaste campagne dans la presse pour obtenir le soutien de l'opinion publique. Celle-ci semble pour le moins sceptique, mais comme les compagnies aériennes internationales — sur les conditions de sécurité à Narita. D'une manière symptomatique, les agences de voyage font de la publicité pour les itinéraires qu'elles peuvent organiser en partant d'Haneda, l'aéroport, sur une ligne intérieure, vers Osaka où l'on peut prendre un long-courrier; après bien des négociations, Air France a de nouveau le droit de se poser à Osaka.

Les autorités n'essayaient pas moins d'assurer au maximum la

sécurité à Narita. Au milieu de sa verdure, l'aéroport prend des allures de terrain militaire: harcelés de 3 mètres de haut, postes de surveillance, projecteurs de nuit, fossés, plaques d'acier pour éviter le piétement de bombes. Quatorze mille policiers revêtus de leur tenue de combat, qui leur donne des allures de gladiateurs, bloquent d'autre part tous les accès; seuls les passagers auront le droit d'entrer dans l'enceinte de l'aéroport.

Une loi sera soumise le 9 mai au Parlement, qui permettra à la police d'agir dans un rayon de 3 kilomètres autour de l'aéroport et de détruire tout ce qui peut entraver son fonctionnement. Les autorités pourront ainsi légalement supprimer les trente-cinq campements et fortifications édifiés par les étudiants sur les terres qui appartiennent aux paysans (des caspilles pouvant lancer des pierres à 600 mètres ont déjà été saisies sur place).

Malgré tout ce dispositif de sécurité, on se demande à Tokyo si Narita sera ouvert le 30 mai et, dans cette hypothèse, à quel prix. Les peines de prison encourues par les contestataires (jusqu'à vingt ans de travaux forcés) ne paraissent pas dissuader les membres de la IV^e Internationale — responsables de l'attaque de la tour de contrôle — et les « casques noirs » (anarchistes).

PHILIPPE PONS.

DIPLOMATIE

Le Parlement européen ouvre un débat sur la liberté d'opinion des fonctionnaires de la Communauté

De notre correspondant

Strasbourg. — Les parlementaires européens ont commencé lundi 8 mai un débat sur la liberté d'opinion des fonctionnaires de la Communauté par l'examen d'une pétition de M. Field, président du comité de personnel du Parlement s'élevant contre les enquêtes d'ordre politique. La pétition soulève le cas de fonctionnaires britanniques, danois et irlandais invités à répondre, en 1976, à des questions concernant leurs opinions, posées par la Commission de Bruxelles. Dans un rapport sur lequel le Parlement se prononce mardi, la commission du règlement reconnaît que le problème est délicat. D'une part, le statut des fonctionnaires stipule qu'aucune mention de leurs opinions ne doit figurer à leur dossier; d'autre part, la commission doit se porter

garante de la loyauté des fonctionnaires ayant accès à des documents très confidentiels. En l'absence d'un service de sécurité communautaire, la commission a recours aux autorités nationales.

M. Lemoinne (parti communiste français) a déposé un amendement demandant la destruction de dossiers politiques. Au nom de la Commission de Bruxelles, M. Vredeling a reconnu que la liberté d'opinion des fonctionnaires était inaliénable, mais qu'un petit nombre d'entre eux travaillant sur des documents secrets pouvaient être soumis à des enquêtes. Il a indiqué que cinq cent trente contrôles étaient en cours pour les fonctionnaires d'Israël et que sept cents contrôles avaient été effectués par le passé.

J.-C. H.

EN BREF

● **L'affaire Cameron et les relations soviéto-britanniques.** — L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Moscou a été convoqué, samedi 10 mai, par le ministre soviétique des affaires étrangères pour s'expliquer sur les propos tenus à l'Assemblée générale de la Commission britannique. Sir Neil Cameron avait désigné l'U.R.S.S. comme l'ennemi principal de la Grande-Bretagne et de la Chine (*Le Monde* du 3 mai). L'ambassadeur a répondu, lundi 8 mai, le porte-parole du Foreign Office, a répondu que la politique britannique n'était pas déterminée par les militaires et que les déclarations de Sir Neil n'affecteraient pas les relations soviéto-britanniques. — (A.F.P.)

● **Les pays non alignés ont décidé de tenir à La Havane, du 15 au 19 mai, leur conférence ministérielle, précédemment prévue à Kaboul.** — (A.F.P.)

● **Les satellites anti-satellites.** — Des négociations américano-soviétiques sur l'interdiction des satellites anti-satellites s'ouvriront le 6 juin à Helsinki, a annoncé lundi 8 mai le département d'Etat américain. — (A.F.P.)

● **Le bureau de l'Internationale socialiste se réunira à Dakar les 12 et 13 mai, a annoncé lundi 8 mai, à Londres, le secrétaire de l'organisation.** Les discussions porteront sur le dialogue Nord-Sud et le nouvel ordre économique international. L'accent sera notamment mis sur le rapport entre les dépenses militaires et le financement du développement dans les pays du tiers-monde. — (A.F.P.)

● **M. de Guiringaud à Madrid.** — M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, rendra visite ce mardi 9 mai à son collègue espagnol, M. Oreja. La préparation de la visite que fera M. Guiringaud à Madrid (probablement avant l'été), la candidature de l'Espagne à la Communauté européenne, l'évolution des échanges commerciaux, très défavorable à la France, sont les principaux points à l'ordre du jour des conversations.

● **Les relations franco-afghanes.** — Les relations diplomatiques entre la France et l'Afghanistan n'ont à aucun moment été rompues, a déclaré, lundi 8 mai, le porte-parole du Quai d'Orsay à propos de la démarche effectuée dimanche à Kaboul par l'ambassadeur de France auprès du nouveau gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan. La France, rappelle-t-on, entretient des relations avec les Etats et on avec les gouvernements, le problème de la reconnaissance des nouvelles autorités afghanes ne se pose donc pas. Il appartient à l'Afghanistan de France en Afghanistan, s'entend, de prendre contact avec ces autorités pour les assurer du désir de son pays de « maintenir les bonnes relations qui ont toujours existé entre Paris et Kaboul ».

● **Le bureau de l'Internationale socialiste se réunira à Dakar les 12 et 13 mai, a annoncé lundi 8 mai, à Londres, le secrétaire de l'organisation.** Les discussions porteront sur le dialogue Nord-Sud et le nouvel ordre économique international. L'accent sera notamment mis sur le rapport entre les dépenses militaires et le financement du développement dans les pays du tiers-monde. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● **M. VASSILY RIKOV, ambassadeur soviétique à Alger, s'est rendu, dimanche 7 mai, au ministère algérien des affaires étrangères, ainsi qu'un siège du P.L.N., où il a confirmé à ses interlocuteurs que l'accord de pêche conclu récemment par Moscou avec le Maroc (*Le Monde* du 29 avril et du 4 mai) ne concernait pas les eaux territoriales du Sahara occidental. Il a également réaffirmé la position de son gouvernement en faveur du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.** — (Corresp.)

Australie

● **M. MONDALIE, VICE-PRÉSIDENT AMÉRICAIN, a réaffirmé lundi 8 mai la volonté des Etats-Unis de défendre la sécurité dans les océans du Pacifique.** Au cours de sa visite officielle à Canberra, il a aussi annoncé que d'importantes manœuvres navales se dérouleront au large de l'Australie dans le cadre de l'ANZUS (pacte de défense liant l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis). Ces manœuvres, a dit M. Mondalie, sont la preuve de l'engagement des Etats-Unis dans la région. M. Mondalie était attendu mardi en Nouvelle-Zélande. — (A.F.P.)

Belgique

● **LE ROI KEHALD D'ARABIE SAOUDITE est arrivé lundi 8 mai à Bruxelles, accompagné de quatre ministres, dont deux de la défense et des affaires étrangères, pour une visite officielle de trois jours.** C'est la première fois que le souverain wahabite se rend en visite officielle dans un pays occidental. — (A.F.P., Reuter, U.P.)

Costa-Rica

● **M. RODRIGO CARAZO, un professeur d'économie âgé de cinquante et un ans, de tendance démocrate-chrétienne, a prêté serment le lundi 8 mai à San José comme nouveau président de la République.** Il a promis d'essayer les finances du Costa Rica et de lutter contre la bureaucratie. Il a été élu le 5 février dernier en battant le candidat du Mouvement de libération nationale, M. Luis Alberto Monge. — (A.F.P.)

Danemark

● **LE GENERAL VEGGER, chef des forces germano-danoises de POTAN (BALTAP), vient de réunir à son quartier général de Karup (Jutland du Nord) une soixantaine de préfets, politiciens locaux, chefs de la défense civile et hauts fonctionnaires danois et allemands pour les informer du danger que représentent les activités militaires croissantes des pays membres du pacte de Varsovie en Baltique.** — (Correspondance.)

Etats-Unis

● **DES DESORDRES, dans la nuit du dimanche, au lundi 8 mai, à Houston (Texas), ont fait quinze blessés et provoqué vingt-deux arrestations.** Des Américains d'origine mexicaine avaient pris à partie la police locale. Le calme est maintenant revenu dans la ville. L'agitation avait commencé dans un square, alors que les policiers tentaient de mettre fin à une rixe entre plusieurs personnes célébrant, le 5 mai, la fête nationale mexicaine. Plusieurs magasins ont été brûlés et pillés, deux cameramen et trois policiers ont été blessés au cours de ces manifestations, que certains leaders de la minorité « Chicano » ont attribuées lundi à des agitateurs étrangers à la communauté de Houston. — (A.F.P.)

Inde

● **LES PARTISANS DE MME GANDHI ont remporté trois élections partielles dans l'Etat d'Uttar-Pradesh, dimanche 7 mai; un candidat du « Congrès Indira » a été élu au Parlement fédéral et deux autres à l'Assemblée locale de cet Etat, le plus grand de l'Inde.** — (A.F.P.)

Pakistan

● **L'INSTITUT INTERNATIONAL DE LA PRESSE a adressé lundi 8 mai un message de protestation au chef de l'Etat pakistanais à la suite de l'arrestation de cinquante-deux journalistes; Y.I.P. s'est aussi déclaré « consterné » par la condamnation de treize autres journalistes et employés de presse (*Le Monde* du 9 mai).** — (A.F.P.)

Pérou

● **LES ACTIVITES DE L'UNIVERSITE DU CUZCO, occupée par des étudiants depuis cinq jours, ont été suspendues pour une durée indéterminée, apprend-on à Lima, le lundi 8 mai.** L'université accente quinze mille étudiants.

République Sud-Africaine

● **LE PREMIER MINISTRE, M. Vorster, est intervenu personnellement lundi 8 mai pour apaiser les esprits et circonvenir le scandale qui secoue le ministère de l'Information depuis plusieurs semaines (*Le Monde* du 6 mai), au sujet de l'origine de l'argent qui servit à payer les « missions secrètes » aux Heros et en Grande-Bretagne du numéro deux du ministère de l'Information, M. Eschel Rhoode. Le premier ministre a expliqué qu'il avait personnellement, en 1972, autorisé le ministère de l'Information à utiliser les fonds secrets dont il dispose.** — (Corresp.)

Prime 300 - Prime 350
Prime 400 - Prime 500.

Une gamme complète compatible d'ordinateurs conversationnels.

PRIME

9-11 rue Benoît Malon
92150 Suresnes - Tél. 772 91 92.

Collection « Développement et Civilisations »
(Economie et Humanisme)

Albert TEVOEDJRE

LA PAUVRETÉ
RICHESSSE DES PEUPLES

« Ce ne sont pas avec les sceptiques qu'on fera avancer le monde. »
(PIERRE DROUIN - « Le Monde ».)

Un volume de 205 pages 40 F.

LES EDITIONS OUVRIÈRES
12, avenue Sœur-Rosalie, 75623 PARIS - Cedex 12.

Au petit déjeuner, votre plein d'énergie avec le délicieux

MIEL de HAUTE-PROVENANCE
hariné en les semaines
Tartes et déjeunons gratuits

G. BERCHER apiculteur
Chemin des Alexis
26200 Montélimar

POUR LA PREMIERE FOIS, UN OUVRAGE D'HISTOIRE



Le Mourre, Dictionnaire Encyclopédique d'Histoire, est le premier dictionnaire d'Histoire universelle en langue française publié depuis 1857.

Dictionnaire clair et précis, le Mourre, permet au lecteur d'accéder aisément à une information qui se trouvait jusqu'alors

dispersée dans quantité d'ouvrages spécialisés. Encyclopédique par sa conception et la diversité des thèmes qu'il développe, le Mourre correspond à l'idée que nous nous faisons aujourd'hui de l'Histoire: une Histoire non plus limitée aux hommes célèbres et aux événements,

LE MOURRE DICTIONNAIRE ENCYCLOPEDIQUE D'HISTOIRE

مكتبة من الأصل

M. Barre entend contre les inégalités

LE MONDE
diplomatique

NUMÉRO DE MAI

LE MONDE DU CONSERVATISME AMÉRICAIN

DIPLOMATIE

LE MONDE DE L'HOMME

La voiture de sport c'est Ferrari.

L'ordinateur conversationnel c'est Prime.

PRIME

9-11 rue Benoît Malon
92150 Suresnes - Tél. 772 91 92

Le Monde

politique

M. Barre entend lutter contre les inégalités sociales

(Suite de la première page.) Dans l'entourage du premier ministre, il est clair que M. Barre n'est pas surpris par ces réactions. Personne n'ignore non plus que si le chômage s'aggrave et la suite des nouvelles fermées d'entreprises, si l'opération « vérité des prix industriels » tend à relancer l'inflation, si le patronat ne se résout pas à jouer le jeu de l'« ouverture sociale », il peut en résulter, à moyen terme, un mélange social d'autant plus décevant que, le temps passant, l'opposition sociale progressivement de l'état de prostration où l'a plongée son échec aux élections législatives.

Scission au P.S.D. Vingt-deux délégués refusent de rallier l'U.D.F. et annoncent la création d'une fédération autonome

Refusant les conclusions de la réunion du conseil national du parti socialiste démocrate qui s'est tenue dimanche 7 mai à Montrouge (le Monde du 9 mai) et notamment la perspective d'un ralliement de leur formation à l'U.D.F., vingt-deux délégués représentant dix-sept fédérations (1), ont annoncé lundi soir 8 mai leur intention de rompre avec la ligne politique préconisée par M. Eric Hintermann, secrétaire général du P.S.D., et de créer une fédération des socialistes démocrates de France (P.S.D.F.).

Mort de M. Lucien Grand président du groupe sénatorial de la Gauche démocratique

M. Lucien Grand, sénateur de Charente-Maritime, président du groupe de la Gauche démocratique, est décédé le 8 mai à l'hôpital de Saintes, à l'issue d'une longue maladie. Il sera remplacé au Sénat par son suppléant, M. Paul Moreau, vétérinaire, ancien maire et ancien conseiller général de Mirambeau.

Etats-Unis

DES DESORDRES... (Texte partiellement visible)

Inde

PARISIENS... (Texte partiellement visible)

Pakistan

INTERDIT... (Texte partiellement visible)

Pérou

LES... (Texte partiellement visible)

Republique Sud-Africain

LES... (Texte partiellement visible)

STOIRE



LE D'ISTOIRE

LE PREMIER MINISTRE RENDRA VISITE AU CAMPUS D'ÉTÉ DES JEUNES GISCARDIENS D'AUTREMENT

MM. Hughes Dewarvin et Henri Giscard d'Estaing, animateurs du mouvement des jeunes giscardiens Autrement, ont été reçus, lundi 8 mai, par le premier ministre. Ils ont indiqué, au cours d'une conférence de presse, que M. Raymond Barre a accepté de passer une journée au campus d'été, organisé par leur formation, du 15 août au 8 septembre prochains à Arzacchon (Gironde). M. Barre a aussi accepté d'assister, mercredi 10 mai, à l'inauguration des nouvelles locaux d'Autrement, rue de Villersxel à Paris (7^e).

Une déclaration « actualisée »

Dans un exposé liminaire, M. Raymond Barre rappellera les grandes lignes de son programme, qu'il actualisera, en réponse aux questions qui lui seront posées. Il insistera vraisemblablement sur ses projets relatifs à l'amélioration du régime financier et fiscal des collectivités locales, sujet auquel les membres de la Haute Assemblée ont toujours été extrêmement sensibles.

Le débat doit en principe se terminer jeudi soir. M. Raymond Barre s'adressera ensuite directement à l'opinion publique par le canal des moyens audiovisuels et de la presse, de façon très « programmée », ainsi qu'il en a pris l'habitude depuis son entrée à l'hôtel Matignon.

LA MARIE DE PARIS VA EDITER UNE BROCHURE D'INFORMATIONS TRIMESTRIELLE

Une brochure trimestrielle destinée aux Parisiens va être lancée prochainement par la mairie de Paris. Ce bulletin, dont la direction sera assurée par M. Denis Bandonin, directeur général de l'information et des relations extérieures à l'hôtel de ville, donnera à ses lecteurs des renseignements pratiques et, dit-on, « les tiendra informés des activités de la municipalité de la capitale ».

Un nouveau mouvement clandestin corse, qui se veut à la fois nationaliste et communiste, le mouvement pour la libération de la Corse (M.P.L.C.), vient de présenter son programme.

Un porte-parole anonyme a indiqué que le M.P.L.C. se sentait très proche du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) et qu'il visait à obtenir pour la Corse « la souveraineté dans l'indépendance ». Sur les méthodes à employer pour atteindre cette indépendance, le M.P.L.C. « ne pense pas que la violence soit le moyen essentiel ». Toutefois, il affirme que « la violence actuelle en Corse est voulue par l'autre violence, celle de l'Etat français ».

Le bijou c'est Cartier. L'ordinateur conversationnel c'est Prime.

PRIME 9-11 rue Benoit Malon 92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92

RASSEMBLE CE QUI ETAIT DISPERSÉ.



mais prenant en compte les facteurs économiques, sociaux et idéologiques. L'iconographie exceptionnelle - 6.000 illustrations en noir et 384 pages en couleur - porte témoignage de l'Histoire telle qu'elle a été vécue par ses acteurs ou ses spectateurs.

EN SOUSCRIPTION Chez votre libraire jusqu'au 30 juin 1184 F au lieu de 1480 F la collection.

Bordas

LE MONDE diplomatique NUMÉRO DE MAI L'ESSOR DU CONSERVATISME AMÉRICAIN (reportage de Pierre Dommergues) DIPLOMATE ET DROITS DE L'HOMME (Marie-Pierre de Bréhan, Léo Hamon, C.-F., Alain Mélingier et Charles Zografos) Le numéro : 6 F. 5, rue des Italiens, 75497 PARIS. Ceder 10. Publication mensuelle du Monde. En vente partout.

La voiture de sport c'est Ferrari. L'ordinateur conversationnel c'est Prime. PRIME 9-11 rue Benoit Malon 92150 Suresnes - Tél. : 772.91.92.

POLITIQUE

LA CONTROVERSE AU SEIN DU P.C.F.

Le rapport de M. Georges Marchais devant le comité central n'a pas clos le débat

Le long rapport de M. Georges Marchais, adopté à l'unanimité le 27 avril par le comité central du P.C.F. n'a pas suffi à convaincre ceux des militants communistes qui contestent la politique suivie par la direction du parti au cours des derniers mois.

Estimant : « On en est au point où le courant socialiste dans le P.C. favorise le courant social-démocrate dans le P.S. et réciproquement. » Le Monde, pour sa part, a déjà reçu de nombreuses réactions aux délibérations du comité central. Réactions critiques.

Le comité central a fait apparaître que la direction du parti est probablement minoritaire dans ce secteur. Toutefois, bien que M. Edouard Ballibar ait d'abord défendu une motion, il n'a été procédé à aucun vote.

Un millier de lettres

M. Georges Marchais avait indiqué, il y a un mois, que le comité central du P.C.F. et les organes de presse du parti avaient reçu une trentaine (puis il avait augmenté à une cinquantaine) de lettres critiques.

Des étudiants communistes réclament une conférence nationale extraordinaire de l'U.E.C.

Trente-trois membres de l'Union des étudiants communistes, appartenant à différents cercles et dont plusieurs ont des responsabilités au sein du mouvement, ont élaboré un texte commun :

Un E.U.C. sur toutes les questions politiques. 5) Prendre en compte dans notre politique et favoriser le développement de courants sociaux, l'opportunisme, de toutes les nouvelles formes de lutte (littes des étudiants, luttes de femmes, luttes écologistes, régionales, etc.).

Libres opinions Un faux grossier

par JACQUES FREMONTIER (*)

Le rapport attribué au camarade Marchais, que publient complaisamment des organes de la bourgeoisie ou fleurissent plus que jamais dans les officines de l'impérialisme.

« Nous sommes un parti démocratique, déclarait le texte publié par la presse bourgeoise, nous ne sommes pas un club de discussion. »

« J'ai vu, tout au long de ces sept années, la lente désenchantement de notre parti face à l'U.R.S.S. et à ses satellites. Je l'ai écrit un jour à Georges Marchais : « Je n'ai commencé à me sentir profondément à l'aise dans ma peau de communiste français que le jour où j'ai enfin cru à la sincérité des critiques que nous adressons aux pays socialistes. »

« Mais le prouve irréfutable que le soi-disant rapport Marchais n'est qu'une affabulation inventée de toutes pièces par le C.I.A. à ses complices, c'est le mépris que il témoigne à l'égard des intellectuels. De tels arguments se lisent couramment dans les journaux réactionnaires. Pas dans l'Humanité. Il est vrai que, comme des milliers d'autres, le monologue, parfois, assis derrière un bureau ; c'est mon métier, cher camarade, tout le monde n'est pas, comme toi, le privilège d'avoir été élu(e) au parti. »

« L'U.E.C. est actuellement en crise. Elle est réduite à la dimension de petites commissions ad hoc qui ne font que retarder la prise en compte de nos problèmes dans les facultés en est réduite d'autant. Elle se contente de relayer telles quelles les appréciations du parti, en particulier celles portant sur la jeunesse et les étudiants. L'absentéisme massif, l'incapacité à prêter attention aux besoins et aux initiatives des étudiants et à imposer de nouvelles formes de fonctionnement. Il faut donner la priorité aux luttes unitaires à la base pour participer à la reconstruction de l'union de la gauche. Seule une attitude politique ouverte, simple et réactive, fondée sur un mode de fonctionnement démocratique permettra de préparer les grands changements qui transformeront l'Union.

Mme Janine Erbland, secrétaire de la cellule d'Hérissou (Allier), nous écrit : « J'ai lu, comme bien d'autres, sans doute, les déclarations et points de vue publiés dans le Monde et complaisamment délayés pour les besoins de l'anticommunisme. Prenant leurs désirs pour des réalités, ces messieurs veulent accorder l'idée que la discussion engagée dans notre parti, à la demande du bureau politique dans son communiqué du 30 mars 1978, n'est que l'expression de divergences.

Après avoir rêvé de ramener notre parti à la portion congrue, ils essaient maintenant, pour mieux le réduire plus tard, de dresser les travailleurs contre lui en le présentant comme l'artisan principal de la défaite de la gauche.

Au lendemain du 19 mars, les travailleurs étaient déçus, et cette déception, je la comprends, je la partage. Dès le 19 mars, la gauche non communiste se déclarait déçue de ses engagements de 1977 et accusait notre parti d'alliance avec la droite. Rapidement l'orchestre se mit en place. A gauche, on clamait notre responsabilité. (...)

« Un proverbe ne dit-il pas : « C'est la pierre qui porte les fruits ? » C'est vrai, l'union est une constante de notre politique et nous n'y avons pas failli.

Qui, le premier, dans son isolement, ne renouçait pas à gagner les travailleurs socialistes ? (1), et, en général, ne voulait pas « faire un croix sur ceux qui avaient voté oui » (1), si ce n'est notre parti ?

Qui, le premier, dans son programme commun, dès 1964, et se battit jusqu'à sa signature en juin 1972, sinon notre parti ?

LES BAHAMAS vous connaissez ? Les Bahamas, au nord de la mer Caraïbes, à deux pas de la Floride tout près de Haïti. 700 îles au soleil, baignées d'une eau bleue, transparente, tiède en toutes saisons... Les Bahamas où vous apprécierez tous les sports nautiques, les joies du farniente... Les Bahamas où vous irez tenter la chance au casino... Les Bahamas où tout semble possible... Paradis pour milliardaires? Jugez-en vous-même ! 1 semaine à Nassau (la capitale) vous coûtera F 2.490

CORRESPONDANCE

Pour les besoins de l'anticommunisme

Mme Janine Erbland, secrétaire de la cellule d'Hérissou (Allier), nous écrit : « J'ai lu, comme bien d'autres, sans doute, les déclarations et points de vue publiés dans le Monde et complaisamment délayés pour les besoins de l'anticommunisme. Prenant leurs désirs pour des réalités, ces messieurs veulent accorder l'idée que la discussion engagée dans notre parti, à la demande du bureau politique dans son communiqué du 30 mars 1978, n'est que l'expression de divergences.

Après avoir rêvé de ramener notre parti à la portion congrue, ils essaient maintenant, pour mieux le réduire plus tard, de dresser les travailleurs contre lui en le présentant comme l'artisan principal de la défaite de la gauche.

Au lendemain du 19 mars, les travailleurs étaient déçus, et cette déception, je la comprends, je la partage. Dès le 19 mars, la gauche non communiste se déclarait déçue de ses engagements de 1977 et accusait notre parti d'alliance avec la droite. Rapidement l'orchestre se mit en place. A gauche, on clamait notre responsabilité. (...)

« Un proverbe ne dit-il pas : « C'est la pierre qui porte les fruits ? » C'est vrai, l'union est une constante de notre politique et nous n'y avons pas failli.

Qui, le premier, dans son isolement, ne renouçait pas à gagner les travailleurs socialistes ? (1), et, en général, ne voulait pas « faire un croix sur ceux qui avaient voté oui » (1), si ce n'est notre parti ?

Qui, le premier, dans son programme commun, dès 1964, et se battit jusqu'à sa signature en juin 1972, sinon notre parti ?

* 1 semaine, transport Jet, hôtel, compris. Lic. A 478. Lic. A 496. Lic. A 702. Retournez cette annonce à votre Agent de Voyages ou à AIR BAHAMA, 32, rue du 4 Septembre - 75002 Paris tél. 742.52.26 - 073.75.42 et vous saurez tout sur vos prochaines vacances!

c'est mieux aux Bahamas! AIR BAHAMA

مكتبة من الأص

MONA Ce que mar le nourrisson entre deux et ne

سورة الاحقاف

(PUBLICITE)

ALIMENTATION DU NOUVEAU-NÉ

MONACO 3 : LE DEVENIR DE L'ENFANT

Avril 1969, « Les premiers jours de la vie » ;
Avril 1973, « Vers une grossesse sans risques » ;
Avril 1978, « Nutrition et alimentation du nouveau-né » ;
Monaco 1, Monaco 2, Monaco 3 sont indissociables. Ces trois Rencontres successives, leurs thèmes respectifs, montrent que la vie ne se découpe pas arbitrairement, qu'elle constitue un tout.

Pour ceux dont la vocation est de réaliser l'achèvement sans lacunes d'une maternité, de rendre réalisable une grossesse sans risques, le but n'est pas de faire attendre la connaissance de la lente croissance in utero du fœtus, après la fusion des gamètes.

De même la naissance ne représente pas en soi un aboutissement, mais une étape. Or n'est pas, pour ce qui n'est pas, le jour de sa naissance, complètement achevé, comme un le pense encore récemment. Certains mécanismes intimes, certaines fonctions primordiales qui assurent la spécificité de l'homme, sont immatures et dépendent, pour leur épaulement, des premiers mois de la vie autonome. L'objectif assigné

à Monaco 3, c'était précisément de déterminer vers quel idéal nutritionnel il fallait tendre pour développer au mieux le potentiel que recèle tout enfant.

L'alimentation n'est-elle donc, dès les tout premiers jours, avant d'être importante ? Plus encore que cela, sans doute... Comme l'indiquait M. Pierre Royer, professeur de pédiatrie à l'université René-Descartes (Paris), en suivant les Trois Rencontres de Monaco : « Si l'homme est apparu il y a un million d'années, la disponibilité de lait de vache date seulement de dix mille ans, celle du lait de chèvre de cinq mille ans, celle du lait de brebis de deux mille ans, celle du lait de chèvre de deux mille ans, celle du lait de chèvre de deux mille ans... »

Encore importe-t-il, au-delà des chiffres, de percevoir les réalités que recouvrent les mots. Si les chercheurs des secteurs médical et vétérinaire contribuent à faire progresser la question, ils ont le devoir d'exploiter tous les degrés de recherche. Les laits maternisés par exemple, laits de vache modifiés par l'homme pour leur donner des propriétés diététiques aussi proches que possible de celles du lait maternel, ne constituent qu'un stade.

Au-delà de ce problème particulier, et comme l'a souligné tous les participants, Monaco 3 aura en le mérite de rappeler une évidence : la nutrition ne consiste pas seulement à assurer pour l'enfant un développement staturé-pondéral satisfaisant, mais surtout à permettre son accomplissement psychique et intellectuel. « Un enfant, comme l'a confié un pédiatre un cours de ces journées, ce n'est pas seulement du calcium ou du cholestérol... »

Les trois cents pédiatres venus de onze pays à Monaco, à l'initiative de la Société Nestlé et de la Société Gairop, se sont donc intéressés à l'essentiel, en respectant l'enfant comme un être en devenir. Ils ont mesuré le chemin parcouru depuis quelques années et aussi les progrès à accomplir.

A partir de ces confrontations, il est défini des axes de recherche et affirmé la volonté de mener ces travaux jusqu'à leur terme.

Il conviendrait, après ces débats, de diffuser les connaissances ainsi actualisées auprès des professions du coûté concernées. Tel est l'objet de cette page.

UNE ENQUÊTE NATIONALE DE LA SOFRES :

Ce que mange le nourrisson français entre deux et neuf mois

Une proportion non négligeable de nos enfants, de deux à neuf mois, reçoit une alimentation équilibrée en calcium, en certains acides gras essentiels et surtout en fer. A l'opposé, on retrouve dans cette population infantile certaines carences alimentaires rencontrées à l'âge adulte, en particulier dans le domaine de l'apport protéique.

Ces notions peuvent être dégrées d'une enquête, réalisée en cours du mois d'avril 1977 par la Sofres, à la demande des sociétés Nestlé et Gairop, et dont l'analyse scientifique a été confiée au professeur Henri Le Strat, professeur de pédiatrie à l'hôpital Hérold (Paris) et directeur du Centre de recherche sur le diabète et la nutrition chez l'enfant, à l'INSERM. Elle a été réalisée auprès de trois cent vingt-neuf mères, choisies pour un tiers dans des agglomérations de plus de cinquante mille habitants, pour un autre tiers dans des villes de moindre importance, le troisième tiers étant recruté parmi des habitantes de la région parisienne. Pendant huit jours, elles ont accepté de noter exactement sur un carnet tout ce qu'elles donnaient à manger et à boire à leurs enfants, séparés en groupes selon leurs tranches d'âge : entre deux et trois mois, quatre et cinq mois, six et sept mois, et enfin huit et neuf mois. On a donc obtenu 2 300 journées d'observation et 14 773 « repas » qui ont été analysés.

Trop peu de calcium et de fer

Pour ce qui concerne le calcium, le F.N.B. recommande une consommation quotidienne de 540 mg. Or, si jusqu'à six mois la plupart des enfants reçoivent de 500 à 800 mg, c'est-à-dire des quantités normales, près de 50 % d'entre eux ont, à partir du sixième mois, des apports inférieurs aux quantités recommandées. La carence en fer est toutefois la plus évidente. Les besoins en fer sont en effet maximaux entre six mois et un an. Et la quasi-totalité des nourrissons ne bénéficient pas alors d'apports suffisants.

Les conséquences cliniques de ces carences diverses ne sont pas absolument évidentes. De rares seules des enquêtes épidémiologiques à long terme permettront de dégager les implications de la protéine protéique relevée par cette enquête. Il apparaît, néanmoins, qu'une diversification mal conduite de l'alimentation puisse être incriminée. Le remplacement trop rapide du lait maternel ou maternisé par du lait de vache, par exemple, est sans doute à l'origine de l'apport protéique trop important signalé par le professeur Le Strat. Il en est de même pour la carence en fer et pour le manque de calcium dans l'alimentation du nourrisson.

Surplus de plats préparés par la mère.

La première constatation qui ressort de cette étude, c'est qu'en France le passage à cinq, puis à quatre repas par jour se fait relativement tôt : pour près de 90 % des enfants entre deux et cinq mois. De même, dès lors qu'il est soumis au régime des quatre repas, l'enfant voit ses « menus » se rapprocher sensiblement de ceux du reste de la famille.

Ainsi reçoit-il généralement un biberon du matin, avec lait et céréales, que l'on pourrait appeler un « café au lait » et un autre biberon le soir. Puis, le repas de midi fait une place relativement importante aux légumes, aux fruits, à la viande. Correspondant au goûter des enfants plus âgés, le biberon de l'après-midi aide à attendre le « dîner ». Pour les plus jeunes, ce dernier est constitué par des plats à base de lait et pour les autres, le plus souvent, par de la soupe et des légumes. Mais comment tous ces « petits plats » sont-ils préparés ? Contrairement à une idée reçue, les mères françaises n'accroissent pas la première place aux préparations industrielles pour nourrir leurs enfants.

Certes, les préparations à base de fruits crus ne sont réalisées à la maison que dans 22 % des cas. Mais cette exception confirme la règle, puisque 47 % seulement des légumes sont servis à partir de préparations toutes faites, industriellement, et que ces proportions tombent à 35 % pour les plats de viandes et de légumes, à 32 % pour les entremets, à 30 % pour les poissons, à 17 % pour les jus de fruits, et enfin à 15 % pour les soupes et les potages.

Trop de protéines

Ainsi la diversification, introduite dans l'alimentation de l'enfant dès le deuxième mois avec les légumes, fait-elle rapidement une place aux jus de fruits, puis aux farines et enfin aux viandes, qui apparaissent au quatrième mois. Ce schéma alimentaire est-il équilibré correspond-il bien aux besoins de l'enfant tels qu'ils ont été

TROIS CENTES PÉDIATRES S'INTERROGENT :

La malnutrition met-elle en danger le système nerveux de l'enfant ?

Dans quelle mesure une malnutrition, soit pendant la gestation, soit au cours des premiers années de la vie d'un enfant, risque-t-elle d'influer sur son développement cérébral ? La

de croissance « du cerveau, beaucoup moins grave que les malnutritions communes dans le tiers-monde, comme le rassurer, peut-être le nombre de connexions synaptiques

Le message du professeur Robert Debré

Le professeur Robert Debré, qui symbolisait la pédiatrie moderne, avait présidé Monaco 1 puis Monaco 2. Dans l'impossibilité de se rendre à Monaco 3, dont il avait accepté cependant d'assurer la présidence d'honneur, il avait tenu à adresser, le 20 avril, à ceux qui auraient dû être ses auditeurs, un long message témoignage ainsi d'une passion sans relâche pour la santé et le devenir de l'enfant. Voici de larges extraits de ce texte qui est sans doute son dernier article.

« L'influence de l'alimentation et de l'état de nutrition de la mère, celle du régime alimentaire du nourrisson, ont pu à nos yeux une importance capitale. Les besoins nutritionnels sont à la fois si nombreux qu'on peut le dire innumérables et d'une complexité qui peut égarer l'attention. L'importance de leur satisfaction varie suivant certaines circonstances. Dans certains cas elle est facultative et peut être l'objet de remplacement, dans d'autres cas elle est rigoureusement impérative pour la continuation de la croissance et dans la satisfaction de nos

question a été maintes fois posée, sans que jamais une réponse satisfaisante y ait été apportée. D'informations fragmentaires et données incomplètes, voire irrécevables, le sujet a été abordé, puis remis plusieurs fois au cours de séminaires.

En apportant les résultats préliminaires de ses travaux, le professeur John Dobbing, de l'université de Manchester, sans doute provoqué un des temps forts des troisième rencontres de Monaco.

« Une malnutrition même modérée au cours de la grossesse

nutrition importante de leur nombre ne risque pas d'altérer certaines fonctions du système nerveux.

On sait, par ailleurs, que ces connexions s'établissent lors de la post-natalité et que, dès lors, c'est-à-dire dès le quatrième ou le cinquième mois de grossesse, et après la naissance jusque vers la fin de la deuxième voire de troisième année de la vie extra-utérine. Alors que la quasi-totalité des cellules nerveuses sont déjà présentes au début de cette période, c'est à ce moment qu'on voit se diversifier certains neurones du cerveau, les « neurones granuleux ».

Ainsi, une période de malnutrition, coïncidant avec cet épisode de la formation du système nerveux, pourrait-elle avoir des conséquences graves sur le développement de l'enfant, en particulier dans quelle mesure ces anomalies ainsi observées chez l'animal sont transposables à l'homme et, en particulier, à l'homme ? Rien ne permet non plus de déterminer les conséquences à terme d'une diminution aussi sensible du nombre de connexions synaptiques.

« Quoi qu'il en soit, chez l'homme, nous avons pu montrer que le comportement de petits qui avaient souffert de malnutrition au cours de cette période était constamment et définitivement affecté. Il est évident que le professeur Dobbing, de plus, il a été montré qu'en général ces animaux étaient plus agressifs, plus dominants que les autres, ce qui correspondait à une activité sexuelle plus importante que la normale. »

« Le retardement des recherches exposées devant vous forme un des éléments qui doivent répaner notre passion de la croissance et notre instinct social. »

Courts-circuits ?

Les synapses sont, en effet, des contacts électriques destinés à transmettre les messages émis par les neurones. On ignore encore leur importance exacte au plan fonctionnel. Dès lors on peut se demander si une dimi-

Le lait maternel : inimitable

Pendant des années, le lait de vache a été utilisé pour nourrir les nouveau-nés. Depuis quelques années aussi, l'introduction de laits « maternisés » a représenté un progrès déterminant, en permettant de donner à l'enfant une alimentation plus proche de ses besoins. S'ils constituent pour les mères qui ne souhaitent pas ou qui ne peuvent allaiter une solution de remplacement acceptable, ils n'ont rien de l'idéal. Car, ainsi que l'a indiqué le professeur Royer, dans sa conférence inaugurale, la rigidité de la formule de ces laits ne peut évaluer la flexibilité, l'évolutive de la composition du lait maternel. En effet, il semble bien que la nature de ces laits ne peut évaluer un exemple inimitable.

« La composition chimique et, plus encore, la structure physique du lait de femme restent en grande partie inconnues, beaucoup plus que d'autres milieux biologiques comme le plasma sanguin ou le liquide céphalo-rachidien, a-t-il expliqué. Mais nous savons que la composition du lait maternel ne reste pas stable pendant la lactation. Ainsi distingue-t-on le colostrum, sécrété du premier au sixième jour, du lait de transition qui persiste jusqu'au quatorzième jour, pour être ensuite remplacé par le lait mature. En outre, la concentration en lipides du lait maternel s'élève entre six et dix heures du matin, s'appauvrit ensuite au cours de la nuit, et l'on ignore pas désormais que la sécrétion lactée, dite « à débit des têtes », s'épaissit par la suite et voit sa concentration en lipides quadruplée à la fin du repas. C'est d'ailleurs cette modification qui, en déclenchant le phénomène de satiété, assure la régulation de l'appétit du nourrisson. »

« Au cours des mois qui suivent la naissance, la composition du lait maternel continue d'évoluer, s'adaptant parfaitement au

A partir de ces données, il suggère en fait que de tels phénomènes pourraient chez l'enfant provoquer une « dysfonction cérébrale mineure », des défauts dans la coordination neuromotrice. « Il se peut donc que quelques-uns des différents exemples mineurs de non-coordination motrice qui sont très fréquents dans la population infantile soient dus à ce type de phénomène », a-t-il annoncé avant de rappeler que chez l'animal une malnutrition à un certain stade du développement aboutit à une maladresse persistante à l'âge adulte.

Transposition à l'homme ?

Mais la transposition à l'homme s'arrête là. Extrapoler des travaux purement expérimentaux réalisés sur l'animal au développement de l'enfant, nécessitera sans doute encore des années de recherche.

Certes, comme devait conclure le professeur Dobbing, « même si nous n'avons actuellement aucun moyen de connaître exactement l'impact réel de la malnutrition sur le développement intellectuel, nous devons nous faire une idée de l'équilibre bilan nutritionnel équilibré tout au long de cette période, tant pour la mère que pour l'enfant. »

Ces travaux ont pour le moins le mérite de montrer que le développement de la fonction nerveuse ne se limite pas au seul cerveau et que l'ensemble du système nerveux central doit être pris en compte. Aujourd'hui, le professeur Dobbing rassemble une cinquantaine de présomptions qu'il importe de vérifier et d'approfondir.

EN 1978, PLUS D'UNE MÈRE SUR DEUX ALLAITE SON ENFANT

« Jusqu'en 1970, la courbe de l'allaitement maternel avait suivi dans notre pays une dramatique évolution descendante, a indiqué le professeur G. Fontaine, de Lille. Or elle a remonté constamment depuis lors, pour dépasser en matière de lait le seuil de 50 % l'année dernière. » Il est à noter que cette reprise de l'allaitement maternel a coïncidé avec le développement des laits maternisés mis à la disposition des médecins et des mères.

POUR RECEVOIR LA DOCUMENTATION SUR LES RENCONTRES, IL SUFFIT D'ÉCRIRE AU SECRETARIAT DE MONACO 3
10, quai Paul-Doormer
92401 Courbevoie



Cette page a été conçue par la société Nestlé et par la société Gairop.
Réalisation Georges Cravenne S.A.

**En vacances,
pour dépenser moins,
vivez plus près
des habitants.**

- Si vous n'avez pas envie de découvrir le monde à travers les vitres d'un palace climatisé, RIVAGES vous propose des dizaines de façons de passer des vacances passionnantes et pas chères en partant de la vie de la population; exemples:
 - L'Irlande en roulotte (étapes à la ferme), 1 semaine, 990 F
 - La Grèce (île de Paros), séjour chez l'habitant, 2 semaines, 1 990 F
 - Circuit au Sénégal, 3 semaines, 3 690 F
 - Expédition en Inde-Népal-Cachemire, 28 jours, 4 300 F
- Mais avant de parcourir le monde, parcourrez le programme RIVAGES 78.

Retournez-nous le bon ci-dessous, nous vous enverrons notre brochure immédiatement.

Je désire recevoir gratuitement la brochure RIVAGES 78.

Nom :

Adresse :

RIVAGES, 330 rue Saint-Jacques, 75005 Paris, Tél. 293.34.35



POLITIQUE

POINT DE VUE

Finir par vivre ensemble...

par ANDRÉ ROSSI (*)

NOUS avons gagné. Nous n'avons pas vaincu. En traversant le pont de la Concorde pour aller au Palais-Bourbon, nous avons vu, sur deux passants que nous croisons, un nous a refusé sa confiance. Nous devons donc mériter notre majorité.

En revanche, nous avons gagné les trois ans nécessaires au président de la République pour faire les réformes qui lui furent refusées jusqu'ici.

Mais la France est conservatrice. Dans l'opposition comme dans la majorité. D'un côté on est censé « défendre les conquêtes sociales », de l'autre côté les « fruits de l'effort et du risque ». Personne n'étant prêt à faire le moindre pas, les réformes ne seront possibles

qu'après avoir expliqué clairement au pays les grandes mutations qui, venues d'au-delà des frontières, le frappent et rendent indispensables un certain nombre de sacrifices.

Cette préparation des esprits est désormais possible depuis qu'aux élections de mars la France a montré qu'elle était devenue adulte en acceptant — cas unique dans notre histoire — de voter pour ceux qui taisaient la moins de promesses.

Et ceci conduit à une première question :

Pourquoi l'opposition a-t-elle perdu ?

On cite toujours ses désaccords qui ont brisé sa dynamique et la brutalité de l'intervention commu-

niste qui a réveillé de vieilles peurs. On oublie de dire qu'elle n'avait pas su trouver un langage nouveau, celui de la relève. Intoxiquée de lutte des classes, elle s'est mobilisée sur le misérabilisme et le sinistrisme sans comprendre que, si le pays attend de véritables améliorations sociales, il est plus encore anxieux d'avenir et fier de générosité.

Il attendait que l'opposition lui parle de demain et d'un demain fraternel. Il eut droit à 1936, avec tout un arrière-plan de règlements de comptes. C'est la vraie leçon du scrutin de mars. Nous devons parler de l'avenir avec toutes ses vérités, noires ou roses.

Dire la vérité au pays.

C'est tout simplement lui expliquer clairement la pourquoi des difficultés que nous connaissons depuis cinq ans. C'est lui dire que nous ne vivons pas une crise, mais un véritable changement de monde.

Ce sera et révélateur, le brusque quadruplement du prix du pétrole et des matières premières et mis à nu tout à la fois les faiblesses de certains secteurs de notre économie et notre dépendance à l'égard du monde. Ne pouvons pas succomber à un protectionnisme nécessairement générateur de représailles parce que le quart de notre emploi industriel est assuré par nos exportations, nous lisons survivre des secteurs entiers de façon artificielle. Sans accaparer la division internationale du travail contraire à notre indépendance, nous devons concevoir de difficiles reconversions. C'est la première vérité envers le pays.

Il faut aussi lui faire réaliser que les pays en voie de développement sont désormais sortis du néant et que leurs exigences torceront de plus en plus les pays développés à se « serrer un peu plus sur la banquette » pour leur faire une place. Cette deuxième vérité s'appelle la fin de la croissance « miraculeuse » des deux dernières décennies.

La troisième vérité consiste à demander à nos concitoyens de réfléchir sur nos structures sociales et à se poser quatre « questions-tests » :

— Notre hiérarchie de revenus est-elle convenable par rapport aux autres nations européennes d'économie comparable ?

— L'importance des revenus est-elle fonction d'un risque accepté ou d'un mérite particulier ? N'est-elle pas plus généralement le fait de la détention d'un diplôme ?

— Pourra-t-on indéfiniment demander aux contribuables, en subventionnant le produit ou le service, d'enrichir les riches qui s'abritent derrière la façade des pauvres à secourir ?

— Disposons-nous pour réduire les inégalités d'une fiscalité efficace que ce soit sur le revenu ou, avec les successions et les plus-values, sur le capital ?

C'est à partir de ces quelques réflexions — si elles donnent lieu à un véritable débat d'information — que notre pays pourra comprendre et donc accepter les indispensables

réformes de justice sociale.

Et tout ce dans une France coupée en deux.

Ce printemps de concertation ne doit pas, en effet, nous faire oublier le profondeur du fossé.

En réalité, à la base, ce n'est pas tellement un fossé d'« idéologies ». C'est une coupure sur des « niveaux de vie », avec tous les ressentiments et les haines que cent ans de lutte de classes ont accumulés.

Le rapprochement passe donc par l'effacement des inégalités, sans pour autant tomber dans un égalitarisme sommaire.

A la recherche de cette permanente nuit du 4 août, n'est-ce pas le rôle des radicaux — tout en respectant leurs options politiques — d'être les révélateurs de cette grande mutation et les animateurs de ce débat auquel la classe politique — dans la majorité comme dans l'opposition — s'est en réalité toujours dérobée.

Même le programme commun n'avait pas posé à la fois les quatre « questions-tests » précédemment mentionnées.

Par leurs positions d'indépendance en dehors des deux alliances, par leur double refus du marxisme et du « laisser faire, laisser passer », les radicaux ont devant eux une chance unique : celle de pouvoir adopter vie-à-vie de leurs élus respectifs ce créneau vacant de l'innovation, de la mise en garde et de la réforme rigoureusement conduite.

Les uns et les autres ont, c'est vrai, leurs problèmes. Comment ne pas souhaiter sincèrement que les uns et les autres les dominent très vite pour pouvoir jouer leur rôle, et tout leur rôle.

C'est l'intérêt de notre pays dont ils sont les seuls à pouvoir préparer la réconciliation, cette condition de base sans laquelle la France ne pourra pas se donner les moyens d'entrer dans la décennie qui vient. L'ouverture est un style. La réconciliation est un acte.

Successives dans le temps, l'une et l'autre excluent les reniements et les transfuges sans bagages. L'une et l'autre exigent la dignité des comportements et le courage de dialoguer. Et puis le temps jouera son rôle de galant homme...

Un peu comme Paul Valéry laissait dire à M. Teste : « Je me suis aimé, je me suis détesté, et puis nous avons fini par vivre ensemble. »

(*) Ancien ministre, député de l'Ariège, membre du bureau du parti radical socialiste.

Brummell



Printemps Haussmann/Nation/Parly 2
Vélry 2/Italie-Galaxie/Brummell Rosny 2

Blouson à capuche,
100% coton délavé.

175^F

Jean's
100% coton délavé.

95^F

QUINZAINE DU SPORTSWEAR JUSQU'AU 20 MAI.

Sauvage

le mensuel de l'écologie

**marée noire:
des mazoutés
racontent**

EN VENTE PARTOUT 5-F



AVENUE HOCHÉ

**à vendre
hôtel particulier
ancienne ambassade**

s'adresser

GÉNÉRALE IMMOBILIÈRE ET FONCIÈRE
9, Rond-Point des Champs-Élysées
75008 Paris Tél. 359.14.70

مكتبة من الأصل

Société

L'ÉVASION DE JACQUES MESRINE ET DE SON CODÉTENU

Les policiers chargés de l'enquête sur l'évasion de Jacques Mesrine (« le Mondax ») du 9 mai ont perquisitionné, ce mardi matin 9 mai, au domicile de M^{lle} Christiane Gilletti, qui rendait visite au malfaiteur lorsque ce dernier s'est occupé des armes cachées dans un faux plafond. M^{lle} Gilletti est gardée à vue depuis lundi à midi au Quai des Orfèvres, où les enquêteurs tentent de reconstituer point par point les circonstances de l'évasion et d'établir les éventuelles complicités qui ont pu la faciliter.

Selon les premiers éléments de l'enquête, Jacques Mesrine avait été appelé le lundi matin vers 6 h. 30 au parloir pour s'entretenir avec son avocat. Au bout de quelques minutes, il a pris trois armes et une corde cachées derrière une plaque d'aéra-

tion de la pièce. Puis, forçant la porte du parloir devant ses gardiens stupéfaits, il a rejoint François Besse qui, selon certains témoignages, se trouvait déjà dans le couloir. Les deux détenus ont ensuite libéré Carman Rives dans sa cellule, maîtrisé leurs gardiens et se sont emparés de leurs vêtements.

Dans la cour, un ouvrier était occupé à poser des grilles aux fenêtres : les détenus ont emprunté sa grande échelle pour franchir le mur de 15 mètres de hauteur. Jacques Mesrine et François Besse ont passé l'obstacle, mais Carman Rives a été tué par un gardien de la paix qui accourait à l'extérieur de la maison d'arrêt. Les deux prisonniers ont alors réussi à s'enfuir

à bord d'une voiture blanche qui a été retrouvée, dans la soirée, dans le quinzième arrondissement.

M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, a déclaré que l'évasion de Jacques Mesrine lui donnait « à penser que le malfaiteur a dû bénéficier de complicités. C'est une affaire très grave, et il a ajouté, une bavure. Des mesures administratives seront à prendre ». « Ce qu'a fait Mesrine depuis qu'il est connu des policiers du monde, a conclu M. Alain Peyrefitte, témoignait de sa dangerosité et tend à prouver qu'il était un de ces hommes à l'égard desquels il faut prendre des mesures extrêmement rigoureuses et pour qui une réinsertion sociale n'est pas pour demain ».

« C'est quand il sourit qu'il est le plus dangereux »

La troisième cavale de Jacques Mesrine sera-t-elle la bonne ? Va-t-il finir par rejoindre Vidocq et Mandrin dans les annales de la traverdie, cet homme qui, s'il fut l'un des plus dangereux pour la justice, est aussi l'un des plus fascinants pour les hommes qui, tout au long de sa vie, ont essayé de le comprendre ?

Le troisième cavale de Jacques Mesrine sera-t-elle la bonne ? Va-t-il finir par rejoindre Vidocq et Mandrin dans les annales de la traverdie, cet homme qui, s'il fut l'un des plus dangereux pour la justice, est aussi l'un des plus fascinants pour les hommes qui, tout au long de sa vie, ont essayé de le comprendre ?

Il avait en tout cas encore assez de lucidité et de conscience, quelques mois après son procès, pour écrire à Libération, dans quelques pages de lecture et la construction d'une maquette de vol, et exposer ses réflexions que lui inspirèrent ses conditions de détention au quartier de haute sécurité de Fresnes. Il découvrit que l'on y faisait manger les détenus avec des couverts en plastique. Ce n'était pas simplement pour ce personnage une simple anecdote, l'expression d'une humanité en lui décevait un monde de bêtes : « L'administration pénitentiaire, écrit-il, est en train de commettre sa plus grave erreur par la répression des centres à sécurité renforcée. Car elle y fait entrer des hommes qui ne peuvent pas être libérés. Or, Marc Robin n'était pas plus

JAMES SARAZIN.

(1) L'Instant de mort, éd. Jean-Claude Lattès.

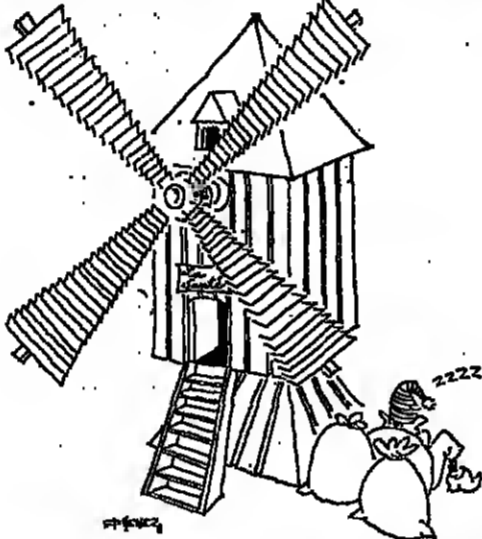
LA SURVEILLANCE DU PARLOIR DES AVOCATS.

Situé au sein même du « quartier de haute sécurité », à l'extrémité de la galerie sur laquelle s'ouvrent les cellules, le parloir des avocats est en fait constitué par trois boîtes contiguës et très étroites. Avocats et détenus y accèdent par deux couloirs opposés et se rencontrent à l'intérieur de la cabine, de chaque côté d'une table, simple planche

C'est, semble-t-il, sous prétexte de délestage de tels micros que Jacques Mesrine aurait arraché le faux plafond de la cabine où il s'entretenait, lundi matin, avec M^{lle} Christiane Gilletti.

LES CONDITIONS DE DÉTENTION DE JACQUES MESRINE.

Détenu au quartier de haute sécurité de la prison de la Santé, Jacques Mesrine restait enfermé



(Dessin de CHENEZ.)

fixés aux parois. Les deux portes — qui donnent accès, l'une au couloir des détenus, l'autre au couloir des avocats — sont en verre, mais les parois séparant les boîtes sont opaques et traitées comme la plaque ajourée qui, au plafond, dissimule un ventilateur. C'est cette plaque que Mesrine aurait arrachée pour s'emparer des armes qui ont permis son évasion.

Pour observer ce qui se passe à l'intérieur des cellules — physiquement isolées — les gardiens, qui peuvent aller et venir dans les deux couloirs, doivent être juste derrière les portes. Toute surveillance « en diagonale » est impossible. Le détenu est frotté avant et après la visite, mais Mesrine affirmait qu'il n'avait jamais remarqué de surveillance directe lorsqu'il s'entretenait avec leur client. Ce sont, semble-t-il, les gardiens qui, en l'éclairant, ont permis à M^{lle} Monique Smadja-Epstein, qui se trouvait dans la cabine où se déroula la visite, de constater que Mesrine était toujours dans le box central : « J'en ai conclu qu'il devait être truffé de micros, dit-elle, mais cela n'importait pas, vu ce que j'avais à dire à mon client ».

la journée et ne bénéficiait que de deux heures de promenade quotidienne, qu'il effectuait avec deux autres prisonniers, dans une cour isolée et recouverte de grillage. Il avait droit à deux émissions de télévision par semaine et disposait d'un transistor ainsi que d'un lecteur de cassettes. Il possédait également une machine à écrire. Pour éviter tout contact, une cellule contiguë à la sienne avait été aménagée en salle de douche.

LES VISITEURS DE MESRINE.

Il est très difficile de faire le compte exact des avocats qui avaient le droit de visiter Jacques Mesrine. Poursuivi pour de nombreuses crimes et délits, ce dernier a été condamné à perpétuité à quatre reprises, à plusieurs reprises, chacun aidé de plusieurs collaborateurs et collaborateurs. Mesrine a changé d'avocats, ou en a désigné de nouveaux, y compris après son procès et sa condamnation.

Il était alors défendu par M^{lle} Jean-Louis Pelletier, Geneviève Aiche et Monique Smadja-Epstein. Mais d'autres sont venus depuis, notamment M^{lle} Christiane

Surveillance, complicités, hasard...

Gilletti, Marion Fondaneche, Martine Malinbaum. Certains avancent le chiffre de seize avocats admis à rencontrer Mesrine à la Santé. « Après la procès, il y a eu une véritable vague », déclare M^{lle} Smadja-Epstein — qui fut le premier défenseur de Mesrine et n'est plus en charge que d'une seule de ses affaires. « M^{lle} Pelletier et moi-même étions un peu effrayés, ajoute-t-elle, nous nous sommes plus ou moins retirés. Après tout, s'il voulait de la visite... »

Fe:le B MDMB DBMD DMDD

Pourquoi François Besse se trouvait-il hors de sa cellule ? Jacques Mesrine, sortant armé du parloir, a, selon les premières indications données par la police, « retrouvé » François Besse dans le couloir. Cette « sortie » insolite d'un détenu a hautement surpris les policiers. Ce dernier lui aurait alors offert, le détenu demandant seulement — selon ce qu'on a appris les policiers — de porter un dossier... François Besse a alors neutralisé un gardien avec une grenade lacrymogène. Dans l'état actuel des investigations, on ne sait encore s'il détenait cette grenade avant de sortir ou si elle lui a été fournie par Mesrine survenant du parloir.

HASARD ET COMPLICITÉS.

L'évasion de Mesrine et de ses deux codétenus paraît — selon les indications jusqu'à présent

fournies — avoir tenu à certaines complicités et quelques « heureux hasards ».

Complicité d'abord — et étrange celle-là d'un fournisseur d'armes : Mesrine a « trouvé » dans le faux plafond du parloir trois pistolets, une corde pourvue d'un crochet et — semble-t-il — une grenade lacrymogène. Mais il y a laissé deux autres pistolets (de calibre 5,5 mm et 7,65 mm), une pièce-mousqueton, un couteau, deux fusées rouges de détresse et une bombe lacrymogène, qui ont été récupérés par les enquêteurs. Qui a pu emmagasiner un tel matériel ?

Hasard ou complicité le fait que François Besse se trouve hors de sa cellule à l'instant où Mesrine sort armé du parloir ?

Hasard seulement cette échelle providentielle trouvée dans la cour intérieure de la prison, où elle eût dû servir, assure-t-on, à des ouvriers chargés de renforcer des barreaux aux fenêtres ?

L'évasion, visiblement mûrie et réalisée avec précision et détermination, laisse penser que la cavale n'a pas été moins minutieusement préparée. Jacques Mesrine s'est rapidement débarrassé du véhicule qui lui avait permis de s'éloigner de la Santé. Il a peut-être désormais retrouvé ceux qui ont organisé et facilité sa fuite. Qui sont-ils ? Mesrine, c'est connu, n'est pas très apprécié dans le milieu. Cela n'empêche pas de conserver des « amis ».

DOMINIQUE POUCHIN.

« ON NE S'ÉVADE PAS DE LA SANTÉ »

« Personne ne peut s'évader de la prison quand il est détenu », avait écrit Jacques Mesrine dans son autobiographie, l'Instant de mort. Avant de démentir lui-même cette affirmation, François Besse, plusieurs détenus ont prouvé le contraire par leur exemple. Ainsi, Léon David, Dési et Sémard se sont-ils évadés de cette prison le 26 mars 1977. Un simple coup de téléphone d'un Camolot du roi, bénéficiant de complicités, avait alors suffi à obtenir cette « libération » par la grande porte de la Santé. « Je n'ai pas été arrêté », dit le Fou, a tenté de s'évader le 15 février 1970. Grâce, également, à des complicités. De la même année, un détenu de la Santé a tenté de s'évader de sa cellule et projetait, à

l'aide d'une corde, d'escalader le mur quand il fut découvert. Une autre tentative est encore en cours.

En 1976, une tentative extrêmement audacieuse réussit. Un détenu, au moment où une benne à ordures franchissait le porche de la maison d'arrêt, parvint à se glisser sous l'engin. Le prisonnier fut arrêté quelques jours plus tard.

Enfin, dans la nuit du 23 au 24 janvier 1977, trois détenus tentèrent la « belle ». Après avoir été les barreaux de deux cellules avec des limes, ils avaient franchi un premier mur d'enceinte à l'aide d'une très longue corde. L'un des prisonniers, en se jouant la cheville, avait coupé court à la tentative d'évasion. L'affaire doit passer devant le tribunal correctionnel de Paris le 17 mai prochain.

Dans la presse parisienne

LE FIGARO : menace sur les citoyens.

« Nous nous intéressons moins aux problèmes moraux ou psychologiques de gens comme Mesrine qu'au danger couru par les policiers qui tenteront de l'appréhender. Nous sommes moins sensibles à ses faits d'homme que la menace pesant sur les simples citoyens qui auront la malchance de tomber sur lui. Il serait grand temps, dans ce domaine, de sortir de tant d'années, que l'opinion publique fasse un choix clair. En l'occurrence, le choix est entre la compassion à l'égard des criminels et la considération pour le sort de ceux qui n'ayant ni volé ni « traqué », ni tué personne, précieusement semblent s'intéresser personne. »

LIBERATION : en ridiculisant la justice.

« Le fait que les évadés aient pu se procurer des armes et que l'on ait retrouvé une armoire planquée dans le parloir des avocats renforce le scandale. Scandale qui, à coup sûr, permettra à la chancellerie d'imposer des mesures de contrôle plus grandes à l'égard des avocats, et plus sévères encore à l'égard des détenus. Pourtant, le dernier argument employé par le ministère de la justice pour défendre les quartiers de haute sécurité est qu'ils désajustent toute évasion. Cette histoire très morale prouve que l'on peut s'évader de partout. On serait tenté de dire : tant qu'il y aura des femmes et des hommes. »

O. M.

ROUGE : l'effet pour la cause.

« Cette évasion permettrait (Peyrefitte vient de faire une déclaration en ce sens) à certains de justifier à posteriori toutes les mesures de « sécurité » appliquées à certains détenus. C'est prendre l'effet pour la cause. »

L'AURORA : un flot de larmes.

« Depuis des mois, nous sommes abreuvés de récits épouvantables sur ce que l'on appelle les « Q.S.R. », c'est-à-dire les quartiers de surveillance renforcée. On n'en finissait pas de nous épouvaner sur les conditions de vie affrayables faites ainsi aux condamnés. Chaque matin un flot de larmes s'épanchait sur eux... Que la prison soit connue, l'a dit le président, une privation de liberté et cela seulement, nous en sommes tous d'accord, mais le jour où elle n'est même plus cela, il est difficile de dire que l'administration pénitentiaire accomplisse sa mission. »

JEAN LABORDE.

Le non-exemple

PO.A.S. et les voleurs qui constituent l'énorme masse de la population pénitentiaire, l'un des plus dangereux de ce monde est un non-exemple. Le chancelier ne sa prive pas de le faire remarquer, au contraire. Mais on est en même temps très sensible, place Vendôme, aux réactions toujours vives de l'opinion et ces incidents qui, issus du milieu trop méconnu des prisons, stimulent les imaginations... et les commentaires demandant une répression accrue. Comme par principe.

Il va donc falloir choisir : complaisance à l'opinion ou être logique avec l'analyse modérée du département ministériel dont on est le chef. L'administration pénitentiaire et le ministre paieront être dans ce cas-là quelque peu en contradiction. La première nommée qui, chargée de gérer un monde clos, connaît son monde, sait que l'énorme majorité des détenus est et reste calme, du moment qu'elle ne voit pas s'élever les possibilités d'accéder aux réductions de peine, aux grâces, ou aux libérations conditionnelles. L'administration pénitentiaire plaidera donc, dans son propre intérêt et pour éviter des troubles ultérieurs plus étendus, contre un durcissement du régime pénitentiaire. La situation du ministre est manifestement délicate. Il sera plus enclin à prendre des décisions qui, comme l'on dit, trahissent l'opinion, mais si elles n'ont pas de lien direct avec l'évasion de Jacques Mesrine. L'administration pénitentiaire affronte donc des difficultés permanentes, de tous les jours, de tous les instants ; la ministre est confronté à une difficulté momentanée émerge dans un poste provisoire par définition.

L'ÉVASION DE MARC ROBIN EN 1964

C'est le 2 mai 1964 que l'ex-adjoint Marc Robin, membre de PO.A.S., s'est évadé de l'hôpital de La Rochelle, où, interné au pénitencier de Saint-Martin-de-Bé, il avait été transporté.

La réaction du général de Gaulle fut rapide et sévère. Le préfet, M. Massot, qui n'en pouvait plus, fut mis en disponibilité, le commissaire central et le commandant du corps urbain des gardiens de la paix suspendus, le gardien affecté à la garde de Robin condamné à cinq ans de prison... et le « parloir libre » supprimé pour les prisonniers politiques.

M. Massot a fait depuis une brillante carrière dans l'industrie privée. Amalgué en 1968, M. Marc Robin est aujourd'hui commerçant à La Rochelle.

répresentant du milieu carcéral en 1964 que Jacques Mesrine n'est de ce milieu millau en 1973. Jacques Mesrine n'est qu'un non-exemple. Le chancelier ne sa prive pas de le faire remarquer, au contraire. Mais on est en même temps très sensible, place Vendôme, aux réactions toujours vives de l'opinion et ces incidents qui, issus du milieu trop méconnu des prisons, stimulent les imaginations... et les commentaires demandant une répression accrue. Comme par principe.

Il va donc falloir choisir : complaisance à l'opinion ou être logique avec l'analyse modérée du département ministériel dont on est le chef. L'administration pénitentiaire et le ministre paieront être dans ce cas-là quelque peu en contradiction. La première nommée qui, chargée de gérer un monde clos, connaît son monde, sait que l'énorme majorité des détenus est et reste calme, du moment qu'elle ne voit pas s'élever les possibilités d'accéder aux réductions de peine, aux grâces, ou aux libérations conditionnelles. L'administration pénitentiaire plaidera donc, dans son propre intérêt et pour éviter des troubles ultérieurs plus étendus, contre un durcissement du régime pénitentiaire. La situation du ministre est manifestement délicate. Il sera plus enclin à prendre des décisions qui, comme l'on dit, trahissent l'opinion, mais si elles n'ont pas de lien direct avec l'évasion de Jacques Mesrine. L'administration pénitentiaire affronte donc des difficultés permanentes, de tous les jours, de tous les instants ; la ministre est confronté à une difficulté momentanée émerge dans un poste provisoire par définition.

ble...
Sauvage
Marte Mire...
NUE HE
dre
ticulier
mbassade
RE ET FONCIERE

SOCIÉTÉ

«L'homme», de Philippe Saint-Marc Le jardinier de la Terre

Les savants ont essayé de faire dire tout ce qu'il faut à l'homme de Néandertal. Mais celui de demain est laissé trop souvent aux amateurs, qui s'ignorent et retournent des mannequins ou des robots auxquels ils donnent le physique des leurs rêves ou de leurs angélottes. Philippe Saint-Marc ne veut pas laisser partir cette catégorie de penseurs de selons. La Cour des comptes lui a sans doute appris qu'il veut mieux laisser avancer des idées en les mettant sur un tapis roulant de chiffres, qu'on les pèse à l'INSEE, dans les sondages ou ailleurs.

C'est ce qui frappa d'abord dans ce dernier ouvrage: Progrès ou déclin de l'homme? (1). On place sous le nez du lecteur des tableaux, des indices, des annexes techniques, plus que des lambeaux d'idéologie. Une force, en ce temps où l'atmosphère dans la dose se porte trop bien. Cela ne veut pas dire que M. Philippe Saint-Marc cache cette force latente qui la pousse à sonner le tocan. Bien au contraire.

Depuis des années, nous savons qu'il milite pour l'écologie: si qu'il avait, dans son ouvrage *Socialisation de la nature*, lancé des thèmes, orchestrés, depuis, sous quelle louche. Curieusement, ce succès n'a pas l'air de le reconforter. Son livre est au fond très noir. Toute la première partie: « La société maternelle, une société de régression », qui décrit le monde dans lequel nous vivons, esclaves du produit, de l'argent, des conquêtes de pouvoir, de la vitesse, à des relents apocalyptiques, et la deuxième: « Le bonheur par l'humanité », paraît presque d'un merveilleux idéalisme. Ce choc entre les deux « visions » est traumatisant. L'homme basique n'est-il pas aussi abstrait que l'homme économique? Ce qui n'est pas une raison, bien sûr, pour ne pas s'interroger sur le bonheur de l'homme et les conditions de son épanouissement. Qu'est-ce qui ne va pas? Le catalogue de M. Philippe Saint-

Marc est impressionnant: le cadre de vie, les conditions de travail, des transports, la violence dans la société, l'autodestruction morale par la pornographie, l'autodestruction physique par la drogue, l'alcool, la fuite hors de soi-même, l'autodestruction de la nature, sans parler de la litte des handicapés à vis, des traumatismes psychiques entraînés par des deuil, etc. Comment ne s'étonnerait-on pas avec l'auteur qu'un assassin de la route soit moins puni qu'un voleur de voitures?

Le résultat de ces faits convergents est que l'indice du bonheur collectif des Français diminue. M. Philippe Saint-Marc a su en tirer la synthèse de sept critères de la société: délinquance juvénile, délinquance nationale, admissions dans les hôpitaux psychiatriques, consommation individuelle de tabac, de médicaments psychotropes, congés de longue maladie pour troubles mentaux, divorces, et de les comparer à 1950 et 1970. De 1950 à 1980, ce qu'il appelle la « régression humaine » est modéré et atteint 15 %: de 1980 à 1970, elle est très forte et s'élève à 58 %. C'est, semble-t-il, entre 1950 et 1955 que la France a été la plus heureuse. La cidence de l'automatisation, de l'industrialisation, et des nuisances, après 1955, a été telle, estime M. Saint-Marc, qu'elle n'a pas pu ne pas réagir sur le comportement des individus, mais 1988 ayant manifesté de façon peu ordinaire le phénomène de « ras le bol ».

N'est-ce pas là le vrai drame de l'Occident? La croissance des activités d'une population entraîne une réduction de ses satisfactions. Sismondi, cité par l'auteur, écrivait déjà: « On croirait que l'homme s'est uni en société non pour assurer son bonheur, mais pour produire à son tour le malheur. »

« L'humanité ou la mort. C'est la profession de foi de M. Saint-Marc, sans doute parce qu'il n'ose pas trop — il le fait tout de même dans le corps de son livre — inviter ses lecteurs à penser à Dieu. Mais le spirituel est si croissant, au point que toutes les pages, ou presque, qu'il demande une « nouvelle croissance » et le développement des biens matériels, qu'une réforme morale. La Suède déclinant en Europe, le sal-on assez, le record de la criminalité, du suicide et du divorce. Elle a le niveau de vie, le plus élevé, mais, sur le plan moral, elle est le pays le plus sous-développé.

« Que l'homme se remettre » en paix avec la Terre », qu'il retrouve une terre sécurisante et stimulante, qu'il redonne sa place à la nature, au temps, aux communautés vivantes. On a le sentiment d'avoir entendu souvent de tels messages ces derniers temps, mais les mass media ne sont-ils pas devenus pour le mieux, les organes de la *régression* qui, à force, modifient les comportements.

On reproche tout de même à l'auteur de n'avoir pas fait tel et là une lettre assez exigeante de son texte, où des redites apparaissent parfois à deux pages d'intervalle. Son livre, qui est un noble appel, aurait gagné à plus de densité.

L'essentiel reste qu'il précha — le mot n'est pas trop fort — pour que l'homme, au lieu de vouloir encore conquérir des biens matériels non indispensables, au détriment de la nature, devienne, dans sa nouvelle sagesse, un véritable « jardinier de la Terre », selon la belle expression de Hughes de Jouvenel.

PIERRE DROUIN.

(1) Stock, collection « Monde ouvert », 915 p., 45 F.

JUSTICE

Faits et jugements

Mme Saunier-Seïté gagne son second procès en diffamation.

Mme Jean-Louis Maesoo, épouse du député R.P.P. élu dans la deuxième circonscription de Moselle, a été condamnée, le lundi 8 mai, par le tribunal de grande instance de Metz à 300 F d'amende et un franc de dommages et intérêts. Elle était accusée d'avoir, tout comme son mari, condamné le 26 avril dernier, aux mêmes amendes (le Monde du 29 avril), diffusé Mme Saunier Seïté, ministre des universités, en laissant entendre que l'argent de sa campagne électorale « provenait directement des caisses de l'Etat ».

Pour injures publiques envers M. Marcel Cailly, secrétaire confédéral de la C.G.T., M. René Marie, directeur du *Métropolitain* et M. Gérard Furton, industriel aisé fondateur de l'Union des Français de bon sens, ont été condamnés chacun à 500 francs d'amende, le lundi 8 mai, et, ensemble, à 1.000 francs de dommages et intérêts par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris. Un communiqué de M. Furton, publié le 13 juillet 1977, mentionnait le nom de M. Cailly en déclarant qu'il « faisait partie de l'équipe des bandits du syndicalisme politicien ».

Royalistes condamnés. — Pour avoir voulu manifester leur hostilité à l'égard du suffrage universel du Parlement européen en occupant durant trois heures le siège du bureau d'information de cet organisme, 63, boulevard Malesherbes, à Paris, dans la matinée du 13 juin dernier (le Monde du 15 juin 1977), six jeunes gens se réclamant du « Comité royaliste pour l'indépendance nationale » ont été condamnés le lundi 8 mai à 500 francs d'amende chacun par la dix-septième chambre correctionnelle pour violation d'un local affecté à un service public de caractère administratif.

Une délegation d'objecteurs de conscience — une dizaine de personnes — a distribué des tracts, le lundi après-midi 8 mai, place Vendôme, devant le ministère de la Justice, pour demander « l'arrêt de la vague de procès frappant les objecteurs ». Neuf personnes ont été conduites au commissariat d'arrondissement pour un contrôle d'identité.

Le président, interrogé: « On ne vous a donc jamais dit à l'école de polices qu'il fallait pas tirer sur un fuyard innocent? »

Le gardien Coupé: « Mais j'ai eu une mauvaise réaction. »

Cette mauvaise réaction a été partagée par le sous-brigadier Barre, pourtant dans la police depuis quarante ans. La charge, l'instruction a été montrée bien discrète sur la carrière de René Barre, fonctionnaire modérément nerveux, à qui ses supérieurs avaient retiré son arme de service pendant près d'un an pour éviter « un malheur » sur la voie publique. Affecté à des travaux sédentaires à l'intérieur du commissariat de Vélizy, il avait récupéré son pistolet depuis quinze jours quand, cette nuit-là, il assumait les fonctions de chef de patrouille. « Barre avait l'air paniqué. C'était visible », dira même à la barre des témoins le gardien qui conduisit le car de police-secours. Seule la découverte sur les lieux des deux douilles de 7,65 permit de confondre le sous-brigadier Barre, qui attendit deux heures avant de prévenir ses supérieurs et cinq heures avant d'aller au parquet de Versailles. Ces délais lui avaient laissé le temps de retourner sur les lieux et de préparer sa version.

Sans nier les difficultés nombreuses rencontrées par les policiers des commissariats des villes dans l'accomplissement de leur tâche souvent ingrate, M. Daniel Renault, substitut, s'est montré particulièrement ferme envers le sous-brigadier, aujourd'hui chassé de la police. « Le sous-brigadier a commis une faute grave, méritant d'être puni », a-t-il dit en demandant un tribunal de le sanctionner sévèrement en lui infligeant « une lourde peine d'emprisonnement ». Le tribunal a ensuite entendu M. Jean-Claude Martin déplorer, au nom de la défense, que la police française en uniforme soit armée, contrairement à la police britannique, et que dans l'impasse de commettre de telles bavures. « Barre a eu, il faut le reconnaître, la très mauvaise idée de sortir son arme. »

Jugement le 22 mai prochain. DAMIEN RÉGIS.

A Versailles

Cinquante-trois mois pour instruire le dossier d'une « bavure » policière

Le procès d'une bavure policière doit-il invariablement comporter une part de fou, véritable écran de fumée, entre la date des faits et celle, souvent éloignée, où la justice est appelée à trancher. La question reste plus que jamais posée après l'examen rapide, le lundi 8 mai, devant la cinquième chambre du tribunal de Versailles, des circonstances dans lesquelles le sous-brigadier René Barre, quarante ans, du commissariat de Vélizy, a grièvement blessé d'une balle dans le dos un adolescent de Chavilly, Marc Henry alors âgé de seize ans.

Les faits remontent au 2 décembre 1973, mais les cinquante-trois mois de l'instruction n'ont pas permis de confronter le policier à sa victime ni de convoquer Marc à la reconstruction effectuée sur les lieux du drame, un petit chemin bordant la voie ferrée Versailles-Paris-Invalides, à Viroflay. Pas étonnant, donc, que le procès a été ajourné de plusieurs fois, jusqu'à ce qu'un résultat de desservir le sous-brigadier Barre, inculpé pour coups et blessures volontaires et écroué pendant douze jours au lendemain des faits.

Marc et son frère Mario rentraient cette nuit-là du cinéma lorsqu'ils furent les témoins d'un début de bagarre dans un café où ils avaient décidé de prendre un verre avant de rentrer chez leurs parents. A l'arrivée de la police pour disperser les querelleurs, les deux frères et une quinzaine d'autres jeunes gens étrangers à la querelle s'éparpillèrent dans le quartier.

« J'étais sur le sentier près de la voie ferrée quand j'ai vu les policiers courir dans notre direction », a expliqué Marc au tribunal. Je n'ai entendu aucune sommation. Il y a eu un premier coup de feu, puis un second qui m'a atteint. J'ai senti une brûlure dans le ventre. »

De cette balle qui a traversé le corps de l'adolescent, l'été ignorant à un rein et sa foie, personne ne sait dire comment elle a été tirée.

J'ai fait feu deux fois en l'air, a dit l'adolescent, souligné le sous-brigadier.

Out, c'est donc un métronome qui a touché Marc Henry, coupe sec et ironique le président, M. Daniel Fauchille.

C'est possible, mais j'ai tiré en l'air, persiste à dire l'inculpé. La première balle ne se saisit pas, mais la seconde, Barre l'a tirée en l'air », déclare, plus nuancé, le gardien Georges Coupé, qui reconnaît avoir dit à son collègue d'ouvrir le feu. Le président, interrogé: « On ne vous a donc jamais dit à l'école de polices qu'il fallait

LA SUPPRESSION
Ficher

entretiens ou ministre de
enseignement catholique: nous
système éducatif français
MHALC: discussion franche e
TOUTE L'ANNEE
AN
FOREIG
TOUTE LA
NASC EQU
INTERNATIONALES

BLOUSON
65 % polyester
35 % coton
beige clair
190 F

Ville ou loisirs?



PANTALON
velours coton,
beige clair
ou beige foncé.
185 F

COSTUME
lavable,
pur coton
beige.
595 F

CHEMISE
80 % polyester,
20 % viscose,
rayure bleu
ou marron.
85 F

CHEMISE
67 % polyester
33 % viscose,
rayée
bleu ou beige
sur fond blanc.
55 F

MADELIOS

PLACE DE LA MADELEINE
pour ceux qui savent choisir

كنا من الأصل

سكوتيا لاجل

ÉDUCATION

LA SUPPRESSION DU DOSSIER SCOLAIRE

Ficher ou parler

«L'invention du bulletin scolaire par le conseil royal de l'instruction publique, par une décision en date d'hier, l'a condamné, en principe, comme présentant des inconvénients trop graves et a refusé d'autoriser dans les collèges royaux les dépenses nécessaires pour la collection des livres.» C'est ainsi que, le 11 novembre 1888, le Charivari annonçait à ses lecteurs le mort d'un ennemi lointain du dossier scolaire. Cent quarante ans plus tard, M. Christian Beullac annonce à son tour le décès d'une « invention » discutée et discutée, que son prédécesseur avait fini lui-même — après l'avoir créée — par juger indéfendable.

«C'est par un arrêté du 8 août 1977 que M. René Haby, alors ministre de l'éducation, avait décidé de créer un dossier scolaire qui suivait chaque jeune Français de la maternelle à la fin de ses études secondaires. C'est par une déclaration à la presse que, le 8 février 1978, M. Haby donnait le coup de grâce à l'affaire : «Je ne me battrais pas pour le dossier scolaire» (1). Entre ces deux dates — espacées de six mois — la création du dossier avait donné lieu à des polémiques que les « améliorations » successives apportées par le ministre n'avaient pas suffi à apaiser. Au contraire : elles avaient renforcé la détermination de ses adversaires.

Dans son principe, le dossier scolaire devait servir l'élève. Il s'agissait de créer un document permettant à l'élève de suivre son parcours scolaire. A chaque rentrée, ceux-ci découvraient des élèves qui leur sont inconnus et que l'état des notes obtenues antérieurement ne suffit pas à décrire. Il y a des années que des pédagogues réclamaient la prise en compte — pour l'évaluation des élèves, et par conséquent pour leur orientation — d'éléments non strictement scolaires : aptitudes, qualités personnelles, etc. (2).

Mis au point dans les commissions du ministère de l'éducation, le dossier a été le produit d'un compromis. Il est significatif que les premières associations qui se sont dressées pour le combattre soient extérieures à l'enseignement : ce furent d'abord la Confédération syndicale des familles, les radicaux de gauche, les médecins de la protection maternelle et infantile, les magistrats, les psychologues. Du côté des syndicats d'enseignants, c'est le SGEN-C.F.D.T. qui a lutté le plus énergiquement contre le dossier, les autres se bornant à donner à leurs adhérents des consignes pour qu'ils refusent de remplir le dossier.

ON NE JUGE PAS UN ENFANT UNiquement SUR PAPIER
déclare M. Beullac

Interviewé lundi 8 mai à TF 1, le ministre de l'éducation a notamment déclaré : « Je vois s'exprimer le dossier scolaire. Je crois que beaucoup de gens ont eu dans la tête l'idée d'un dossier scolaire, comme vous savez de la dire, à l'époque de l'atmosphère de la fin de la guerre, quand on avait l'impression que dans certains cas il fallait appeler à des notions qui peuvent appartenir à des parents, ou à des psychologues, ou à des médecins, comme des éléments complémentaires. Alors, ainsi que l'a fait envisager mon prédécesseur, je supprime le dossier scolaire, et nous allons en revenir au livret antérieur. Au total, on ne juge pas un enfant uniquement sur papier, par un dossier, mais par une collaboration intime entre les maîtres, les enseignants, mais aussi les parents et les élèves. C'est toujours ce climat de confiance qui doit être à la base de toutes nos actions. »

Les entretiens du ministre de l'éducation

- L'enseignement catholique : nous faisons partie du système éducatif français
- Le SNALC : discussion franche et directe

M. Christian Beullac continue ses consultations avec ses partenaires de l'administration. Lundi 8 mai, il s'est entretenu avec une délégation du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC, autonome) et avec M. l'abbé Gérard Foiret, secrétaire général de l'enseignement catholique. Ce mardi 9 mai, M. Jean Caracac, président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP), doit être reçu par le ministre de l'éducation puis, mercredi 10, M. Jean Caracac, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E.). L'un et l'autre ont déjà rencontré M. Beullac depuis son entrée en fonction. Le 11 mai, deux syndicats d'enseignants ont rendez-vous avec le ministre : le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.F.T.) et l'Union syndicale nationale des enseignants de France (USNEF-C.G.C.) et, le mercredi 17 mai, le Syndicat général de l'enseignement national (S.G.E.N.-C.F.D.T.).

La discussion a été franche et directe, a déclaré M. Gérard Foiret, président du SNALC, à l'issue de l'entretien, lundi matin. Nous avons apprécié de rencontrer un interlocuteur abordant les problèmes avec un esprit libre, de voir un ministre prenant suffisamment de recul vis-à-vis de l'administration, qui ne soit l'audience d'aucune faction — ce qui n'a pas toujours été le cas au ministère de l'éducation — et qui, de plus, soit au courant des problèmes de l'emploi. M. Simon a ajouté que « les problèmes demeurent cependant, notamment celui de l'application d'une réforme vis-à-vis de laquelle nous maintenons nos critiques en ce qui concerne l'insuffisance du soutien et surtout l'absence d'approfondissement ». Le SNALC a accordé à M. Beullac un « délai raisonnable » de réflexion, et reste « optimiste et vigilant ».

Quant à l'abbé Foiret, il a déclaré avoir « rappelé au ministre que l'enseignement catholique fait partie intégrante du système éducatif français ». « Nous avons insisté, a-t-il précisé, sur notre volonté d'association à l'éducation nationale, sous assimilation cependant, et rappelé notre attachement au pluralisme, qui ne signifie ni concurrence ni rivalité, mais coopération ». L'entretien a porté sur l'application de la loi d'aide à l'enseignement privé et ses incidences financières, sur la réforme, l'orientation et la question « que nous considérons comme essentielle » de la formation des maîtres.

L'UNIVERSITÉ PARIS VII
2, place Jussieu - 75005 PARIS
et le Centre des Jeunes Diplômés de l'Université, accueillant un

ENSEIGNEMENT en ALTERNANCE
(préparation d'un diplôme universitaire par intégration de périodes universitaires et professionnelles)

L'YCEENS (NYS) des classes terminales, PARENTS d'ÉLÈVES, INFORMÉS-VOUS sans tarder sur notre nouvelle approche des études supérieures.

RENSSEIGNEMENTS :
Collège universitaire d'Information et d'Orientation de PARIS-VII, Tour centrale, 3^e ét., porte 308, Téléph. : 338-23-25 ou 338-12-21, poste 23-24 et 23-26.

Responsables de l'Information sur l'alternance :
MM. MARTIN et CLABARDI : Tour 44-34, porte 420 - poste 33-78.
M. PAUCERESSE : poste 38-22.
M. VIGNERON : Tour 44-43, porte 305, poste 38-27.

CADRES, ENSEIGNANTS, JEUNES, EN VIVANT DANS UNE FAMILLE AMÉRICAINE, VOUS DECOUVRIREZ MIEUX LES U.S.A.

EXPERIMENT est un organisme d'échanges internationaux dont l'objectif est de favoriser la compréhension entre tous les hommes de toutes les races et de toutes les religions.

EXPERIMENT vous initiera à la vie américaine et vous permettra d'améliorer votre anglais.

Nous vous proposons également d'autres destinations : le Brésil, l'Inde, l'Irlande, le Japon, le Mexique...

EXPERIMENT France
Pour un monde plus ouvert

Association loi de 1901, membre de l'UNESCO (BI) agréé par le Commissariat Général au Tourisme n° 69 D16/69, rue de Turbigo, 75003 Paris - Tél. : 278-50-03

ISTH
Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
HEC
ESSEC-ESCP-ESCAE

Section PILOTE : session d'admission ESC-ESCP-ESCAE de 1978, 15-16-17 mai.

Section ESCAE : session d'admission ESC-ESCP-ESCAE de 1978, 18-19-20 mai.

CONCOURS D'ENTRÉE : 2^e année HEC, 20-21 mai.

Bacs Techniciens : 2 ans

Centre AUTEUIL : 6 avenue de la République, 75019 Paris, 01 48 48 14
Centre TOULBIAC : 83, 87 av. de la Haie, 75013 Paris, 01 58 87 25, 01 58 87 91

POUR LES VACANCES DE VOS ENFANTS DURANT VOS ABSENCES A L'ÉTRANGER

PENSION PRIVÉE 1^{er} ordre

AU PETIT LORRAIN

Fondée et dirigée par Madame ALLARD de BIHL

OUVERT TOUTE L'ANNÉE

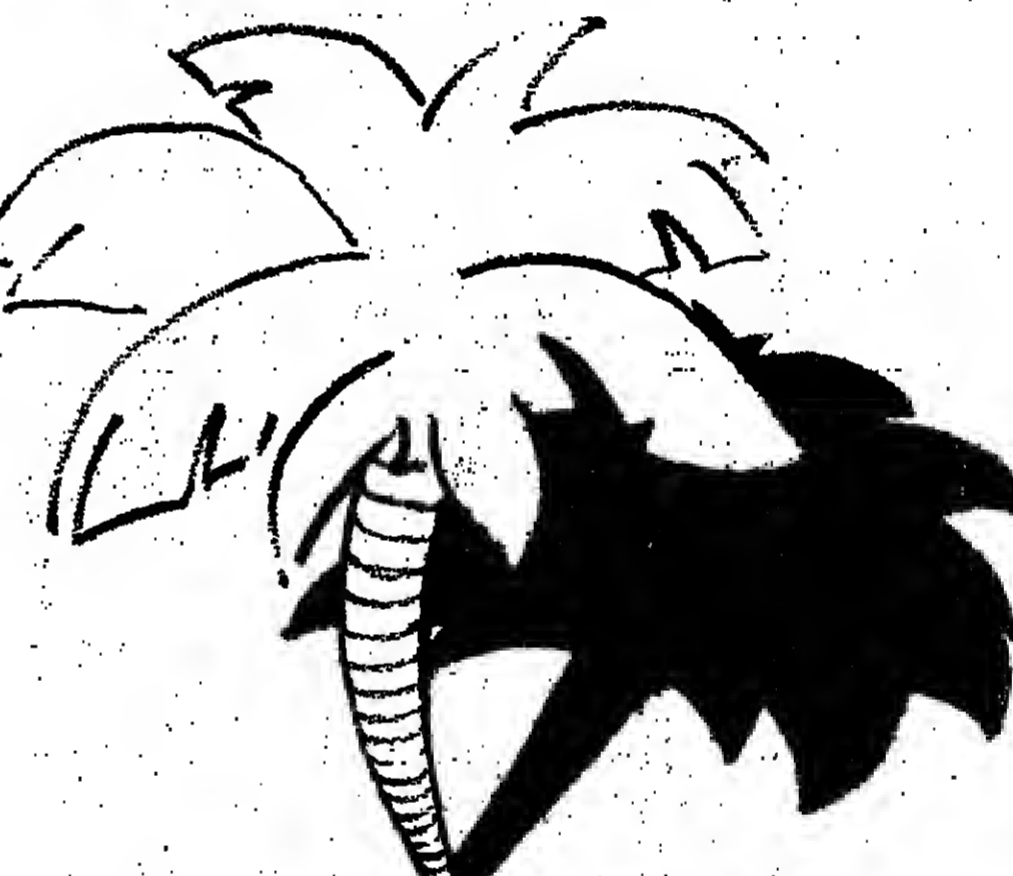
1978 : 30^e Anniversaire

24-26 Van dan Heuvelaan
8430 MIDDLEKERKE
Tél. 059/30-01-34

Accepte enfants de 3 mois à 16 ans, filles et garçons.

Possibilité : suivre cours en vue d'examen passage ou de perfectionnement français, néerlandais, anglais, allemand, mathématiques.

Pour les jeunes, possibilité de tous les sports, y compris stage d'équitation dans cercle hippique 1^{er} ordre.



SOLEIL, VACANCES ET COCOTIERS.

-20%

JUSQU'AU 20 MAI SUR LES PANTALONS ET LES CHEMISES D'HOMME MARQUES D'UN COCOTIER

Galeries Lafayette

Hausmann-Montparnasse-Belle Epine

TOUTE L'ANNÉE
ANGLÈTERRE - ÉCOSSE - IRLANDE - ALLEMAGNE - AUTRICHE - ESPAGNE - ITALIE - FRANCE - U.S.A. - ÎLE DE MANCHE - ÎLE DOMINIQUE.

Le tourisme et la découverte dans une ambiance familiale.

- SEJOURS en HÔTES FAYANTS avec ou sans cours dans familles sélectionnées. Un seul Français par famille.
- FORMULES SEJOURS : séjour aux Caraïbes.
- SEJOURS AU FAIR pour jeunes filles au-dessus de 18 ans.
- EN FRANCE : placement de jeunes filles d'étrangers.
- FORMULE NOUVELLE 1978 : en Grèce et au Canada.
- PROGRAMME SPECIAL INTENSIF ADULTES toute l'année en Angleterre, en Allemagne et en Espagne.

RELATIONS INTERNATIONALES
100, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS
01 47 43 15

AMÉRIQUEZ!
FOREIGN STUDY IN LIVING PROPOSE

ÉTÉ 78 : JUILLET-AOÛT

- Séjours en familles américaines 14-20 ans : Boston, Washington, San Francisco, Los Angeles.
- Cours intensifs en universités : Berkeley, San Diego, Boston.

TOUTE L'ANNÉE : en universités (+ de 18 ans), par sessions de 4 semaines : anglais intensif suivant thèmes spécifiques.

NASC/ECOM : hébergement économique en hôtels et résidences universitaires.

FSIL
Nom _____ Age _____
Prénom _____
Adresse _____

FSIL, 14, rue des Poissonniers 92200 NEUILLY-SUR-SEINE 637.16.23

FORUM ETUDIANTS ENTREPRISES

SALON DE LA FORMATION ET DE L'ENTREE DANS LA VIE PROFESSIONNELLE DES ETUDIANTS

C.I.P. - porte maillot

10, 11, 12 MAI

entrée gratuite

Ecole des Attachés de Direction

Ecole supérieure de gestion. L'E.A.D. forme des cadres aptes à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'Entreprise.

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques
- Commerce international

Trois ans d'études. Admission directe en troisième année pour les candidats titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent.

Cinq options professionnelles définissent la finalité de sa formation et ouvrent des débouchés réels :

ECONOMIE ADMINISTRATION DEVELOPPEMENT
Enseignement supérieur privé
9, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 261.81.14
demandez notre documentation

ÉTUDIANTS ET LYCÉENS VOTRE AVENIR VOUS PRÉOCCUPE ?

Étudiants, vous manquez d'informations sur les entreprises
Lycéens, vous hésitez sur le choix d'une formation

Venez dialoguer en terrain neutre avec les représentants de 30 Entreprises et 80 Etablissements d'Enseignement Supérieur présents sur les stands du 6e FORUM Étudiants-Entreprises.

Vous y recevrez une information personnalisée qui vous permettra de préparer l'avenir que vous souhaitez.

PTT

STAND PTT FORUM 171 A2

CHIFFRE D'AFFAIRES : 28 milliards de Francs
le deuxième employeur de France :
430.000 agents dont 31.000 pour le cadre A tant à Paris qu'en province

un recrutement annuel de 2000 emplois d'encadrement :

ADMINISTRATEURS
Diplômés des grandes écoles : Polytechnique, Normale Supérieure, Centrale, ENSAE, HEC, ESSEC, INSEAD, ou titulaires de certains doctorats.

Responsabilités et préparation de décisions dans les grands secteurs d'activités :

- programmation et études économiques
- organisation de la production
- études commerciales
- informatique

INSPECTEURS
Etudes universitaires ou techniques supérieures

Organisation, encadrement et gestion dans les services administratifs, commerciaux ou techniques.

VÉRIFICATEURS DES TRAVAUX DE BATIMENTS
DUT ou BTS, diplômés d'une école spécialisée ou 4 ans de pratique professionnelle

Deux spécialités :
• Bâtiments et installations de construction et des dossiers de marchés • Contrôle de chantiers • Réception des travaux

RENSEIGNEMENTS

EN PROVINCE
Direction Départementale des Postes ou Direction Régionale des Télécommunications au chef-lieu de résidence

et SEDEP
LYON : 100 avenue de Saxe 69426 LYON CEDEX 3
LILLE : 65, rue Léon Gambetta 59035 LILLE CEDEX

A PARIS
Postes : 140, bd du Montparnasse 75675 PARIS CEDEX 14
Télécommunications : 18, bd de Vaugirard 75731 PARIS CEDEX 15
et SEDEP : 38, bd de Strasbourg 75475 PARIS CEDEX 10
8, 10, rue d'Amsterdam 75008 PARIS

en 1978 encore au

FORUM BRED

ELECTRICITE DE FRANCE

Les responsables du recrutement vous entretiendront des possibilités d'emploi et de stages dans les Etablissements nationaux sur leur Stand

T29 - T30 - T31

• Vous êtes à la recherche d'un emploi vivant et enrichissant.
• Vous voulez prendre des responsabilités, en désirant être intégré au sein d'une entreprise dynamique qui compte déjà 2000 salariés.

VENEZ NOUS VOIR
au stand Groupe Maison Familiale du FORUM ETUDIANTS ENTREPRISES

les 10, 11, 12 mai 78 où des responsables du recrutement vous entretiendront des possibilités d'emploi et de stage dans l'une de nos 20 antennes régionales en France ou l'une de nos 4 filiales en Europe.

gif

UNIVERSITÉ DE PARIS-SUD (XI)

SCIENCES, PHARMACIE, MÉDECINE, DROIT, INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE

FORMATION PROFESSIONNELLE
— DIPLOMES UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE : Spécialités : Informatique, Mesures Physiques, Chimie, Génie Électrique I, Génie Électrique II, Génie Mécanique, Administration des Collectivités Publiques et des Entreprises, Techniques de Commercialisation.

— 20 MAÎTRISES : Enseignement - Spécialités : Math, Physique, Electronique, Chimie, Biologie, Géologie - Sciences et Techniques - Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion.

— GENIE INDUSTRIEL : Formation de l'ingénieur.

— DIPLOMES DE 3e CYCLE : 35 spécialités en Sciences - 20 spécialités en Pharmacie - 8 spécialités en Médecine - 3 spécialités en Droit.

— DOCTORAT D'ÉTAT ES SCIENCES, PHARMACIE, MÉDECINE, DROIT.

DEBOUCHES
— ENSEIGNEMENT
— RECHERCHE
— CARRIÈRES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ

RENSEIGNEMENTS
OFFICE DES CARRIÈRES ET DE L'ORIENTATION
BAT. 333 - 91405 ORSAY CEDEX
Téléphone 841.72.77

GAZ DE FRANCE

VENEZ DEMYSTIFIER L'INFORMATIQUE AU FORUM

ETUDIANTS-ENTREPRISES

avec Burroughs, une société implantée en France depuis 1907.

- 1960 : 14 directions régionales soit 1220 personnes.
- 1977 : 48 directions régionales regroupant :
 - des ingénieurs commerciaux
 - des analystes
 - des inspecteurs techniques, soit 2100 personnes dont 70 % de cadres.
- 1978 : Nous prévoyons une expansion de 15 % de notre service commercial.

Nous recherchons, à Paris et en Province, **DES JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR COMMERCIAL**

pour nos Divisions :

- Equipement
- Imprimés
- Traitement de textes

Nous vous attendons au stand T. P2 P3 P36 P37

Burroughs

230 Avenue Laurent Cely - 92231 Gennevilliers Cedex

ROUSSEL UCLAF

Un groupe d'envergure internationale

ROUSSEL UCLAF qui s'est donné pour vocation de mettre la science au service de l'homme et de la nature, est devenu l'une des plus importantes entreprises pharmaceutiques mondiales.

A cette vocation correspondent 3 domaines d'activités complémentaires :

- recherche fondamentale et appliquée
- fabrication de produits chimiques et de spécialités pharmaceutiques, diététiques, vétérinaires, agricoles, cosmétiques et de parfums.
- promotion et vente de ces produits en France et à l'étranger.

Son expansion continue, la diversité de ses activités et son rayonnement mondial permettent à ROUSSEL UCLAF de proposer aux jeunes diplômés des carrières attrayantes dans des disciplines scientifiques, industrielles, commerciales et de gestion.

STAND T3 - T4

I.S.I.T.

INSTITUT SUPÉRIEUR D'INTERPRÉTARIAT ET DE TRADUCTION

21, rue d'Assas - 75270 PARIS CEDEX 06

Forme en 4 ans après le baccalauréat :
interprètes de conférence, traducteurs et cadres trilingues pour les relations économiques internationales dans l'entreprise

EDHEC

ECOLE DE HAUTES ETUDES COMMERCIALES DU NORD

Établissement privé reconnu par l'État

58, rue du Port 59046 LILLE CEDEX
Tél. : 54.25.34

FORUM Stand T.50
Bureau des Élèves
Tél. : 57.32.85

L'UNION DES CAISSES NATIONALES DE SECURITE SOCIALE sera présente au Forum, stand T 69-80-82 pour informer sur :

LES EMPLOIS DE LA SECURITE SOCIALE

— RECRUTEMENT — FORMATION — PROMOTION —

مكتبة من الأصل

F&B

10, 11, 12 MAI

MINI-FORUM

DE

ECCO

La Redoute

1 Groupe
200 Magasins
6000 personnes

Leader de la vente par Correspondance
Agencement Cadres, 36 ans
Notre vocation : La Distribution

De dessin vous est offert par

سكوتيا الوطن

FORUM

ETUDIANTS ENTREPRISES

10, 11, 12 MAI

8 MINI-FORUM

Ces tables rondes sur les métiers, les carrières et les hommes dans l'entreprise, permettront aux visiteurs, lycéens et étudiants, de compléter l'information reçue sur les stands. Elles rassemblent des professionnels et des spécialistes pour débattre avec vous sur les thèmes suivants :

- MERcredi 10 MAI**
 - 10 h 30 « L'ingénieur de Production »
 - 14 h 30 « Un dialogue Étudiants-Entreprises. Pourquoi ? »
 - 16 h 30 « La femme dans l'Entreprise »
- JEudi 11 MAI**
 - 10 h 30 « L'Avenir du Marketing »
 - 14 h 30 « La CEE et la politique de l'emploi »
 - 16 h 30 « Tout savoir sur la Création d'Entreprises »
- VENdredi 12 MAI**
 - 10 h 30 « Le rôle des Conseillers d'Entreprises »
 - 14 h 30 « Comment trouver un premier emploi »

Ces mini-forum se tiendront dans la salle 32 A du niveau 3 du CIP.

FORUM et L'EXPRESS

vous prient de bien vouloir assister et participer à une CONFÉRENCE-DÉBAT, sur le thème :

« DE L'ENSEIGNEMENT A LA VIE ACTIVE »
« Ce que veulent les étudiants, ce que veulent les entreprises »
le JEUDI 11 MAI à 20 h 30 au PALAIS DES CONGRÈS.
Salle Havane - 5e niveau - Entrée Porte Maillot (PARIS 16e)

eap
ÉCOLE DES AFFAIRES DE PARIS
PROGRAMME EUROPÉEN D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE LA GESTION PLACÉ SOUS LE PATRONAGE DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE
Diplôme reconnu par l'Etat

L'ÉCOLE DES AFFAIRES DE PARIS, créée en 1973, appartient, au sein du CENTRE PARISIEN DE MANAGEMENT, au groupe des Grandes Ecoles de Gestion de la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS.

Trois années successivement à PARIS, OXFORD, DUSSELDORF

Admission par voie de concours pour :
— les candidats admissibles à HEC, ESCP OU ESSEC,
— les étudiants titulaires d'un DEUG ou d'un diplôme étranger équivalent.

EAP : 108, bd Malesherbes - 75017 PARIS - 766.51.34

La Redoute

1 Groupe
200 Magasins
8000 personnes
Leader de la vente par Correspondance
Age moyen des Cadres : 36 ans
Notre vocation : La Distribution

Au Forum, Ph. DUQUESNE et G. WILLETZ
Responsables du Recrutement et de la Formation des Cadres
vous accueilleront tous les jours.

D'autres Responsables (Directeur Général Adjoint, Directeurs, Chefs de Division...) vous informeront sur notre Société et les débouchés : avec eux, vous comprendrez pourquoi votre avenir et le nôtre peuvent se rejoindre.

en terminale... et après ?

Jeunes gens et jeunes filles, avec ou sans bac, c'est le moment du grand choix. Vous souhaitez un enseignement efficace, une formation conçue en relation directe avec les réalités de l'entreprise.

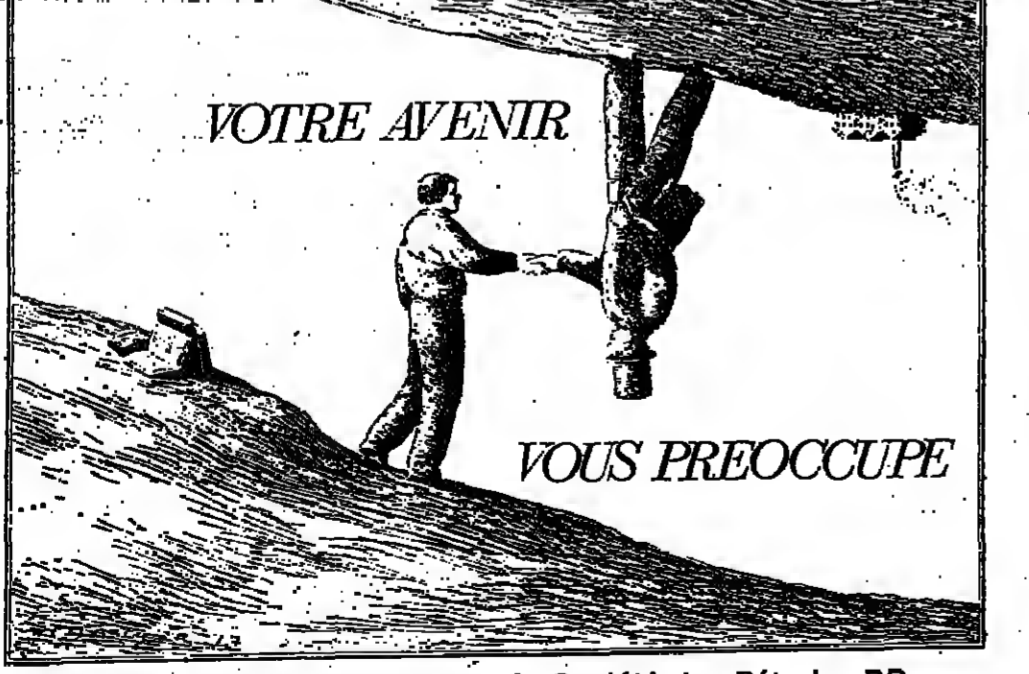
Préparez les professions du COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE A L'INDIC, ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR COMMERCIAL.

Durée des études : 3 ans. En deuxième année, présentation au B.T.S. de distribution, commerce et gestion commerciale ou de commerce international (Diplôme d'État). La troisième année spécialise les étudiants dans la direction des entreprises en général et dans la direction commerciale en particulier.

Tests d'entrée : 24 mai - 7 et 17 juin - 8 juillet 1978

idrac
Documentation gratuite : I.D.R.A.C. 14, rue de la Chapelle 75018 Paris - Tél. 295.83.19 - I.D.R.A.C. 30, rue de Fougèreau Sartrouville 94006 Montparnasse - Tél. 63.10.01

VOTRE AVENIR



VOUS PREOCCUPE

Ce dessin vous est offert par la Société des Pétroles BP.

ÉDUCATION

Pour que le B.E.P.C. n'empiète pas sur les vacances d'été Le Syndicat national des collèges appelle à la grève le 25 mai

Ce sont les modalités des épreuves du B.E.P.C. qui ont suscité le plus de débats au cours du congrès du Syndicat national des collèges (S.N.C.) réuni à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne) du 4 au 6 mai. Les quelque deux cent cinquante participants, représentant — selon les responsables — 35 000 professeurs et principaux de collèges autonomes, sont vivement opposés au report des épreuves du B.E.P.C. au mois de juillet. « Nous ne voulons pas que les enfants dévalorisés — ceux qui passent le B.E.P.C. — soient pénalisés par rapport à ceux qui pourront partir en vacances le 20 juin », a expliqué M. André Zillber, secrétaire général du S.N.C.

Les professeurs de collèges ne veulent pas non plus voir amoindri leur temps de vacances, « acquis irrévocablement », aussi vont-ils lancer un mot d'ordre de grève pour le 25 mai, afin de faire pression sur le ministère de l'Éducation pour qu'il « resserre » le programme de vacances. « Nous sommes toujours hostiles aux « ambiguïtés » de la réforme Haby, le S.N.C. a rappelé son attachement au système des « groupes de soutien progressif », plus souple que le « tronçon commun intégral » et moins hypocrite que « le collège unique à filières camouflées ». Mais la revendication principale du Syndicat reste la création d'un corps spécifique des profes-

seurs de collège. « Au collège unique, il faut un corps unique de professeurs et un corps unique de principaux », a souligné M. Zillber, en constatant que c'est en ce domaine que la disparité des grades et des traitements est « la plus forte ». « Nous souhaitons que le collège acquiert son unité, comme l'école primaire et le lycée », a ajouté le secrétaire général, pour qui la partition des établissements polyvalents doit être menée « coûte que coûte ».

LA SOCIÉTÉ DES AGRÉGÉS DÉPLORE LA DÉLIVRANCE AUTOMATIQUE DU B.E.P.C. AUX ÉLÈVES ADMIS EN SECONDE

Mauvais fonctionnement des nouvelles séries, anarchie des conseils de classe, B.E.P.C. dévalorisé, recrutement des certifiés et agrégés élargi, telles sont les constatations faites par la Société des Agrégés au cours de son assemblée générale, à Paris, les 5 et 7 mai. L'assemblée a déploré le « brassage systématique » des nouvelles séries et a demandé que l'on prévienne des horaires distincts pour le soutien et l'approfondissement.

Les agrégés souhaitent que le conseil des professeurs se réunisse avant l'entrée en classe, et demandent que le conseil de classe puisse modifier ses appréciations. Ils s'opposent à la délivrance automatique du B.E.P.C. aux élèves admis en seconde, et demandent le rétablissement de l'examen pour tous les élèves de troisième désireux d'obtenir le diplôme.

Enfin l'assemblée a déploré la « brutale diminution » des postes offerts aux concours du CAPES (3 250 contre 4 000 en 1977) et d'agrégation (1 200 au lieu de 1 600) et demandé l'arrêt de tous les accords sans concours aux corps des certifiés et agrégés.

Après la démission de M. Carassus M. BENNASSAR EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE-LE MIRAIL

(De notre correspondant régional.)
Toulouse. — M. Bartolomé Bennassar vient d'être élu président de l'université de Toulouse-Le Mirail (Toulouse-II), en remplacement de M. Emilien Carassus, qui avait pris la charge de cette université en avril 1976, lors des remous occasionnés par la réforme du deuxième cycle et qui vient de donner sa démission. M. Bennassar a obtenu 44 voix sur 58.

Estimant l'importance des tâches administratives imposées de sacrifier sur le temps consacré à l'enseignement et à la recherche, M. Carassus, en acceptant la tâche présidentielle, avait indiqué qu'il n'était pas dans ses intentions de l'assumer pendant la totalité du mandat. — L. P.

M. Bennassar est né le 8 avril 1928 à Nîmes (Gard). Agrégé d'histoire en 1952, il est assistant à la faculté des lettres de Toulouse en 1954, professeur titulaire d'histoire à la faculté des lettres de Toulouse en 1969. Il a consacré la plupart de ses travaux à l'histoire de l'Espagne et de l'Amérique latine.

Il est aussi l'auteur de trois romans, dont l'un a été porté à l'écran sous le titre de *Derrière Saint* (1976). M. Bennassar a été le collaborateur direct de M. Carassus comme premier vice-président en 1976-1977.

L'Union nationale des comités d'action lycéens (UNCAL) appelle les élèves à une journée de grève dans les lycées, le 11 mai, afin d'obtenir que l'organisation soit revue par le ministre de l'Éducation. M. Christian Beullac, l'UNCAL souhaite exposer ses revendications au ministre avant l'Assemblée nationale des comités d'action lycéens qui se réunira à Orsay les 30 et 31 mai.

SPORTS

FOOTBALL VAINQUEUR DE MONACO ET SOCHAUX Nice et Nancy disputeront la finale de la Coupe de France

Nice et Nancy disputeront samedi 14 mai au Parc des Princes, la finale de la Coupe de France de football.

L'A.S. Nancy-Lorraine a passé l'obstacle des demi-finales en infligeant aux joueurs de Sochaux une très lourde défaite : 5 à 0. Devant quelque 20 000 spectateurs enthousiastes, les Nanciens ont mené vivement leur affaire, imposant un rythme soutenu à leurs adversaires. Au bout d'un quart d'heure de jeu ils ont débordé la défense sochallienne, et ils ont vaincu le score, qui s'aggravait rapidement. L'ailier Olivier Rouyer, lui-même auteur de deux buts, a particulièrement animé une partie au cours de laquelle Sochaux, vainqueur en match aller par 1 à 0, ne sut guère se créer que deux occasions de marquer. Après un quatrième but, la dernière mi-temps a été presque entièrement à l'avantage de Nancy.

Le jeu a été beaucoup plus serré entre Nice et Monaco. Sur leur terrain, les Monégasques se montrèrent d'abord moins rapides que

leurs adversaires nizzards. Ils ont néanmoins ouvert le score grâce à une reprise de Noguès. Dans les buts, le gardien Etorri a détourné comme lors du match aller — deux fois — les tirs de Noguès. Toutefois il suffisait aux Nanciens, vainqueurs de la première rencontre par 1 à 0, d'égaliser pour se qualifier. Poursuivant leur pression en deuxième période, les équipiers de Jean-Marie Guillon devaient réussir grâce à Bjekovic. But contesté d'ailleurs, car l'avant-centre nçois s'est élanqué à la limite du hors-jeu. L'arbitre a néanmoins validé la marque. Le rencontre en est devenue houleuse, qui s'est émaillée de coups francs. Les Monégasques se sont rudes à l'assaut des buts nçois au cours des dix dernières minu-

tes. En vain. Bref, l'A.S. Monaco ne réussit pas le doublé championnat-Coupe comme en 1963. Et les Nanciens, déjà vainqueurs de la Coupe en 1952 et 1954, affronteront les Nanciens, qui accèdent pour la première fois à la finale.

● La Fédération internationale des footballeurs professionnels (FIFPRO), dont le nouveau président est M. J.-L. Janssen van Ray, a adopté une motion soulignant : « Consciente des difficultés tenant au respect des droits de l'homme en Argentine, la FIFPRO affirme le droit des joueurs participant à la Coupe du monde de pouvoir jouer en toutes circonstances de leur entière liberté d'expression et d'information. »

ANGLETERRE

OFFICE FRANÇAIS DE SÉJOURS CULTURELS ET LINGUISTIQUES dirigé par des membres de l'enseignement

3 SEMAINES ÉTÉ 78 de la 6^e à la Terminale PARIS-PARIS T.T.C. 1.990 F

Enseignement - Assurances Voyage Hébergement Cours Excursions Activités sportives

ÉCRIRE ÉTUDES ET LOISIRS

7, rue Sainte-Beuve, 75006 PARIS
Tél. : 477-19-68 - 548-62-68

L'ARIZONA

du 3 JUILLET au 16 AOÛT.

Le Centre d'études franco-américain à Fougueson-Lisieux organise un stage intensif d'anglais à l'Université d'Arizona. Hébergement dans les familles américaines, six heures de cours par jour. 1.000 F par semaine, pension et voyage inclus.

Les résultats qu'on obtient à Fougueson depuis 3 ans sont tout à fait exceptionnels.

Cl. Masson - « QUEST-FRANCE »
Tél. : (31) 31-22-01.

ESCRIME

Marie-Chantal Demaille trois ans après

En enlevant dimanche 7 mai, devant les meilleurs spécialistes mondiaux du fleuret le Challenge Jeanty, la Roumaine Marcella Moldovan (vingt-deux ans) a obtenu sa première grande victoire internationale. Le Roumaine a mérité cette consécration grâce à une technique en progrès et à une condition physique parfaite au service d'un esprit d'initiative très développé. Des qualités qui lui ont permis de dominer les trois Sovétiques « rescapés » en finale. Avec leur style caractérisé par la mobilité, la maîtrise technique, la coordination et la puissance, ces dernières issues d'une école qui domine le fleuret féminin au point d'avoir annexé quinze titres mondiaux par équipe en vingt ans, faisaient pourtant figure d'épouvantails malgré l'élimination prématurée — par Moldovan déjà — de la championne du monde individuelle Valentina Sitorova.

Si Marcella Moldovan paraît désormais promise à un brillant avenir sportif, le plus bel exploit du Challenge Jeanty 1978 est à mettre à l'actif de la Française Marie-Chantal Demaille. Championne du monde 1971, elle a pris une troisième place très méritée Sa dernière participation à la finale d'une épreuve de première catégorie remontait à mai 1973. Jugée alors atteinte par la limite d'âge — elle avait trente-trois ans — elle ne fut pas sélectionnée pour les championnats du monde de Budapest après quinze années en équipe de France.

Elle a renoué avec la compétition en janvier 1978 animée par cette formidable soif de victoire qui l'a toujours caractérisée. On connaît la suite : une troisième place, dimanche, loin devant les autres Françaises.

Marie-Chantal Demaille a sans aucun doute repris rang parmi les candidates à l'équipe nationale. Pourtant elle sait que ses chances d'aller à Hambourg (du 13 au 23 juillet) disputer les championnats sont pratiquement nulles. Les sélectionneurs ont axé leur politique sur les Jeux olympiques de Moscou. Ils lui préféreront vraisemblablement de plus jeunes candidates. Mais pour avoir démontré qu'une préparation physique et psychologique rationnelle permettait de reculer toutes sortes de limites, la conseillère technique de l'Isère restera un exemple à méditer pour les jeunes Françaises Brigitte Latrielle, Véronique et Pascale Trinquet, Véronique Brouquier et Christine Sakra.

JEAN-MARIE SAFRA.

CERCLE DE LA LIBRAIRIE

répertoire des livres au format de poche 1978



chez votre libraire

CITÉS GÉANTES

BUDAPEST: sur les rives du fleuve-roi

par MANUEL LUCBERT

Cité géanta ? Désigner ainsi Budapest est sans doute excessif. Mais la capitale de la Hongrie est une des plus grandes villes d'Europe de l'Est, certainement une des plus attachantes par son passé et par la charma qu'elle a conservé. Surtout, elle est exemplaire par les problèmes posés par son évolution depuis la guerre et les solutions qui ont été adoptées.

BUDAPEST. — Sans le Danube, Budapest n'aurait pas la moitié de son charme. Elle ne connaîtrait pas non plus le quart des difficultés qu'elle doit résoudre pour devenir une métropole moderne.

De toutes les grandes cités d'Europe centrale que le fleuve agrémente de son cours, la capitale hongroise est celle où il étale avec le plus de langueur et de majesté. A Bratislava, il coule, calme et distrait, presque distant, à Vienne et à Belgrade, il passe au large, dans les faubourgs, vivant dans l'esprit des hommes plus par sa légende que par sa présence. A Budapest, il est le fleuve-roi. Souverain, hochant, il traverse la ville de part en part, descendant du nord vers le sud avec une lenteur étudiée et tout s'ordonne autour de lui : la cité épouse ses courbes, l'activité des hommes se règle sur les contraintes qu'il impose.

La plus dynamique des villes danubiennes : ce titre de gloire, pour Budapest, est aussi une servitude. Surtout à une époque où les flux humains dépendent étroitement d'une motorisation envahissante.

Les ponts de Budapest n'of-

frent pas seulement aux poètes un motif d'apparement inépuisable de rivières. Ils représentent pour les responsables municipaux, certes un motif de fierté — en 1945, les Allemands dans leur fuite les firent tous sauter et il fallut patiemment les reconstruire après la guerre, — mais aussi, et de plus en plus, un objet de cauchemar. Plus d'un tiers des automobiles privées enregistrées en Hongrie sont concentrées dans la capitale. Si l'on ajoute le trafic des poids lourds — Budapest est par excellence une ville de transit entre les Balkans et les Alpes — et, dès le printemps, le flot des touristes (plus de douze millions l'an dernier, pour une population en temps normal de deux millions d'habitants dans la capitale et de dix millions et demi dans l'ensemble du pays), on obtient de magnifiques embouteillages. Et revenir à la technique constante, comme dans l'Antiquité, à traverser le fleuve dans des ponts de cuir n'est tout de même pas, à l'ère du transport de masse, une solution.

Dès les temps les plus reculés — des témoignages archéologiques attestent un peuplement sur ces rives à partir du deuxième, voire du troisième millénaire avant notre ère — le Danube a exercé sur les populations la fascination d'un aimant et joué le rôle d'un barrage, d'une ligne-frontière. Si les habitants actuels de Budapest sont les descendants de tribus turco-magyars venues de l'est, il y a environ mille ans, pendant longtemps c'est de l'ouest qu'accoururent des peuplades plus ou moins bien intentionnées, irrésistiblement attirées par l'espace de la plaine pannonienne. Toutes ces migrations vinrent inmanquablement buter sur la voie d'eau.

coup, Budapest devient, un peu comme Vienne, sa sœur jumelle, la tête hypertrophiée d'un corps trop petit. Situation encore aggravée après la deuxième guerre mondiale, lorsque, en 1950, la nouvelle administration populaire décida de créer le Grand-Budapest : sept villes et seize communes périphériques fusionnent avec la capitale, dont la superficie s'étend désormais sur 520 km². La population s'élève à 1,8 million d'habitants. A cette époque, dans un pays encore largement agricole et souffrant toujours des dévastations de la guerre, Budapest fournit plus de la moitié de la valeur de la production industrielle nationale.

Aujourd'hui, la capitale hongroise regroupe encore un cinquième de la population du pays et un quart des salariés de l'industrie, mais sa part dans la production industrielle ne représente plus qu'un tiers de l'ensemble. Ce progrès sensible est le résultat d'une politique de décentralisation mise en œuvre par les autorités à partir de 1960. La période de reconstruction éle-

ment le sujet est abordé à Városház, cet ancien hôtel des Invalides transformé en musée, semblerait indiquer que les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances. Rien d'étonnant à cela : pour un habitant de Budapest, quitter la capitale, fût-ce pour aller s'installer à cent kilomètres de là, est un déchirement, un véritable exil. Mille stratagèmes sont inventés pour tourner les règlements et éviter une mutation en province. Le Budapestois est passionnément attaché à sa ville, et on le comprend. Comment ne pas aimer ces rues grouillantes d'animation, l'atmosphère de bazar qui règne dans les magasins du centre ? Comment ne pas être sensible à cette sorte de poignante mélancolie qui se dégage dans les vieux quartiers de Pest où les murs lépreux et la couche de suie noire qui recouvre les façades ajoutent encore à la tristesse d'un certain abandon ?

Quels sont les résultats de cette politique ? Alors que le nombre des salariés d'usine n'avait cessé d'augmenter jusqu'en 1960, il a commencé à diminuer à partir de 1968. En dix ans, la réduction est de cent mille personnes. Mais cela ne signifie pas pour autant un déplacement de population vers la province. Une partie des salariés concernés se sont recyclés sur place dans le tertiaire. D'autres, des banlieusards vivant dans cette ceinture de quarante-deux villes et villages qui entourent la capitale, ont trouvé un nouvel emploi plus près de leur domicile. La relative prudence avec la-

veaux flux d'une circulation qui, sans eux, irait engorger le cœur de la cité. Le quartier entièrement moderne situé autour de la place Ors Ezer, à l'est de la ville, illustre bien cette conception. Aux abords de la place, un centre commercial géant est actuellement en construction. D'une superficie de près de 20 000 mètres carrés, il desservira les quelque cinquante mille habitants logés dans les blocs environnants. S'y ajouteront un ensemble culturel comprenant cinéma, théâtre, clubs de muséologie et un grand parc de stationnement. Grâce au terminus de la ligne de métro est-ouest qui assure la correspondance avec un train de banlieue et plusieurs lignes d'autobus, la place est déjà devenue un nœud de communications important.

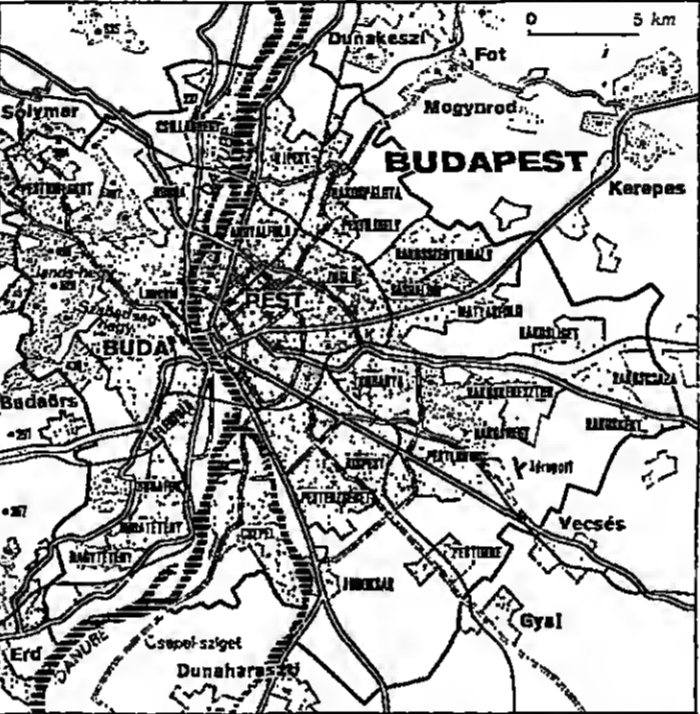
Cette politique est encore trop récente pour mesurer son effet stabilisateur. Pour ce qui est du cadre de vie, le résultat est plutôt mitigé. La monotonie et l'uniformité, malgré quelques recherches louables, n'ont pu être évitées. « Atterriz-vous habiter ici ? » a-t-on nous demandé à l'architecte qui nous faisait visiter le quartier, « J'aimerais de la vie », eut-il l'honnêteté de reconnaître. Il vit, quant à lui, dans un grand appartement individuel situé sur l'une des collines résidentielles de Buda.

L'une des conditions de la réussite de ce plan général d'ur-

banisation est en tout cas la réalisation parallèle d'un plan de développement des transports. Pour lutter contre l'encombrement grandissant de Belvaros, la ville intérieure, diverses mesures élémentaires ont été prises : dernières années : transformation de certaines voies en rues piétonnes, déplacement des dépôts de marchandises vers la périphérie de la capitale. Cette décision s'est révélée particulièrement judicieuse. Il y a encore un an ou deux, environ 10 % de la valeur de tous les stocks de la ville étaient entreposés dans le centre. La situation était alarmante. Les poids lourds amenant la production directement dans les arrondissements jusqu'au cœur de la cité. La livraison à domicile entraînait d'autres déplacements.

Mais il existe aujourd'hui, à Budapest, une voiture pour dix habitants. Dans vingt-cinq ans, la proportion, prévoit-on, sera de trois pour dix — comment éviter que ce flot ne se déverse dans les arrondissements du centre ? La décongestion, estiment les responsables des transports, passe par :

— l'équipement des sous-centres, l'encouragement de la formation parking-rail (le stationnement sur les parcs périphériques étant gratuit, le développement du réseau du métropolitain et la construction de nouveaux ponts (trois d'ici 1990).



mentale terminée (97 % des usines avaient été détruites ou démontées pendant la guerre, nous a dit un responsable), l'énorme concentration ouvrière à Budapest et autour de la capitale devient vite un sujet de préoccupation pour les autorités. Le déséquilibre avec la province déshéritée est trop flagrant et, en période de crise (comme en 1968), les risques d'explosion en sont facilités.

Four des raisons politiques et économiques, le gouvernement décide donc d'encourager une certaine décentralisation. En invitant la nécessité de protéger l'environnement, on incite ou on oblige des usines particulières (par exemple une fabrique de caoutchouc) à déménager. On agit de la même façon envers des établissements situés dans des quartiers à densité humaine élevée. En même temps, le gouvernement pratique

les effets sur les conditions générales de vie : alors qu'il y a trente ans 60 % des logements de la capitale n'avaient pas le moindre confort (souvent même pas l'eau courante), aujourd'hui, cette proportion est tombée à moins de 30 % et, en tout cas, nous a-t-on assuré, l'eau a été amenée pratiquement partout. L'actuel plan quinquennal prévoit l'achèvement de 90 000 à 95 000 appartements supplémentaires, dont un tiers par l'Etat. Pourtant, le nombre des demandeurs de logement (actuellement cent trente mille) risque d'augmenter. Cet éclatement de la famille traditionnelle est le désir d'une meilleure qualité de la vie accroissent les besoins. Autre aspect, plus récent, du développement urbain : le découpage de la capitale, à partir de critères socio-économiques et culturels, en six grands secteurs. L'idée est née au début de la décennie. Cette division n'a aucune valeur administrative. Elle vise à faire les six nouveaux sous-centres des pôles d'attraction pour le commerce et les loisirs et à créer ainsi de nou-

Six grands secteurs

Les autorités municipales ne se dissimulent pas l'état de dégradation de certaines parties du centre historique. Un plan de rénovation à long terme (jusqu'en l'an 2000) a été adopté en 1970 par le conseil des ministres. Il prévoit la restauration des bâtiments les moins endommagés (la grande rue Rakocsi avec son alignement de maisons repeintes l'an dernier en divers tons pastels en est un exemple), un programme de réhabilitation, c'est-à-dire de modernisation et d'aérialisation de plusieurs quartiers, et enfin la reconstruction complète d'autres secteurs.

Mais, il y a trente ans les priorités étaient bien différentes. Les trois quarts des appartements avaient été détruits ou gravement endommagés pendant la guerre, et il s'agissait en premier lieu de loger la population. De 1947 à 1970, environ deux cent cinquante mille appartements furent construits.

Deux fois plus, avouent les responsables, que pendant l'entre-deux-guerres. Dix-sept centes d'habitation ont été créés depuis 1960. Cet effort a eu des

Un réseau de transports long de 1 000 km

Actuellement, le réseau de transports publics s'étend sur près de 1 000 kilomètres, dont 630 pour les autobus, 230 pour les tramways, 115 pour les trains urbains et seulement 18 pour le métro. Le réseau est assez dense affirment les responsables mais il a besoin d'être amélioré en rapidité, en confort et en sécurité. C'est pourquoi l'ordre d'importance des moyens de transport va être renforcé. Aujourd'hui, autobus et tramways réalisent environ les trois quarts du trafic passager. D'ici l'an 2000, cette proportion doit être inversée au profit du métro et du train urbain. L'extension du métro engouffrerait presque la moitié des crédits affectés aux transports dans la capitale pour le quinquennat en cours : 11 milliards de florins sur 25 milliards. 11 kilomètres de lignes nouvelles doivent être achevés d'ici à 1980 et 70 autres jusqu'à la fin du siècle. Le réseau des trains urbains sera, pour sa part, doublé d'ici cette date. Certaines rames desserviront des gares situées jusqu'à 40 kilomètres du centre.

être terminé. La deuxième solution a été finalement retenue.

Sur la place Moscov, où commence le chantier, un panneau illustre le programme des travaux. La date de remise de l'ouvrage est fixée au 20 novembre. Un habitant du quartier qui nous a entendus parler français nous interpelle : « Mais vous ne savez pas, ils auront fini le 7 novembre, c'est la fête de la Révolution ! C'est étudié pour ! » Je ne risque à demander : « Mais la nuit, les travaux ne vous gênent pas ? » « La nuit ! s'exclame-t-il, nous savez ce qu'ils font les ouvriers ? Ils font comme moi, ils dorment. »

Il reste dans cette ville suffisamment d'humour pour lui conserver son caractère humain.

Un métro en 1896

Il faut attendre le milieu du siècle dernier, très exactement l'année 1896, pour qu'un ouvrage d'art, le fameux pont des Chaines (Lanckhidi), enjambe les quelque 300 mètres séparant Buda, la ville haute à l'ouest, de Pest, la ville basse à l'est. Budapest connut alors pendant une cinquantaine d'années un développement impétueux. Au tournant du siècle, elle était devenue un centre commercial et industriel animé, ce permettant même le luxe de posséder le premier métro d'Europe. La ligne, longue de 3,500 kilomètres, fut inaugurée le 2 mai 1896 par l'empereur François-Joseph en personne, à l'occasion de l'ouverture de l'Exposition du Millénaire.

Epidémies, incendies, inondations retardèrent la reconstruction. Mais la ville a des atouts : située au carrefour des routes menant de Transylvanie à Vienne et de l'Adriatique à la Baltique, elle entame son essor commercial vers le milieu du XVIII^e siècle. Les guerres napoléoniennes favorisent indirectement l'activité des marchands grecs, serbes, moldaves, installés dans la place. En 1890, Budapest compte sur son territoire actuel cinquante-quatre mille habitants. Sa véritable croissance, qui fera d'elle l'une des grandes cités européennes à la veille de la première guerre mondiale, démarre toutefois quelques décennies plus tard.

C'est aussi pendant cette période, en 1872-1873, que la capitale hongroise adopta définitivement le nom de Budapest, après la réunion, sur le plan administratif, de ses trois parties constitutives originelles : Óbuda (vieux Buda) sur la rive droite, à l'ouest consistant sur l'emplacement de l'ancien camp romain d'Aquincum, nom formé à partir d'une appellation celtique antérieure, Ak-Ink, signifiant riche en eau, la citadelle de Buda et, de l'autre côté, Pest, la ville sombre, la ville des marchands, des juifs et des déclassés. Aucun obstacle ne s'opposait désormais à l'extension de la cité. Car tel était le caractère de cette ville : née sur la rive occidentale du Danube, elle ne pouvait s'agrandir en raison de la configuration des lieux — présence du mont Gellert et de la chaîne de collines de Városház, Szemlőhegy, Janos-hegy, etc. — qu'en s'étendant vers l'est. Or l'expansion industrielle très dynamique de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle exigeait sans cesse plus d'espace.

Sous l'impulsion d'un bâtisseur infatigable, le comte Istvan Széchenyi, l'urbanisation engagée par l'architecte Johann Hild s'accéléra : les édifices publics de style romantique, puis ecclésiastique, succédèrent aux façades classiques de la période précédente ; théâtres, halles, riches maisons privées, ornent la ville. Aux Grands Boulevards s'ajoutèrent plus tard, les Felsővezérváros, tracés sur la ligne des anciens remparts, des voies radiales sont ouvertes, cinq ponts, après le Pont des Chaines, sont lancés par-dessus le Danube ; deux sont réservés au trafic ferroviaire. La ville prend la configuration en forme d'aile de papillon qui est encore la sienne, tel était le caractère de cette ville : née sur la rive occidentale du Danube, elle ne pouvait s'agrandir en raison de la configuration des lieux — présence du mont Gellert et de la chaîne de collines de Városház, Szemlőhegy, Janos-hegy, etc. — qu'en s'étendant vers l'est. Or l'expansion industrielle très dynamique de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle exigeait sans cesse plus d'espace.

« Pendant plus de cinq siècles, la Hongrie a été un pays semi-colonial : presque cent cinquante ans d'occupation turque et quatre cents ans de domination des Habsbourg. Cela explique bien des choses en matière d'urbanisation économique. » Cette présentation de l'histoire que nous a faite un édile municipal n'est pas entièrement fautive. Elle n'est pas non plus tout à fait exacte. Lorsque les Turcs sont chassés définitivement en 1686, il ne reste de Buda, c'est vrai, qu'un monceau de ruines fumantes. En dehors du café, devenu la boisson nationale des Hongrois, leur séjour n'aura légué à la postérité que quelques établissements de bains, au demeurant fort recherchés aujourd'hui encore. A la fin du XVIII^e siècle, Buda, Pest et Óbuda ne comptent guère à elles trois que six milia à sept mille habitants.

- ENQUÊTES PRÉCÉDENTES : Chicago (11 janvier 1978) ; Los Angeles (18 janvier) ; Tokyo (25 janvier) ; Londres 1^{er} février ; Moscou (8 février) ; Chonghat (15 février) ; Lagos (22 février) ; Coloutta (1^{er} mars) ; Le Coire (8 mars) ; Téhéran (15 mars) ; Abdjon (22 mars) ; Barcelone (29 mars) ; Lima (5 avril) ; Bogota et Mexico (12 avril) ; Milan (19 avril) ; Hambourg (26 avril).

LOTO c'est pas cher. Image of a woman holding a lottery ticket.

vente directe aux particuliers 20% de remise de caisse. tapis d'orient aux entrepôts Atighetchi. 9, rue Léon-Jouhaux (angle Yves-Toudic), place République.

LES RESSOURCES EN PÉTROLE UN CRÉDIT ALARM. LE TELEPHONE ELECTRONIQUE APPAREIL CLASSÉ BIEN TOT MODÈRE. POUR LA SCIENCE éditon française de SCIENTIFIC AMERICAN

هكذا من الأصل

Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Sauver les races domestiques en péril

La disparition d'espèces sauvages inquiète, à juste titre, les amis de la nature et les écologistes, mais on a très peu parlé, jusqu'à présent, des menaces de disparition qui pèsent sur certaines races de nos espèces domestiques. Or il s'agit bien dans les deux cas du même phénomène, à savoir l'appauvrissement de notre patrimoine biologique.

Des généticiens de l'Institut national de la

LES causes de la disparition de certaines races sont diverses, mais la transformation générale du secteur agricole en est, à coup sûr, la cause principale. L'agriculteur accède peu à peu au statut d'homme économique, ce qui entraîne la disparition de certaines races. Les points de vue sont divergents. Les points de vue sont divergents. Les points de vue sont divergents.

recherche agronomique (INRA) et des zootechniciens, il y a quelques années, ont commencé à parler de ce risque. Un certain nombre de races ont déjà disparu : ainsi, par exemple, le porc limousin, les bovins de la race bordelaise ne sont plus que des souvenirs. Une vingtaine des soixante races françaises actuelles des espèces bovine, ovine, caprine et porcine sont présentement menacées de disparition et ne comptent plus que quelques centaines ou quel-

ques milliers de têtes. C'est le cas de la race bretonne pie noire, originaire par sa rusticité, son petit format et l'ancienneté de son implantation en Bretagne. Une étude effectuée en 1975 prévoyait la disparition de cette race vers 1980 si rien n'était fait. Cinq autres races (race bovine d'Aubrac, chèvre poitevine) se trouvent dans une situation préoccupante, car leurs effectifs décroissent rapidement.

Parmi les autres espèces, citons la race bretonne pie noire, originaire par sa rusticité, son petit format et l'ancienneté de son implantation en Bretagne. Une étude effectuée en 1975 prévoyait la disparition de cette race vers 1980 si rien n'était fait. Cinq autres races (race bovine d'Aubrac, chèvre poitevine) se trouvent dans une situation préoccupante, car leurs effectifs décroissent rapidement.

lorsque de la race (races plus anciennes, ou populations à partir desquelles elle a été constituée), ses aptitudes actuelles dans les conditions d'élevage contemporaines et une certaine connaissance de son polymorphisme biochimique (fréquences des différents groupes sanguins dans la race, protéines du sérum du lait, etc.).

Certains estiment qu'il ne faut conserver que les races « en péril » à vocation originale fournissant des produits originaux demandés par les consommateurs. Cela est insuffisant si les races sans « créneau » actuel se réduisent à des races très utiles dans cinquante ans, du fait de certaines aptitudes insoupçonnées ou actuellement non prises en compte.

En dehors de ces justifications d'ordre rationnel et technique il existe d'autres raisons, d'ordre philosophico-politique, de conserver les races en péril. Vouloir que ces races, qui sont presque toujours des races régionales, subsistent, c'est aussi revendiquer la reconnaissance du droit à la différence.

Un inventaire des races menacées de disparition a été entrepris au ministère de l'Agriculture avec la collaboration de divers organismes et les pouvoirs publics ont consacré depuis deux ans des crédits à la conservation de dix-sept races domestiques, dont dix font l'objet d'un programme de conservation bien structuré. Chaque éleveur sousscrit au programme et accepte un certain nombre d'obligations (conservation des jeunes femelles, respect du plan d'accouplement, etc.), avec, en contrepartie, des avantages financiers destinés à compenser le manque à gagner dû à l'entretien de cette race, par rapport à des races plus productives et le coût de la gestion particulière de la population.

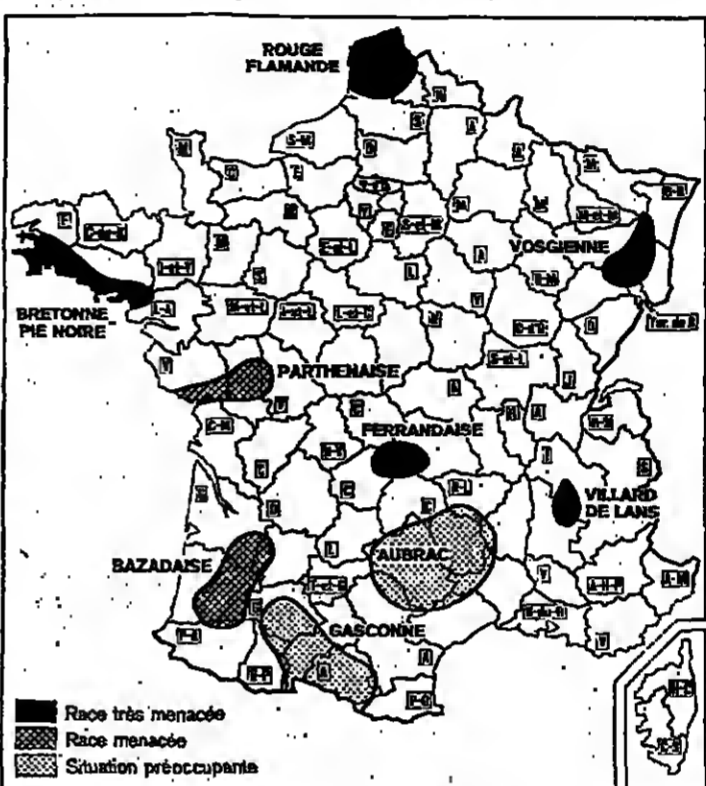
Les méthodes de gestion génétique des populations de petits effectifs, respect du plan d'accouplement, etc.), avec, en contrepartie, des avantages financiers destinés à compenser le manque à gagner dû à l'entretien de cette race, par rapport à des races plus productives et le coût de la gestion particulière de la population.

LA GESTION DES ESPÈCES DE PETITS EFFECTIFS

La gestion des races domestiques de petits effectifs se fixe un double but : la limitation de la dérive génétique pour conserver tous les gènes et la limitation de la consanguinité. La dérive génétique se produit dans les populations de petits effectifs, car le nombre de reproducteurs à chaque génération étant limité, il se produit une fluctuation aléatoire de la fréquence des différents gènes dans les cellules sexuelles, certains gènes pouvant même disparaître. La consanguinité, elle, est la conséquence de l'accouplement d'individus apparentés. Or les individus d'une population sont d'autant plus apparentés que la taille de la population est petite. La méthode mise au point par l'Union nationale des livres génétiques et l'INRA est fondée sur la répartition des animaux en un certain nombre de « familles » d'après la généalogie connue de chacun d'entre eux. La constitution de ces familles est réalisée à l'aide de programmes mathématiques, qui maximisent la parenté interfamiliale et minimisent la parenté intrafamiliale. Les accouplements sont ensuite planifiés de manière à minimiser l'accroissement de la consanguinité.

Vous savez, compte tenu de l'évolution rapide des modes d'élevage, de quels types d'animaux nous aurons besoin au vingt et unième siècle. Or, il est probable que les races en péril portent dans leurs chromosomes des gènes originaux ou des associations de gènes originales, qui pourraient apparaître comme très intéressants dans des conditions d'élevage que nous n'imaginons pas. Si l'on suppose, par exemple, que certaines régions s'orienteront vers une extensification de l'élevage, on voit bien la nécessité de conserver des gènes favorisant la rusticité (aptitude à consommer des fourrages très grossiers, résistance au froid, à la chaleur, à la marche, aux maladies, etc.).

Les races bovines menacées



Dans certains cas, la situation est très grave (éleveurs très âgés, nombre réduit d'animaux âgés, etc.) et il faudra sans doute se résoudre à regrouper les animaux de la race menacée dans des exploitations agricoles gérées par des collectivités, par exemple les parcs naturels régionaux, dont ce pourrait être une des missions. Ils contribueraient ainsi à une tâche d'intérêt général et dématérialiserait des animaux originaux.

Si l'on s'en tient aux arguments de nature génétique, à l'exclusion des arguments philosophiques ou même affectifs, il est possible à la limite d'envisager la conservation de races en péril sans conserver d'individus vivants de ces races. Le stockage du sperme de taureau permettrait la reconstitution de la race par croisement d'absorption à partir de femelles quelconques, inséminées avec les spermatozoïdes congelés. Trois à quatre générations successives seraient nécessaires et cela prendrait un temps assez long, environ une quinzaine d'années. La congélation sur longue durée d'œufs fécondés de la race à

conservé permettrait une reconstitution plus rapide de la population, mais elle n'est pas encore assurée d'une réussite absolue. L'utilisation de ces méthodes artificielles (conservation de spermatozoïdes congelés et d'œufs congelés) n'exclut pas de toute façon la nécessité de la conservation d'un certain nombre d'animaux vivants.

Conserver des gènes sans conserver les animaux

Depuis une dizaine d'années, des recherches sont conduites dans différents pays (Canada, États-Unis, Grande-Bretagne et plus récemment France) sur les mammifères domestiques, dans le but d'augmenter artificiellement le nombre de descendants des femelles ayant un niveau génétique élevé, afin d'assurer une meilleure diffusion du progrès génétique acquis sur les femelles. En effet, les mâles peuvent avoir un grand nombre de descendants, par saillie naturelle ou insémination artificielle, il n'en est pas de même des femelles, dont le nombre de produits est normalement limité. Ces recherches, qui ont porté sur l'espèce bovine, se sont révélées très fructueuses et l'on sait maintenant prélever de très jeunes embryons sur une vache « donnesse » de haut niveau génétique, et les transplanter avec un pourcentage de réussite notable sur des vaches « receveuses » assurant seulement la gestation. Ces dernières peuvent être de n'importe quelle race, mais doivent être synchronisées avec la femelle « donnesse », du point de vue du cycle sexuel. Les vœux qui naissent sont bien entendus de la race de la « donnesse », si celle-ci a été fécondée avec de la semence d'un taureau de sa race. Des études sur la congélation des embryons prélevés sur les « don-

neuses » ont été entreprises au Canada, en Grande-Bretagne et en France, et les résultats se révèlent encourageants. Si la méthode de congélation des embryons devient réellement opérationnelle, elle présentera un très grand intérêt du point de vue du maintien des races en péril, qui pourraient alors être conservées « in vitro », sous forme d'embryons décongelables et transplantables à n'importe quel moment. Il faudrait encore être sûr que la survie des embryons congelés dans l'azote liquide peut se maintenir pendant de nombreuses années.

On procède comme suit : 1) On induit une polyovulation chez la vache « donnesse » par l'injection d'hormones de stimulation ovarienne. 2) Les embryons sont alors prélevés à l'âge de quatre-cinq jours (stade morula) ou à l'âge de dix jours (stade blastocyste), soit par voie chirurgicale mineure, soit par aspiratoire à travers le col de l'utérus à l'aide d'un cathéter. Ils sont transplantés, sur le receveuse, dans un délai de six heures, et selon les mêmes processus. D'après l'INRA, la méthode non chirurgicale (prélevement et inoculation par cathéter à travers le col de l'utérus) permettrait, à partir d'une donnesse ayant subi une seule polyovulation, d'obtenir 1,5 descendant vivant. Plusieurs polyovulations pouvant être déclenchées sur une même vache « donnesse » dans une année, il est possible d'imaginer que l'on obtiendrait par an six à huit veaux de cette donnesse. Des techniques de congélation des embryons dans l'azote liquide, à -196 °C, ont été mises au point depuis un an. Poëga, en Grande-Bretagne, a obtenu huit veaux vivants à partir de douze embryons de six jours congelés, prélevés et transplantés par voie chirurgicale. Les taux de réussite, pour des embryons de dix jours, prélevés et transplantés par voie non chirurgicale, ne sont que de 20 %. Il s'agit dans les deux cas d'embryons qui sont restés congelés pendant une courte période, mais on manque de recul pour affirmer le maintien de la vitalité des embryons, après un blocage du métabolisme qui aurait duré de nombreuses années. On sait cependant que le pouvoir fécondant des spermatozoïdes de taureau, congelés à -196 °C, ne s'atténue pas sensiblement sur une longue période, et l'on dispose dans ce cas d'un recul de plus de vingt ans. C'est là un élément favorable, mais il est prématuré, en l'état actuel des choses, d'affirmer qu'il en sera de même pour des embryons constitués de plusieurs centaines de cellules.

Accroître la productivité

Les méthodes modernes d'amélioration génétique mises au point par le département de génétique animale de l'INRA sont fondées sur le traitement statistique de données quantitatives exprimant les caractères et performances des animaux. Elles sont généralisées en France vers 1970, après la loi sur l'élevage de 1966, et ont aussi largement contribué à l'évolution de la composition raciale du cheptel. Ces méthodes, dont la finalité première est l'accroissement de la productivité individuelle des animaux, demandent à être conduites à grande échelle sur des effectifs importants et relativement homogènes, ce qui conduit à préférer moins d'intérêt aux races de petit effectif. Au contraire, la sélection empirique pratiquée auparavant ne tirait pas son efficacité du nombre. Elle laissait place à des options modestes, mais plus diversifiées, même si, a posteriori, certaines de ces options apparaissent peu justifiées (sélection sur des particularités morphologiques « décoratives » frisées ou caractères de race).

Les pouvoirs publics n'ont pas cherché à freiner la diminution du nombre des races. M. Quittet, inspecteur général de l'Agriculture, décédé depuis, avait émis dans les années 50 une politique de races bovines qui a inspiré le ministère jusqu'à ces dernières années. Il estimait qu'il aurait été vain de vouloir s'opposer à des évolutions jugées inéluctables, qui, de surcroît, s'avaient nécessaires pour sau-

ve-tir l'élevage français de son état de sous-développement et pour augmenter les productions animales. Il préconisait au contraire d'intervenir pour accélérer la régression et la disparition des races en déclin, afin d'aboutir à une restructuration du cheptel en quelques grandes races, sur lesquelles il serait possible de travailler.

Une race domestique peut disparaître selon quatre processus différents, d'ailleurs non toujours exclusifs les uns des autres : 1) Disparition des animaux de la race, du fait du remplacement dans l'élevage, par une autre race (cause économique ou sanitaire) ou disparition pure et simple des élevages (exode rural) ; 2) Absorption progressive de la race (race A) par une autre race plus productive (race B) ; par croisement d'absorption, le cheptel de race A dérive progressivement vers un cheptel de race B. Les femelles A sont croisées avec des mâles B, puis les femelles de type génétique (A x B) sont à nouveau croisées avec des mâles B, etc. Le porc blanc de l'Ouest a ainsi progressivement disparu, absorbé par le porc landrace. L'insémination artificielle, dans l'espèce bovine, a largement favorisé ce processus, puisque l'éleveur se voit offrir préférentiellement des semences de races « en vogue » ; 3) Les méthodes d'élevage compromettent le renouvellement en reproducteurs : la technique dite de « croisement industriel »

LES RESSOURCES EN PETROLE: UN CRI D'ALARME
Avant l'an 2000, l'offre de pétrole ne pourra plus satisfaire la demande.

LE TELEPHONE ELECTRONIQUE: L'APPAREIL CLASSIQUE BIENTOT MODIFIE
Utilisation des circuits intégrés, va transformer très prochainement bon nombre de ses fonctions.

et des articles sur la fabrication de l'ATP par les cellules, la réduction de traînée hydrodynamique, les leptons lourds, l'organisation du travail, les échanges d'énergie dans un écosystème forestier, les techniques du XVI^e siècle dans la peinture de Bruegel; les jeux mathématiques de Marin Gardner, les expériences d'amateur

POUR LA SCIENCE
édition française de SCIENTIFIC AMERICAN

MAI - n° 7 - en vente chez les marchands de journaux

ENQUÊTE
ve-roi

sports long de 1 000

LOTO
c'est pas cher

directe
agriculteurs

0%
l'orient

ux entrepôts
tighatchi

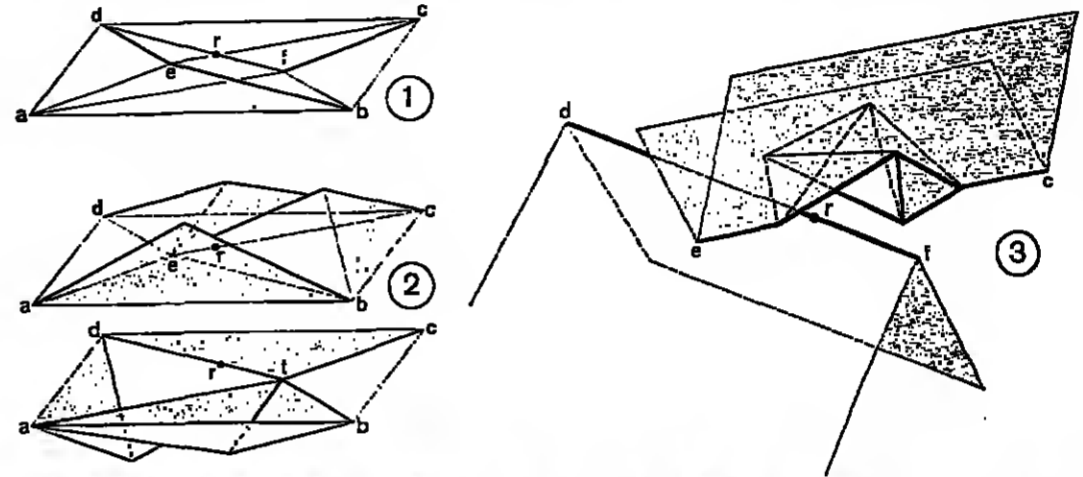
LA DÉCOUVERTE D'UN MATHÉMATICIEN AMÉRICAIN

Quand le polyèdre devient flexible

Cela pourrait être un problème de Pierre Berloquin : construire un polyèdre (1), dont toutes les faces sont des triangles rigides, et qui est cependant déformable. On n'engagera pas le lecteur dans cette recherche. Jusque'en 1976, c'était un problème insoluble, et on pensait qu'il le resterait. Pourtant, on avait eu l'impression de l'impossibilité de déformer un polyèdre convexe à faces rigides — c'est-à-dire un polyèdre où tous les sommets sont saillies vers l'extérieur, sans aucun creux.

On connaît cependant des structures flexibles, et en 1987 le mathématicien Ericard publiait un mémoire sur « La théorie de l'octaèdre articulé ». On peut déduire de cet « octaèdre » moyen d'éviter le blocage grâce à une petite « fossette ». Il a démontré l'existence d'un polyèdre à faces rigides, et pourtant flexible, ayant dix-huit sommets. On pouvait très aisément réduire le nombre des sommets à onze, et avec un peu d'ingéniosité à neuf. D'autre part, on a démontré l'existence de polyèdres déformables ayant sept sommets ou moins. Reste le cas de huit sommets, ouvert aux amateurs de problèmes mathématiques difficiles.

Le point de départ est illustré sur la figure 1, supposée formée de barres indéformables. On constate facilement qu'on peut, sans changer la longueur des barres, soulever les deux sommets *e* et *f* au-dessus du plan des quatre autres sommets —



La première figure représente l'« octaèdre » de Ericard dans une configuration presque aplatie, les arêtes *ce* et *cf* posées immédiatement au-dessous des arêtes *de* et *df*, respectivement. Dans la figure 2, on a remplacé les faces triangulaires de sommets *e* et *f* par de petites pyramides pointant respectivement vers le haut et la base. Ce remplacement est inutile pour les faces *cd* et *bd* et n'a donc pas été fait. En collant les deux parties de la figure,

on obtient presque un polyèdre ; la seule difficulté est que la droite *ce*, qui est au fond de vallée, passe au-dessous de la droite *df*, qui est une arête de montagne. Il y a donc inter-pénétration des faces. Celle-ci est évitée par la fossette de la figure 3 qui permet d'interrompre la droite *ce* et de faire, dans le fond de la vallée, une sorte de dos d'âne qui permettent de passer au-dessus de *df*.

un polyèdre presque déformable, puisqu'il n'y a blocage qu'en un seul point. C'est au cours d'un séjour en France, à l'Institut des hautes études scientifiques (I.H.E.S.), le Bures-sur-Yvette, que le mathématicien américain Robert Connelly a étudié à nouveau le problème et trouvé le

qu'il dans l'opération se déplaçant légèrement et ne restent pas strictement coplanaires. On obtient ainsi l'octaèdre de Ericard, qu'on peut décrire comme formé de deux pyramides de sommets *e* et *f*, ayant toutes deux pour bases le quadrillage *abcd*. Mais il ne s'agit pas d'un vrai polyèdre ; si on matérialise les faces, on constate que certaines s'interpénètrent, par exemple les triangles *ebc* et *fad*.

en termes plus précis signifie qu'on peut changer la forme de la surface sans modifier la longueur d'aucune arête tracée sur cette surface. Plusieurs théorèmes ont déjà été démontrés, qui précisent les classes de surfaces flexibles, donnent des conditions d'impossibilité, ou même utilisent l'existence attendue de ces surfaces flexibles pour attaquer des problèmes apparemment très éloignés. Et de nombreuses généralisations sont possibles à commencer par l'étude des polyèdres flexibles en géométrie non euclidienne.

M. A.

Trop d'électrons au CERN

Dix photographies vont-elles remettre en cause la théorie des particules ?

Ce sont dix belles photographies prises dans la chambre à bulles « Gargamelle » du CERN. On y voit un trait qui part tout seul, quelque part en bas de la photographie, et monte bien dans l'axe. Puis il s'incurve en une spirale de plus en plus serrée, on même temps que naissent sur son parcours d'autres traits parallèlement éprouvés. Pour un boîtier, ce pourrait être un iris, un glorieux, ou quelque autre plante à longues feuilles quittant tangencieusement le tige.

Pour le physicien, c'est tout bêtement un électron. Un de ces nombreux électrons atomiques présents dans les 12 mètres cubes de liquide que renferme Gargamelle — on n'écrit pas ici leur nombre, il y faudrait plus de trente chiffres. Cet électron a été heurté par une de ces particules invisibles — des neutrinos — qui entrent dans Gargamelle. Il a reculé tout droit sous le choc, puis a tourné peu à peu dans le champ magnétique qu'un énorme aimant impose à la chambre à bulles, laissant derrière lui un sillage de bulles microscopiques qui matérialisent sa trajectoire. Au passage, il a heurté quelques autres électrons atomiques, qui sont devenues les feuilles de cette étrange plante. Ce pourrait être un événement banal. Il ne l'est nullement : pour observer ces dix photographies, il a fallu en analyser cent quarante mille. Mais le drame, c'est que dix est encore beaucoup trop. Tous calculs faits et relevés, on aurait dû trouver n'importe quel nombre entre zéro et quatre — le chiffre théorique est 1,7. Cinq ou six, c'est déjà beaucoup, dix c'est vraiment trop. Les méthodes de la statistique autorisent évidemment le nombre dix, comme tout autre, mais la probabilité est bien faible. C'est à peu près celle de gagner le gros lot à la Loterie nationale.

L'expérience prouve qu'on gagne parfois à la loterie. Et plusieurs théoriciens espèrent actuellement que cette bonne — ou plutôt mauvaise — fortune est arrivée aux expérimentateurs du CERN, et que les cent vingt mille photos qui restent encore à dépouiller n'apporteront aucun « événement » supplémentaire. Dix électrons sur le total, ce serait encore un peu trop, mais bien plus aisément attribuable aux fluctuations statistiques.

Mais ce n'est pas le cas, et le résultat du premier lot est confirmé par les suivants, il va falloir modifier tortamment la théorie. C'est après tout le métier des théoriciens. L'ennui est que l'heur est facile de diminuer le nombre théorique de 1,7 électron, il est au contraire très malaisé de l'augmenter. L'ennui est que la théorie qu'il faut profondément changer, et peut-être complètement abandonner, est le « modèle » de Weinberg-Salam — que l'on considérera comme la grande percée théorique des dix dernières années. Et par un étrange hasard, c'est pratiquement le même équipe du CERN qui avait, en 1973, donné la première confirmation importante du modèle de Weinberg-Salam en découvrant les « courants neutres ». (Le Monde du 31 octobre 1973) et fait passer ce modèle du rang de construction théorique honorable à celui de grand espoir de la physique des particules.

Ce modèle est une théorie des interactions faibles. On désigne ainsi une « force » qui s'exerce sur le plupart des particules,

mais est souvent masquée par deux forces beaucoup plus intenses : l'interaction forte, qui lie les constituants du noyau, et l'interaction électromagnétique qui lie les électrons atomiques au noyau, et qui est la seule des trois à obéir à des lois bien connues.

Les neutrinos — il y en a deux espèces, et aussi deux anti-neutrinos — sont les seules particules à ne connaître que l'interaction faible. De ce fait, ils réagissent très peu avec la matière : le télescope de neutrinos du CERN, s'il était dirigé vers le bas, traverserait la Terre de part en part en étant à peine atténué. Les réactions de neutrinos sont donc peu fréquentes, mais elles ont l'énorme intérêt de renseigner directement sur l'interaction faible.

Un caractère unificateur

L'une des premières observations faites est que la probabilité qu'un neutrino interagisse avec un atome donné est proportionnelle à l'énergie du neutrino. Le physique des neutrinos n'a véritablement commencé qu'avec les très grands accélérateurs, après 1950. Jusque'à l'an passé, les physiciens ne disposaient au CERN que d'accélérateur bombardant des protons d'une énergie de 28 GeV ; on pouvait, à partir de ces protons, créer des neutrinos dont l'énergie atteignait rarement 10 GeV. La mise en service d'un nouvel accélérateur, le S.P.S., qui donne des protons de 400 GeV, a permis d'avoir aussi des neutrinos bien plus énergétiques. Ceux qui furent envoyés sur la chambre à bulles Gargamelle avaient en moyenne une énergie de 25 GeV, mais l'énergie de certains pouvait atteindre 300 GeV. Les possibilités de réaction étaient de ce fait très augmentées. Pour la première année de fonctionnement du S.P.S., les expériences de neutrinos, d'ailleurs, ont bénéficié d'une priorité, justifiée par cette croissance avec l'énergie des probabilités de réaction.

Cette croissance fait problème, car elle ne peut durer indéfiniment, une probabilité étant par définition comprise entre 0 et 1. Or, la théorie qu'on faisait vers 1950 prévoyait une croissance indéfinie et accrout de plusieurs autres incohérences. En 1967, l'Américain Steven Weinberg et, indépendamment, le Pakistanais Abdus Salam proposèrent une formulation d'un type nouveau. Quelque années plus tard, le Néerlandais Hooft démontra que leur modèle évitait toutes les incohérences et qu'il pouvait être la théorie, et non un simple modèle approximatif et provisoire.

Mais c'est en 1973 que vint la confirmation majeure. Toutes les études de neutrinos alors menées montrèrent des réactions où le neutrino disparaît pour se changer en une particule, électron ou muon, qui porte une charge électrique. Le neutrino a donc emprunté une charge électrique à l'atome sur lequel il a réagi. Le modèle de Weinberg-Salam prévoyait d'autres réactions, où le neutrino ne change pas de nature — ce qui rend l'observation difficile puisque le neutrino ne laisse pas de traces de son passage. Et, comme on l'a dit plus haut, c'est au CERN, sur Gargamelle, qu'une équipe menée par le physicien français André Lagarrigue, décédé depuis,

découvrit ces réactions sans échange de charge — ou pour employer le langage assez obscur des physiciens, à « courant neutre ».

Le modèle de Weinberg-Salam, autre son pouvoir prédictif que l'expérience a confirmé dans plusieurs autres domaines, a aussi un caractère unificateur assez fascinant. Il relie en effet l'interaction faible à l'interaction électromagnétique, beaucoup mieux connue ; bien que le seconde soit des milliards de fois plus forte que la première, toutes deux apparaissent comme deux aspects d'une même réalité. On étend ainsi à l'interaction faible un type de théories, dites de jauge, dont relèvent aussi bien l'électromagnétisme que le théorème étonnant de la gravitation (la relativité généralisée). On a aussi quelques raisons de penser qu'une théorie du même genre pourrait décrire l'interaction forte. Le modèle a donc une grande importance épistémologique, qui eût été en lui-même bête à dire, mais remplie par une des nombreuses variétés qu'on a construites depuis quelques années.

C'est pourquoi les dix photographies qui viennent d'être obtenues au CERN sont cruciales. Elles paraissent imposer une remise en cause profonde du modèle de Weinberg-Salam et ruinent peut-être les espoirs d'unification qu'il avait fait naître.

L'expérience qui les a fournies est le prolongement direct de l'expérience de 1973 qui découvrit les « courants neutres ». Elle utilise la même chambre à bulles, Gargamelle, et plusieurs des expérimentateurs participant déjà à l'expérience de 1973. La seule différence est dans l'énergie des neutrinos, bien plus grande puisqu'ils sont créés à partir du nouvel accélérateur de 400 GeV. Ces neutrinos interagissent dans Gargamelle avec des noyaux d'atomes, beaucoup plus rarement avec des électrons. Le modèle de Weinberg-Salam — et d'autres théories envisageables sont sur ce point équivalentes — permet de calculer combien de réactions on doit observer. L'expérience confirme la théorie pour les réactions sur des noyaux, mais pour les électrons, elle donne un nombre — dix — qui, bien que faible, est six fois trop grand. En d'autres termes, on trouve que le nombre de réactions neutrino-électron augmente plus vite que l'énergie ; ce qui est à peu près incompatible avec toutes les spéculations théoriques. Il semble donc apparaître un phénomène nouveau, sur lequel personne n'a encore d'idées nettes.

En face d'une découverte aussi troublante, la réaction usuelle, et saine, est un certain scepticisme. Mais les trente-cinq physiciens qui, après plusieurs mois d'analyse, viennent de publier ce résultat ne sont pas des amateurs. Ils ont commencé par faire — et par refaire — toutes les objections qu'ils ont imaginées. Il est donc pas facile d'attaquer le résultat, et celui-ci est pris assez au sérieux pour que d'autres groupes d'expérimentateurs aient entrepris de le vérifier. On devrait dans deux ou trois mois savoir si les dix photographies de CERN sont un caprice de la statistique, ou si la nature vient, sans crier gare, de lâcher un de ses secrets.

MAURICE ARVONNY.

En toute logique

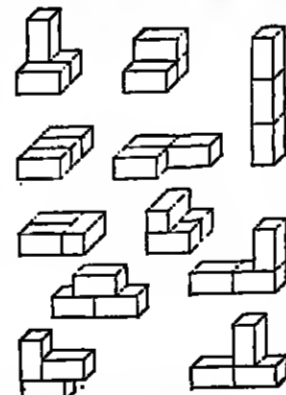
ÉCHECS EN COULEURS

PROBLÈME N° 118

On entreprend de colorier les cases d'un échiquier. De combien de couleurs a-t-on besoin, si l'on veut pouvoir passer un roi n'importe où sans qu'il soit capable de rejoindre deux cases de même couleur en un seul déplacement ?

Solution du problème n° 118

On dénombre onze manières d'assembler trois bâtonnets, sur le figure. Mais elle ne se limitent à onze que si l'on suppose implicitement que les assem-



blages ne doivent pas faire apparaître des longueurs inférieures au côté du carré de base. Si l'on pense autre à cette interdiction, il y a une infinité d'assemblages.

On remarque également qu'une des figures n'est pas obtenue à partir d'un assemblage de deux bâtonnets.

PIERRE BERLOQUIN.

MEDECINE Pharmacie

- Septembre
- Recyclage scientifique
- Octobre-Janvier
- Préparation PCEM 0
- Soutien au PCEM 1

I.P.E.C. 46, Rue St Michel, 75006 Paris

033 45 87 632 84 23 329 03 75

abonnement annuel 2000 francs

documentation sur demande

ENERGIE SOLAIRE ACTUALITES

Deux fois par mois des informations concrètes, brèves, précises, des faits, des chiffres, des adresses.
Dans chaque numéro, les rubriques : Recherches, Installations et Projets, Chiffres et prévisions, Adresses utiles, Vie des sociétés, Nouveautés techniques, Documentation, Librairie, Etudes de marché, Congrès-expositions, Journées d'études.

ABONNEMENT D'ESSAI (6 mois) : 110 F — édition anglaise : 140 F

ABONNEMENT D'UN AN : 330 F — édition anglaise : 520 F

E.S.A. 254, rue de Valenciennes, 75740 Paris cedex 15. Tél. 822.27.10.

Ce soir nocturne jusqu'à 22 h 30

FOIRE DE PARIS

« LA FÊTE AUX IDÉES »

Samedi 29 AVRIL - Lundi 15 MAI

10h - 19h. Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22h30

L'encyclopédie scientifique de l'Univers

ses caractéristiques sont uniques au monde

la terre les océans l'atmosphère

78F

vient de paraître

La terre les océans l'atmosphère

gautier-villars

NOUS SOMMES un important LABORATOIRE, filiale d'un groupe pharmaceutique international situé à Paris Nord-Ouest.

NOUS PROPOSONS, au sein de la Direction Pharmaceutique, un poste de COORDINATEUR DU DÉVELOPPEMENT PHARMACEUTIQUE pour :

- suivre les programmes de développement des nouveaux produits,
- participer à la constitution et au dépôt des dossiers AMM et SS,
- assurer le conformisme des fabrications et contrôles usine avec les dossiers fabricants, en collaboration avec la Direction Médicale et la Direction Marketing.

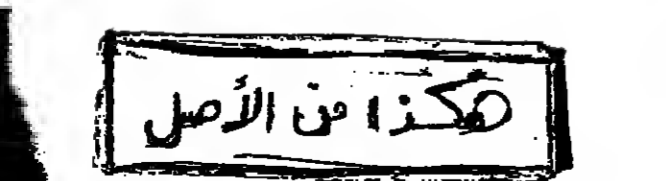
NOUS RECHERCHONS un

PHARMACIEN (H ou F)

possédant :

- une expérience dans un poste similaire,
- le sens de l'organisation et du contact humain,
- la pratique courante de l'anglais.

Envoyer CV + photo et rémunération actuelle ou souhaitée, à HAVAS CONTACT, 156 Bd Hausmann-75008-PARIS. No 13262 M qui transmettra.



سكزنا الوطن

DES TECHNIQUES
CIENS AMERICAIN
ient flexible

LA 31^e ASSEMBLÉE DE L'O.M.S.

L'organisation veut donner la priorité à la lutte contre la sous-alimentation

Genève. — La 31^e assemblée de l'Organisation mondiale de la santé s'est ouverte, lundi 8 mai, au Palais des Nations à Genève... De notre correspondante

Des mesures contre le paludisme

L'examen de la production des médicaments essentiels et la stratégie de la lutte antipaludique figurent parmi les principales préoccupations qui devraient retenir l'attention de l'Assemblée.

CORRESPONDANCE

Le véritable « inventeur » de l'insuline

Le professeur I. Fiol, membre de l'Académie des sciences médicales de Roumanie, membre correspondant de l'Académie de médecine de Paris, nous adresse la lettre suivante...

L'insuline en 1917 pour que la priorité de la découverte de l'insuline soit remise à l'ordre du jour par Jan Murray en Angleterre et par moi-même dans la conférence d'ouverture aux Journées de diabétologie de Paris en 1971.

La Coisse nationale d'assurances-maladies des salariés et la Coisse d'assurances-maladies de la région parisienne ont obtenu gain de cause dans l'action en rétro-questions engagée contre le syndicat des chirurgiens-dentistes de Paris...

Préparation à l'entrée en Médecine (et PHARMACIE-DENTAIRE) Siège académique de pré-nombré en octobre en année préparatoire NEUILLY ou QUARTIER LATIN CEPES Compagnon libre de professeurs 137, rue St-Léon, 92 Sully 7224141 ou 7518113

AUX JOURNÉES NATIONALES DE DIÉTÉTIQUE

Les femmes enceintes doivent éviter la maigreur autant que l'excès de poids

Marseille. — Alimentation et diététique de la femme enceinte... De notre correspondant

Tout se passe comme si la future maternité exigeait, ont estimé les congressistes, une « réserve énergétique ». Alors que l'embryon humain ne dépasse pas la taille d'une abeille et que ses besoins sont minimes, la femme enceinte accumule des réserves de graisse...

De notre correspondant... Les différents éléments de risque

Les congressistes se sont aussi préoccupés des maigreurs pathologiques pré-existantes ou apparaissant en cours de grossesse. Les études menées sur cette question montrent que, dans la majorité des cas, il existe, durant la grossesse, une sorte « d'état de choc » (sans doute favorisé par l'abondance de la sécrétion hormonale) et qui limite considérablement les « accidents ».

À l'aide de trente-cinq cas recensés dans dix mille dossiers puisés à la maternité de Port-Royal, à Paris, entre 1973 et 1977, le docteur L. Schneider a montré que chez des femmes atteintes de maigreur pathologique (poids initial inférieur de 25 % au poids idéal), il n'apparaissait pas chez les patientes ni chez leurs nourrissons de risques obstétricaux ou neurologiques particuliers. Les nouveau-nés accusaient seulement un poids de naissance inférieur de 400 grammes à la moyenne (3 800 grammes contre 4 200), leur mise au monde nécessitant plus fréquemment l'utilisation des forceps. Mais la prise de poids de la mère reste voisine de la moyenne.

« Les maigres constituent un cas extrême de terrain initial sur lequel une grossesse évolue normalement sous l'effet d'influences génétiques », a conclu le docteur

Schneider. Tel n'est pourtant pas l'avis de tous et notamment du professeur Papiernik qui ne partage pas cet optimisme, s'appuyant sur une étude statistique effectuée sur six mille cinq cents enfants nés à Malmö (Suède). Les deux-tiers des enfants âgés de cinq à six ans devenus intolérants aux maigres cérébraux se retrouvent dans un groupe dont le poids de naissance à terme était inférieur à 2 900 grammes. « Chez une femme maigre, il y a un risque d'hypotrophie de l'enfant, de même qu'il existe une relation entre la faiblesse du poids de la mère et les malformations cardiaques et foetales. La maigreur est un élément de risque », a répété le professeur Papiernik.

Il est vrai qu'elle peut être combattue en cours de grossesse. Certaines femmes, d'allure continue à « manger pour deux ». D'autres, au contraire, ont une prise de poids dépassant 13 kilos, soit encore accompagnée de diabète. Les risques de l'obésité gravidique, soit congénitale, soit occasionnelle (avec une prise de poids dépassant 13 kilos), sont encore accompagnés de diabète. Les risques de l'obésité gravidique sont de doubler chez la mère et de tripler chez le fœtus le risque de complications possibles à l'accouchement. Quoi qu'il en soit, la majorité des congressistes ont insisté sur les risques que présente le surpoids, mais prônant les atterrissements et les édulcorants de synthèse, sans exception.

Cette surveillance des obèses est d'autant plus impérative que leur état pèse sur la santé future de l'enfant, ainsi que l'a montré le docteur Richard Combes « Les gros bébés ont plus de chances que d'autres (deux fois et demi) de devenir de gros adultes ». D'où l'importance capitale de bonnes habitudes nutritionnelles qui doivent être prises dès la naissance. Et même avant, si l'on écoute le pédiatre (professeur Colquet, de Marseille), puisque l'état staturé-pondéral du nouveau-né est conditionné par son alimentation in utero, par sa mère jéposée.

JEAN CONTRUCCI

Vacciner tous les enfants contre les maladies courantes

Insistant sur la nécessité d'une répartition équitable des ressources consacrées à la santé, le directeur général de l'O.M.S. a précisé que l'objectif essentiel de l'organisation devrait être de faire accéder, d'ici l'an 2000, tous les habitants de la planète à un niveau de santé qui leur permettra de mener une vie socialement et économiquement productive. Il prévoit par conséquent une priorité aux programmes de santé essentiels, c'est-à-dire la lutte contre la sous-alimentation ainsi que la vaccination avant 1990 de tous les enfants du monde contre les « maladies courantes ».

Pour sa part, M. Siome Tapa, ministre de la santé de Tonga, qui a été élu à la présidence de l'Assemblée mondiale de la santé, a déclaré : « Il est prouvé que les progrès réalisés par les acquisitions de la science et de la technique, les besoins fondamentaux d'un quart de la population mondiale, les besoins de santé de ces milliards de personnes, demeurent insatisfaits ».

ISABELLE VICHNIAC.

La bibliothèque du futur. base, aviation, navigation, topographie, statistiques.

Une révolution de Texas Instruments. Le module préprogrammé enfichable (5.000 instructions disponibles). Jeu du nombre mystérieux, vérification de relevés bancaires, conversions, etc. Les points-clés du module de base : Mathématiques (12 programmes), Calcul matriciel, fonctions complexes, fonctions trigonométriques complexes, calcul d'un polynôme, etc.

Sauvage. VOTRE PAYS EN 1789. EN LETTE PARTOUT.

CLUB RSV Réussir Sa Vie... Pour l'ouverture de ses bureaux parisiens, RSV le nouveau Club de Rencontres offre une adhésion d'UN AN aux 80 premières personnes qui lui rendront visite. CLUB RSV uniquement sur rendez-vous : 387.75.19 une prestation de qualité 12, rue de Rome, 75008 PARIS

CARNET

Réceptions

— A l'occasion de la visite en France de la délégation du groupe parlementaire Mongolie-France, M. Bab-Ochiryn Gokov, ambassadeur de la République populaire de Mongolie, a offert une réception le lundi 8 mai.

Naissances

— Catherine et Robert ARDETTI saluent à Michèle la joie d'annoncer la naissance de
Cyrille, le 7 mai 1978, à Maisons-Laflite (Yvelines).

— Anne et Jacques CHAPPEL ont la grande joie de faire part de la naissance de
Julien, le 2 mai 1978, à l'Hôtel-de-Ville, 73000 Chambray.

— Mme Jeanne HENGY fait part de la naissance de son arrière-petit-fils
Sacha, chez Alain et Nelly Zurbachen, 15, Willadweg, 4010 Bernex/Suisse, 4132 Muttens.

— Jean-François LIONNET, Annie (née Vité) et Emmanuelle ont la joie d'annoncer la naissance de
Christina, le 10 avril 1978, 108, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

— M. Patrick PRINCEPIN et Mme, née Betty Guilleux, ainsi que Françoise ont la joie d'annoncer la naissance de
Martine, le 23 avril 1978, 32, La Gaillarderie, 78200 Nohay-le-Roi.

Décès

BERNARD DUFAY
Nous osons la mort de M. Bernard DUFAY, directeur général honoraire des Eaux et Forêts, officier de la Légion d'honneur, décédé le 6 mai 1978, à Besançon, en France, à l'âge de 83 ans, après une longue et honorable carrière. M. Bernard Dufay fut, par ailleurs, président de l'Association des maires des communes forestières du Massif Central et président de la Fédération des communes forestières françaises (de 1954 à 1974), président du Conseil supérieur de la chasse et du Conseil supérieur de la pêche (en 1946), président du Comité de bois de la commission économique pour l'Europe des Nations unies (en 1947).

— On nous prie d'annoncer la mort de
Mme Edmond BAUER, née Renée Kahl, survenue le 5 mai 1978 à son domicile, 6, place du Panthéon, dans sa quatre-vingt-quatorzième année. De la part de M. et Mme Edmond Bauer et leurs enfants, M. et Mme Jean-Pierre Baner et leur fille, M. Michel Baner, et de leurs amis. Les obsèques auront lieu le mercredi 10 mai, à 10 h. 45, au cimetière du Montparnasse, entrée principale. — Chevrières (Loire).

Mme Victor de Boisieu, Petite Sœur Chantal-Noëlle de Jésus, M. et Mme Jean-Jacques de Boisieu et leurs enfants, M. Philippe de Boisieu, M. et Mme Bruno de Boisieu et leurs enfants, M. et Mme Alain de Boisieu et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M. Victor de BOISSIEU, survenu le 5 mai 1978, dans sa soixante-dix-septième année. La cérémonie religieuse aura lieu mardi 9 mai, à 15 heures, en l'église de Chevrières (Loire) et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Chamond. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Sa famille annonce le rappel à Dieu de
M. Paul BON, le 6 mai 1978, dans sa soixantième année. Les obsèques seront célébrées en l'église Notre-Dame-de-la-Faix de Caluire, le mercredi 10 mai, à 16 heures. Le présent avis tient lieu de faire-part. 8, rue Jean-Pellet, 69300 Caluire.

A L'HOTEL DROUOT
Mercredi
VENTE
S. 1. - Obj. art et ameubl. 18^e et 19^e.
S. 2. - Import. ecc. instrum. music.
S. 3. - Bijoux, montres.
EXPOSITIONS
S. 7. - Argent, métal. Extr.-Orient, art nègre, maquettes bâsanes.
S. 8. - Dessins, tableaux Modernes.
S. 12. - Beaux meubles.

15.000 SUICIDES PAR AN EN FRANCE
S.O.S. AMITIE
va prochainement offrir de nouveaux postes de secours téléphoniques contre le désespoir et le suicide.
Pour envoyer son action, L'EQUIPE DE S.O.S. AMITIE RECHERCHE DES BÉVOLÉS POUR ÉCOUTER
Pour rejoindre notre effort, écr. BP 111, 93170 BAGNOLET

— L'association Economie et Humanisme. Le Comité de rédaction de la revue, Le personnel du Centre d'études, ont le plaisir de faire part du décès de
M. Paul BON, secrétaire général du Centre d'études de 1955 à 1975, administrateur de la revue, survenu à Lyon le 6 mai 1978.

— Rosette Coria, Raoul Curjel et la famille, Guy Brabant et la famille, Raymond Aglion et la famille, M. et Mme Bruno Casal et leurs nombreux amis, ont la profonde douleur de faire part du décès de
Henri CUREL, survenu tragiquement le 4 mai 1978, à l'âge de soixante-trois ans. L'inhumation aura lieu le jeudi 11 mai, à 14 h. 30, au cimetière du Père-Lachaise à Paris (entrée principale). Cet avis tient lieu de faire-part.

— Ses camarades, Les démocrates qui partageaient ses opinions et ses idées, ont la douleur de faire part du décès de
Henri CUREL, inégalement assassiné le 4 mai 1978 à Paris, et appelé tous les démocrates à exprimer leur indignation et leur solidarité en assistant aux obsèques qui auront lieu le 11 mai, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de l'Annonciation (entrée principale). (Le Monde du 6 mai.)

— M. et Mme Marcel Durand, Claudine Durand et ses enfants Eric, Christophe, François, Cécile et Emmanuel, ont la douleur de faire part du décès de
Jean-François DURAND, rappelé à Dieu dans sa quarante et unième année. Une célébration religieuse aura lieu à Marseille, en l'église Saint-Cannat, mercredi 10 mai, à 16 heures, afin que ces amis puissent joindre leurs prières aux vôtres. L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part. Château Bovin, Espagnac-Gare, 13018 Marseille.

— M. et Mme Vassili Karist ont la douleur de faire part du décès de
Mlle Pierrette FERREAN, leur marraine. Cet avis tient lieu de faire-part. 181, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

— M. et Mme Michel Ollant, Dominique, Michèle, Marc et Claire, Mme veuve Marie Gillant, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
Eric GILLANT, leur fils, frère, petit-fils, neveu et cousin, survenu accidentellement le 4 mai 1978, à Labenne (Landes), à l'âge de vingt ans. La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 10 mai 1978, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Valenciennes, où l'on se réunira. Le présent avis tient lieu de faire-part. 7, avenue du Petit-Parc, 94300 Vincennes.

— Eymoutiers, le Rivière au Saigneur.
Le vicomte et la vicomtesse Guy de L'Hermite, Alain, Eugène et Benoît, ont la douleur de faire part du décès de
Mlle Yvonne LE GUALES de la VILLENEUVE de MEZAUBRAN. Les obsèques auront lieu le mercredi 10 mai 1978, à 15 heures, en la Collégiale d'Eymoutiers. — Condoléances à l'église.

— M. Jean Lemoiné, François, Sylvie, Patricia, Les familles Lemoiné et Gaillier, ont la très grande douleur de faire part du décès, survenu le 6 mai 1978, de
Mme Jean LESHOINE, née Odile Gaillier. A l'âge de quarante et un ans. Le service religieux aura lieu le mercredi 10 mai, à 15 heures, en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-Laye. La cérémonie sera suivie de l'inhumation au Nouveau-Cimetière, 29 ter, rue Franklin, 78100 Saint-Germain-en-Laye. — Varambon.

Mme Erika Le Sourd, Ses filles Betty, Catherine, Pauny, Barthelemy, M. André Le Sourd, M. et Mme Cito Betsch, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
Eric LE SOURD, survenu le 29 avril 1978, à l'âge de seize ans. Ses funérailles ont été célébrées le lundi 8 mai, à 14 h. 30, en l'église de Varambon par Pont-d'Ain (01160). Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le Havre, Pucelabon, Montpellier, et Mme Eric Soisson, Ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
Mme le docteur Ariette SOISSON, de la Faculté de médecine de Montpellier, survenue le 29 avril 1978. L'inhumation a eu lieu à Pucelabon, le 29 avril 1978. 5, rue d'Edreville, 76600 Le Havre. Le Fort, 34180 Pucelabon.

Erasmus
— Dans l'avis relatif au décès de M. René RENUCCI, il a été omis de mentionner le domicile du défunt, 10, rue Saint-Lazare, 75008 Paris.

Communications diverses

— Les anciens du 152^e bataillon de transmissions désirent créer une amicale. Celle-ci sera ouverte à tous les anciens de tous grades. Tous ceux qui sont intéressés sont priés d'entrer en contact avec : M. Joseph Prétage, Bifontaine, 86400 Corceux; ou avec : M. Roland Freyburger, 168, rue de Beaufort, 68200 Mulhouse.

— Bi-centenaire de la mort de Voltaire. 1978. « Renan devant Voltaire », conférence par Jean Balou, professeur agrégé, sous la présidence et avec la participation de René Fomoun, professeur à la Sorbonne. Société des études renaniniennes (président : M. Etienne Wolff), Collège de France, jeudi 11 mai, 17 h. 15, salle VIII.

— L'Assemblée générale ordinaire de l'Association professionnelle des anciens élèves de l'École de psychologie professionnelle aura lieu le 20 mai 1978, à 14 h. 30, à l'Institut catholique de Paris.

Visites et conférences

MERCREDI 10 MAI
VISITES OUVERTES ET PROJE-MADRES. — 15 h. 16, rue de Birague; « La place des Vosges » (M. de La Roche), entrées limitées.

15 h. 3, rue Maiber; « Les synagogues de la rue des Bouchers: le couvent des Blancs-Manteaux » (A. travers Paris).
19 h. 77, rue de Valenciennes; « Hôtel de Brion: musée Rodin » (Mme Ferraud), entrées limitées.

15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Vaccier; « L'hôtel Laurus » (Mme Bager).
18 h. 45, entrée de l'exposition; « Exposition Cézanne au Grand Palais » (Paris et son histoire).
18 h. 15, 133, rue Saint-Martin; « Le Centre d'art moderne Beaubourg » (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES — 13 h. 16 et 20 h. 13, rue de la Tour-des-Dames; « Conscience cosmique et méditation transcendantale », entrée libre.

18 h. 15, 35, rue de Sévres, M. le rabbin A. Cherkroun, M. le professeur R. Chaine; « Jésus, pour le juif et le musulman » (Fraternité d'Abraham).
18 h. 30, 25, rue Bergère, M. José Thomas Zuber; « Les lois de l'évolution créatrice » (l'Homme et la Connaissance).

20 h. FIAP, 30, rue Cabanis, M. José Lara; « L'émulation des tensions physiques émotives et mentales » (Institut Synthèse).
20 h. 30, Domaine Médica, 20, boulevard de Latour-Maubourg, M. Yves Dinaud; « Exposé et séance de psychanalyse; l'obsession; la phobie ».
20 h. 30, palais de Chailion, salle de cinéma du Musée de l'Homme, M. Jean Jamin; « Le monde senoufo, mosaïque de populations et nébuleuse culturelle ».

20 h. 45, 181, boulevard Saint-Germain, M. Fernand Delarue; « L'instinct raciale » (Conférences de l'Oasis), entrée libre.

Un SCHWEPPE'S Lemon sans pulpe? Un « Indian Tonic » sans bulles? C'est impossible.

RELIGION

Invité à Dublin par des protestants

Mgr LEBEVRE CRITIQUE LES EVÊQUES IRLANDAIS ET LE VATICAN

Dublin (A.F.P.). — Mgr Marcel Lefebvre, l'archevêque dissident français, s'est rendu à Dublin, le 8 mai, sur l'invitation des étudiants en théologie de Trinity College, membres de la minorité protestante de la République d'Irlande. Dans une première allocution, Mgr Lefebvre a critiqué une déclaration récente des évêques irlandais reconnaissant que l'état n'est pas dans l'obligation de proscrire la vente des contraceptifs (« Le Monde » du 8 avril). Mgr Lefebvre a déclaré que s'il était un évêque irlandais, il protesterait contre la contraception car elle mène, selon lui, à la « mort de la foi ». D'autre part, il a accusé le Vatican de promouvoir le « libéralisme » et de soutenir le communisme, particulièrement en Italie. Il a affirmé à nouveau que M. Aldo Moro avait joué le rôle d'agent du Vatican pour parvenir à un compromis avec les communistes.

Dans le diocèse de Beauvais

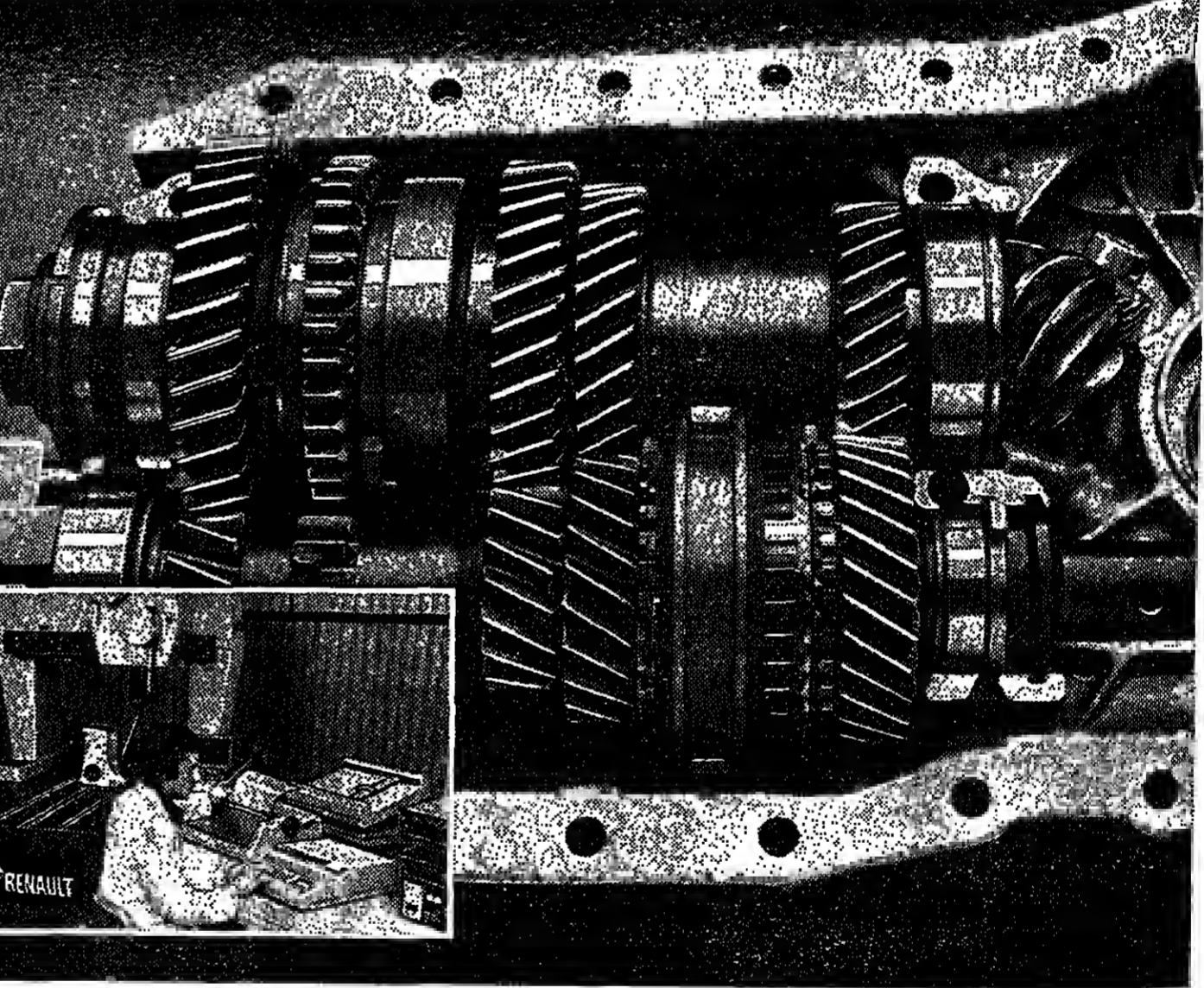
LES PRÊTRES PROTESTENT CONTRE LE SECRET ENTOURANT L'ENQUÊTE SUR LE « PROFIL » D'UN NOUVEL EVÊQUE

La coutume s'est établie qu'avant de nommer un évêque dans un diocèse, l'évêché fasse procéder parmi les fidèles à une enquête indiquant le « profil » souhaitable du nouveau titulaire. Cette procédure fonctionne tant bien que mal. Plus tôt mai que bien si l'on en juge par les réactions du conseil presbytéral du diocèse de Beauvais. On lit, en effet, dans un récent bulletin religieux de ce diocèse : « A l'unanimité, le conseil presbytéral proteste contre le secret imposé à la synthèse des réponses données, suite à la consultation diocésaine, en vue de la nomination d'un nouvel évêque. Le C.P. demande que soit communiqué aux laïcs, religieux, religieuses et prêtres le résultat de ces enquêtes, sans faire référence aux personnes qui les ont rédigées. (...) »

ENGIEN
HOTEL des VENTES
2, rue du Docteur-Leroy, Tél. 98-98-16 et 417-05-95
TRÈS IMPORTANTES
VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES
1) MERCREDI 10 MAI à 21 heures
COLLECTION de GRES 1800-1925
Important ensemble de tableaux des maîtres du dix-neuvième siècle.
EXCEPTIONNELS TABLEAUX ET SCULPTURES EN BRONZE des GRANDS MAITRES MODERNES ET CONTEMPORAINS notamment : Paul Cézanne, Raoul Dufy, Auguste Renoir, Maurice de Vlaminck, Kandinsky, Antoine Bourdelle, Zadkine, Pompon, etc.
Par le Ministère de
G. CHAMPIN et F. LOMBRILL S.C.P. commissaires-priseurs assoc.
Expositio : Mar. 9 mai de 11-23 h., Me. 10 de 10-12 h., Je. 11 de 14-18 h.
Abonnement aux catalogues sur demande formulée à l'Étude.

Samaritaine Capucines
27 BOULEVARD DES CAROLINES, PARIS - TEL. 2015725
JUSQU'AU 20 MAI REMISE 20% SUR TOUTES LES FOURRURES EN STOCK
Vison - queues de vison ostrakon - Onchro rogondin - petit gris - etc.

La technologie Hewlett-Packard prouve son avance.



“Chez SEIV-automation, groupe Renault, le matériel Hewlett-Packard associe gain de temps et précision.”

Dans une boîte de vitesse, chaque micron a son importance. C'est pourquoi, en mettant au point une machine à mesurer tridimensionnelle destinée au contrôle de pièces industrielles, SEIV-automation a choisi un environnement électronique Hewlett-Packard. Le calculateur HP-9825 permet le pilotage automatique dans l'espace du palpeur de mesure, compare les résultats aux cotes théoriques programmées, sans risque d'erreur et en un temps considérablement réduit par rapport au contrôle manuel. Quelle que soit la taille de votre entreprise, votre secteur d'activité, Hewlett-Packard offre une solution personnalisée à tous vos problèmes de calcul ou de gestion. La gamme très complète des matériels informatiques Hewlett-Packard s'étend des calculateurs de bureau aux réseaux de systèmes distribués. Ces produits, ces systèmes, sont conçus et fabriqués par Hewlett-Packard. En France, par exemple, l'unité de production de Grenoble développe et met au point un certain nombre de ces matériels dont elle assure aussi l'exportation dans le monde entier. Au-delà de la vente de ces matériels, Hewlett-Packard offre à ses clients une véritable collaboration pour que l'utilisation du matériel choisi réponde efficacement à leurs besoins particuliers, et assure un service après-vente en tout lieu et à tout moment. Pour mieux nous connaître, n'hésitez pas à nous contacter : Hewlett-Packard France - Z.I. de Courtabœuf, BP 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78.25.



هكذا من الأصل

Le Monde

Modes du temps

De l'énergie ! Robinets du soleil

PARCE que l'énergie qu'ils utilisent est gratuite, et non polluante, les chauffe-eau solaires sont d'actualité. Ce n'est pourtant pas une nouveauté technique. Dans les années 30, Louis Lumière (l'inventeur du cinématographe) avait acheté l'un des premiers chauffe-eau solaires fabriqués à l'époque. Et le principe et la technologie étaient déjà au point, l'abondance d'une énergie peu chère n'incitait pas à payer le prix d'une installation hors série.

Aujourd'hui, l'augmentation constante du coût de l'énergie a remis en vedette ce soleil qui peut chauffer gratuitement l'eau de la toilette. Partout en France, il est possible de récupérer une part non négligeable de calories solaires. Si le Midi méditerranéen bénéficie de deux mille cinq cents à trois mille heures d'ensoleillement annuel, les autres régions ne sont pas sans ressources : Lille, Brest ou Strasbourg peuvent escompter mille sept cent cinquante heures de soleil par an ; Vannes, Bordeaux et Chambéry, environ deux mille heures. La production d'eau chaude sanitaire est, actuellement, l'application la plus rentable de l'énergie solaire.

Un chauffe-eau solaire comprend un capteur, un ballon d'accumulation d'eau chaude, un système de régulation. Pièce maîtresse de l'ensemble, le capteur solaire est un piège à calories, qui fonctionne selon deux principes physiques combinés : l'effet de corps noir (pour absorber les rayons du soleil) et l'effet de serre, pour conserver la chaleur.

On prévoit généralement un capteur d'une surface de 2 mètres carrés pour un chauffe-eau de 150 litres, dans le sud de la France, ou de 100 litres ailleurs. Peu faciles à dissimuler, les capteurs peuvent s'installer soit en façade (en appui de balcon, par exemple), soit dans la toiture, soit encore en terrasse, au sommet d'un immeuble. Un chauffe-eau solaire comporte deux circuits distincts : l'un destiné au réchauffage de l'eau par l'énergie solaire, l'autre pour le soutirage de l'eau chaude pour les besoins sanitaires.

À côté de quelques constructeurs de capteurs solaires, de nombreux fabricants de chauffe-eau ont compris l'intérêt de ce nouveau secteur « solaire ». Réunis au sein du GEFAM (Groupe français des industries françaises des appareils d'équipement ménager), ils sont aussi représentés au GESOL, organisme créé en novembre 1977 et qui groupe une vingtaine de chambres syndicales de constructeurs concernés par l'énergie solaire, du chauffe-eau à la centrale électrique. Combien coûte actuellement un chauffe-eau solaire ? Pour un capteur de 2 mètres carrés, un ballon d'accumulation de 100 à 150 litres et le système de régulation, répond M. Michel Malnoy, délégué général adjoint du GEFAM et secrétaire de la commission « notoriété » du GESOL. Il faut compter une dépense d'environ 6 000 francs. Plus les frais d'installation du capteur et du ballon d'eau chaude. Mais M. Malnoy ajoute : « Ce surcoût, par rapport à un chauffe-eau classique, peut être amorti, selon les régions, en six à huit ans. Compte tenu de la prime actuellement allouée... »

Le gouvernement a, en effet, décidé d'attribuer une prime de 1 000 francs aux particuliers qui achèteront un chauffe-eau solaire dans le courant de 1978. La demande doit être adressée au directeur départemental de l'équipement du département où est installé le chauffe-eau. Mais, pour bénéficier de cette prime, le chauffe-eau doit faire partie des matériels admis par une commission spécialisée (1). Cette affectation ne constitue cependant ni un agrément technique ni une garantie quelconque de la part de l'État.

JANY AUJAME.

(1) La liste des chauffe-eau admis au bénéfice de la prime peut être demandée au GESOL, SEPT, B.P. 38815, 97768 Paris Cedex 14.

On ne parle jamais assez de ce qui intéresse vraiment les gens. Comme par exemple, le fablia des cheveux et des cheveux. Il n'y a pas et longtemps un jeune homme se suicide parce que ses parents l'avaient obligé à aller chez le coiffeur. Beaucoup l'ont oublié. Pas moi. Première manifestation du racisme anti-jeune, première persécution dangereuse : en s'attaquant aux cheveux longs on avait qu'on trappait, mais en toute légitimité et sans avoir besoin de dire pourquoi.

Aujourd'hui, l'incident est oublié. Chacun poursuit sa vie. Le plus beau cheveu intégré du monde est un compatriote français de cinquante-deux ans, M. Antoine Hemgot, de Saint-Amarin, en Alsace. Ce titre lui a été décerné par le quatrième congrès mondial des cheveux réunis pour une mini-croisière sur le lac de Neuchâtel. Le titre du « plus beau cheveu couronné », possédant encore quelques cheveux, est également revenu à un Français, M. Albert Castel, soixante-trois ans, cheminot parisien à la retraite. Les crânes des candidats avaient été soigneusement mesurés à l'aide d'un mètre, et longuement examinés par les membres du jury. Au cours de la même journée, plusieurs nouveaux membres ont été admis dans « la grande famille des cheveux », à l'issue d'une brève cérémonie d'installation. Les nouveaux « chers

frères en calvitie » ont prêté serment de solidarité devant un aut de pierre posé sur un coussin cramoisi. Du vin e ensuite été versé sur leurs crânes lasses par des « ancêtres » vêtus de robes portant leurs couleurs nationales respectives.

Les cheveux ont cette supériorité des gens qui, après avoir beaucoup fumé, ont cessé tout contact avec le tabac. On les voit partout, et, à la télévision, ils sont souvent beaucoup d'effet : Daniel Boulanger répondait récemment aux questions du châteln Phyt en est un savoureux exemple.

Dix ans après mai 68, le coupe de cheveux indique la tendance. Historiquement déjà, chaque inflation capillaire précède un bouleversement étonnant. La coiffure monumentale de Marie-Antoinette en forme de frégate annonça la révolution ; les cheveux crépus de la mode « afro » figuraient l'embrasement de la question raciale aux États-Unis ; les cheveux longs des années 60 présidaient le Sorbonne en folie. Même les cols des vêtements ne sont pas dénués de sens : les frises Renaissance, qui présente le tête du coq qui le porte séparé de son corps comme sur un plateau, était le présage symbolique aux décapitations de la Saint-Barthélemy. Aujourd'hui, où en sont les et-

Fouilleur de détails

La philosophie au « salon »

« J'ai écouté Jean-Marc Manilla — jeune coiffeur d'origine grecque, qui e réussi à Paris — décrire le paysage politique vu d'en haut : « Le cheveu grecardien a été très copié. Tous ceux qui ont trois petits bras ont mis volontiers dans le sens du président. Il a une conception libérale de la vie ; c'est-à-dire le rôle à droite et les cheveux qui vont vers la gauche. Michel Rocard vient lui : il a les cheveux en arrière comme tous les hommes volontaires, tous ceux qui n'ont pas peur de découvrir leur visage ; c'est le nouveau gauche. Ce qui se démode par contre, c'est la coiffure grecardien, cheveux tarmés en bataille, négligé particulièrement, un libéralisme à côté du problème... »

Ébahit par cette sociologie des figures de tête, il demanda une nomenclature : « J.-J. S.S. : son côté agressif s'exprime par ses cheveux, des mauvaises herbes en toutes mal plantées. Mitterrand veut se donner un côté anglais, mais avec un réel manque de classe, ses pattes devraient être plus britanniques. Je lui offre une coupe gratuite. Marchais pourrait rajouter

l'industrie des fabriques de gommes de notre enfance, genre Vhadril et Panto, cela pourrait faire renaitre l'espoir dans les usines désertées de ces produits qui combrent François Giroud et Simone Veil ont des coiffures ministérielles ; elles veulent trop ressembler à des juifs. Quant à Saunter-Salé, on dirait une Jeanne d'Arc, qui aurait perdu le loi ; elle devient caricaturale.

Maintenant, c'est l'histoire contemporaine qui y passe : « Hitler avait une coiffure qui lui convenait parfaitement, parce qu'elle accusait ses défauts, mèche longue devant, cheveux plaqués et très courts sur la nuque. Une impression de malaise et de déséquilibre fou. De Gaulle, coiffure également gênante, parce qu'elle accusait ses défauts, laissait intact le nez à la Cyrano et les paupières d'éléphant qui, en a vu d'autres. Paradoxalement, le coiffeur de Staline était très bien, parce que rassurant. » Puis nous débordons du cadre politique, pour aborder d'autres mondes : « Caroline de Monaco, je voudrais faire d'elle une beauté naturelle (je ne veux pas qu'un jour elle débute par ressembler à son père) ; Guy Lux, on peut dire que déjà sa coiffure annonçait sa chute... »

C'est la preuve de la force de l'« image » dans le monde des médias. « Les cheveux ressemblent aux élections », confie Jean-Marc Manilla. Pour lui, la France reste coupée en deux : d'une part, celle de la société libérale avancée avec différents variantes centristes et radicales qui s'expriment en « négligé étudié » — elle porte les cheveux

courts dans sa mythologie personnelle représentant l'énergie, l'ambition, l'esprit d'entreprise — d'autre part l'autre France qui se déprime, et là, le jugement de valeur prend fonction de condamnation historique. « C'est le déclin et le désenchantement, leurs cheveux tombent, ils sont sales et ternes, on dirait des vilains du Moyen Age. » Après cette prise de position, le coiffeur conclut que le seul pourcentage sûr en politique est que le France vue en rasemottes possède une majorité de 50 % de brun et que l'avenir pour lui est aux cheveux heureux, courts mais libérés.

Marcel Proust, coiffeur de garçon coiffeur brun, homosexuel et catholique, qui passa ses vacances à l'illiers, domine l'histoire du roman du dix-neuvième siècle par son œuvre cyclique. Il y discourt longuement des cheveux blonds de Saint Loup ent'aperçus dans le soleil ; et dont les rayons à travers les vitres de la salle à manger du Grand Hôtel de Cabourg, donnent au personnage : « une apparence d'étoile dorée dans l'immatériel ». Rendons grâce à l'écrivain des grandes profondeurs ; c'est lui qui nous apprend à nous soucier de l'indécible, des richesses cachées du monde sensible, à rechercher partout le verté hors de ses évidences, à le traquer dans le loupé des modes du temps, pour finalement avoir raison, envers et contre tous : « Là où je cherchais les lois essentielles, vous me disiez fouilleuse de détails. »

GONZAGUE SAINT BRIS.

Superpublicité ÉTERNEL MASCULIN



SOIXANTE-DIX-HUIT pour cent des femmes ont des sous-vêtements de leur mari (1). C'est dire l'importance que cette clientèle revêt aux yeux des fabricants et des annonceurs. JL, le numéro deux sur le marché, après Éternelle, fut le premier à parler de la question. En 1971, il s'adressait directement à la femme et, à travers elle, à celui qui partageait sa vie. Le jeu était subtil : grâce à l'achat de la femme, son mari pouvait la séduire.

Sept ans ont passé. Le sous-vêtement s'est sophistiqué. Mais sa promotion demeure toujours aussi délicate. Le produit est, en effet, riche de connotations profondes. Il met en cause le corps, le sexe et même, et surtout, la tête. L'homme y est personnellement impliqué. Comment les publicitaires ont-ils traité ce sujet ?

Sur le flanc d'un autobus, un homme allongé tient contre lui une petite fille. Symphonie tendre : le père porte un ensemble T-shirt-jean turquoise. La petite fille est en rose. D'autres affiches montrent dans le cuisine,

dans la salle de bains, ce père-mère s'occupant de ses enfants. Chez Mariner, quatrième sur le marché, comme hier chez JL, la préoccupation fondamentale est d'attirer l'attention de la femme. « Nous avons voulu créer pour le produit une image naturelle, familiale et saine », déclare Pierre Baudard, directeur artistique à l'agence Gradient. L'homme qui porte nos sous-vêtements n'est pas le « macho », le mâle narcissique. Nous l'avons choisi beau, propre. Cet homme, représenté chez lui, doit être rassurant pour la clientèle féminine.

Dans ce tableau paisible, une absence pourtant : la femme. C'est voulu, dit-on encore chez Gradient. Celle qui regarde l'affiche pourrait voir dans une autre femme une rivale. Mais pour nous, la présence des enfants induit celle d'une mère.

Ca parti pris de rassurer se retrouve dans la conception du sous-vêtement. On le « déssexualise » soigneusement et en même temps on le fait monter en grade. Le sous-vêtement devient vêtement d'in-

térieur (les pyjamas sont baptisés des « flâneurs »). L'annonce a été conçue par des hommes et par des femmes, poursuit M. Baudard, et c'est volontairement que nous avons gommé toute allusion sexuelle. Si on étanche à une marque de slips des caractéristiques trop poussées sur ce plan-là, les clients ne les acheteront pas à la vendeuse par timidité.

Cette publicité n'est pas à proprement parler la stratégie utilisée pour les slips Éternelle. L'équipe de l'agence D.D.E. a choisi de montrer une série d'hommes qui posent torse nu, en slip, sans aucun des artifices dont on les entoure habituellement dans cette tenue : pas de marque de slips des cols, pas de décor. « Nous avons voulu montrer la réalité, les hommes tels qu'ils sont chez eux le soir, fait remarquer Catherine Dulac, responsable de la conception. Du reste, nous n'avons pas choisi des mannequins dont c'est le métier de poser, mais des non-professionnels. »

L'homme est là pour se montrer. Sans ambiguïté. Publiété froide et nue où le sujet perd son identité et se confond avec les produits. Le corps n'est que lui, il est en vitrine. A vendre. Comme hier la femme-objet, tant dénoncée par les féministes, l'homme-objet fut son entrée sur le marché. L'équipe de D.D.E. ne cache nullement son intention ni son plaisir main à voir ses hommes dans les magazines féminins.

Les images sont épouées par le texte, qui récapitule et qui manipule des expressions jusqu'ici réservées aux femmes. On souligne, au sex-appeal du sexe fort, on annonce la naissance de l'« éternel masculin ». Et, au passage, on égratigne le M.L.F. en évoquant l'appropriation de la « condition masculine ». Reste à savoir si la condition masculine peut tirer quelque profit de ce nouveau dévergondage commercial ?

FLORENCE BRETTON.

(1) Étude ITCR-STRANGE réalisée pour Stratégies n° 158.

Clin d'œil Skate-scout

UN petit village du Val-d'Oise à la coupe d'un bois sous les frondaisons duquel il y a cent cinquante ans le prince de Conti chassait le cerf. Une rue pentue, sinueuse et goudronnée que gravit lentement une automobile. Trois gommes sur leurs planches à roulettes — c'est plus facile à prononcer que skate-board — se laissent glisser de front, comme des skieurs. Ils n'ont pas vingt-cinq ans à eux trois, ces équilibristes téméraires.

Au dernier virage c'est la surprise pour tout le monde. La face à face inattendu est cependant prévisible. L'automobiliste, qui connaît les lieux, a marqué l'arrêt ; les enfants abandonnent leurs grands patins de plastique ou de bois qui continuent, seuls, vers les caniveaux. Pénards, les garçons regardent la véhicule redémarrer, récupèrent leurs trottinettes sans guidon et remontent la rue en courant afin de retrouver le griserie de la descente.

Ils ont déjà oublié qu'une autre automobile monte peut-être à leur rencontre plus vite, conduite par un chauffeur mains attentif et que cette fois...

Ces enfants des villages sont, comme ceux des villes, des Intoxiqués de l'engin roulant. Popo a une auto, l'oncle une moto, le frère aîné un vélomoteur, le sœur une bicyclette. Aux plus jeunes, qui attendent avec impatience de vieillir pour posséder à leur tour successivement ces merveilleux engins, on a offert la planche à roulettes.

Skate-scout

redémarrer, récupèrent leurs trottinettes sans guidon et remontent la rue en courant afin de retrouver le griserie de la descente.

Ils ont déjà oublié qu'une autre automobile monte peut-être à leur rencontre plus vite, conduite par un chauffeur mains attentif et que cette fois...

Ces enfants des villages sont, comme ceux des villes, des Intoxiqués de l'engin roulant. Popo a une auto, l'oncle une moto, le frère aîné un vélomoteur, le sœur une bicyclette. Aux plus jeunes, qui attendent avec impatience de vieillir pour posséder à leur tour successivement ces merveilleux engins, on a offert la planche à roulettes.

MAURICE DENUZIERE. (Lire la suite p. 24.)

Sabots des villes, Sabots des champs. François Villon

Pour la ville et pour les champs.



27, Fbg Saint-Honoré - Paris 265.14.43
57, R. Pierre Charron - 14, Av. Victor Hugo
58, Rue Bonaparte St-Germain-des-Prés
8, Rue Royale

An cœur du Marais
vente directe
Orfèvrerie - Couverts
Verrerie - Porcelaine
Inox - Linge de maison
Elite
cadeaux
150, rue du Temple - Paris 3e
Tél. : 277-84-54
Ouvert du Lundi au Samedi inclus

tapis distribution
Le nouveau magasin créé pour l'agrément et le confort de
VOTRE CADRE DE VIE
Moquettes laine et synthétiques | pose par
Tissus mureux tendus et collés | spécialistes
Peaux de bêtes - Couvre-lits coton et fourrures
Tapis d'Europe - Tapis d'Orient - Tapisseries murales
promotion : **MOQUETTE T3 29 50 F**
VELOURS UNI 12 LE M2
et nos coupons de moquettes lin de séries et carpettes déclassées
225, FAUBOURG SAINT-ANTOINE - 75011, PARIS - TEL. : 340-34-44

Dans le diocèse de...
LES PRETRES
PROTESTENT CONTRE LE
ENTOURANT L'EMPHAT
SUR LE « PROFIL »
D'UN NOUVEL EVÊQUE

le matériel
et précision.

Trouvailles

Couture

Travailler le coupon

Acheter un coupon de tissu et se faire une robe ou une veste, c'est tentant. Pour inciter les femmes à coudre — et bien sûr à acheter une machine — Singer vient d'éditer un livre qui rénove ce genre de guide. Sous le titre de « la Couture - plaisir » sont réunis quarante-cinq modèles de style jeune, mais pas trop « mode » ; ils sont très clairement expliqués et classés par ordre de difficulté d'exécution.

Les textes sont simples, sans

termes techniques, les croquis d'assemblage bien numérotés, et tous les modèles ont été réalisés, pendant l'élaboration du livre, par des femmes ayant déjà l'habitude de coudre mais aussi par d'autres, totalement inexpérimentées.

* LA COUTURE - PLAISIR, 330 p., 19 F. Dans les magasins Blager.

Artisanat

Tout batik

Ambonance indonésienne, à la boutique Topka, où une exposition sur le thème du batik a lieu jusqu'au 13 mai. Directement

choisis en Indonésie, ces tissus imprimés à la cire sont vendus sous forme de sarong (140 francs), pièce de 1 X 2 mètres dans laquelle on peut faire jupe, blouse, nappe. Quelques vêtements asiatiques sont présentés en batik : gilets, vestes ou kimonos, avec des sacs assortis de diverses toiles. De somptueux jupes de lit, tout métallisées, sont également réalisées dans ces tissus indonésiens aux coloris profonds.

* TOPEKA, 5, rue d'Arcole, 75004 Paris.

Décoration

La fleur à la poignée

Pour apporter une note champêtre dans la maison, de nouvelles poignées de porte sont constituées par des inclusions de vraies fleurs dans une matière plastique transparente. Marguerite, rose rouge, clémenzite ou bleu, sont ainsi transformées en poignées pour ouvrir soit des portes de commode, soit des portes de placard. Ces boules de forme ovale, très décoratives et incassables, valent 158 francs en poignée de porte et 138 francs en poignée de placard.

* LA DECORANDERIE, 22, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris.

Bricolage

Pistolet à souder

Un nouveau fer à souder électrique, d'une puissance de 100 watts, atteint quasi instantanément les températures de fusion des soudures : 195°C en cinq secondes, 320°C en quinze secondes. Sa forme de pistolet permet de le tenir bien en main et son centre de gravité rejeté sur l'arrière évite de faire basculer l'appareil sur la soudure en cours. Ce fer, avec lampe incorporée pour bien éclairer le travail à effectuer, est très bien adapté aux soudures minutieuses d'un bricolage électrique ; branchement d'un va-et-vient, montage d'un moteur électrique, réparations sur un appareil électroménager.

* GAMETING-GAZ-INTERMATIONALE, « FER 100 », 90 F environ avec une clé et deux pannes de recharge. Dans les magasins de bricolage.

Benjamins 78

Les smocks contre-attaquent

APRES avoir choisi, sinon exigé, de s'habiller comme leurs trères le temps de la vogue du pantalon de « mamam », voilà que les petites filles se séparent des garçons et découvrent l'attrait de la robe à smock, du velours noir et col de dentelle et des imprimés du genre « Liberty ».

Lancé par les boutiques de création pour les tout-petits, comme Le Petit Faune (28, rue Bonaparte), suivies de Bon Point (67, rue de l'Université, 94, rue de Courcelles) et de Suco-Pouce (86, rue de la Toie) pour les plus grands, ce style se caractérise par son exécution artisanale et le choix délibéré de matières naturelles. Les coloris doux rapprennent ceux des aquarelles illustrant les charmants livres de Beatrix Potter.

C'est, en fait, le début de la réaction contre le trop-plein de couleurs vives des layettes synthétiques, du lavable en machine pour tout entretenir... d'une uniformisation trop accentuée. Depuis, le mouvement écologique est passé par là et la production industrielle s'est infléchie vers l'aspect naturel.

Les grands magasins, les chaînes populaires et les catalogues de vente par correspondance suivent aussi le détournement des sens, du moins aux vies quotidiennes. Mais le jean et ses succédanés gardent leurs adeptes au moment des loisirs.

Les filles suivent les tendances romantiques adoptées par leurs mères : robes froncées, jupes souples à châle, chemisiers à col Claudine ou à volants. Les Galeries Lafayette, le Printemps, les Trois Quartiers et le Samaritaine constatent une baisse des ventes de pantalons pour filles au faveur de la jupe et de la robe. Les fabricants de pantalons diversifient les formes, découvrent que les conformation des hanches et de la taille ne sont pas les mêmes, proposent des détails plus féminins et des tissus plus souples.

Les garçons, pour leur part, ont le choix entre d'innombrables tee-shirts et des pantalons en toiles de couleurs vives et légères. L'option demeure celle du sportswear, à base de blouses de type K-Way, de tricot à encolure en V, à porter avec une chemise, la tout essoz élaboré, mais pratique.

Parmi les modèles pour enfants en style « bon genre », Cyrillus (B.P. 23 9160 Longjumeau) édite un petit catalogue de vente par correspondance. Animée par Danièle Teitinger, mère de trois jeunes enfants, cette organisation cherche à trouver de bons rapports qualité-prix. La collection est classique, avec des coupes anglaises en toile blanche, des chemisettes de piqué, des bermudes kaki, des robes-

sareaux, des maillots de bain en « eorucker » élastique tricolore et de charmantes chemises de nuit ornées de broderie anglaise. Les coloris des tissus et des tricotés sont coordonnés pour le salon, voire le proche. Les détails sont bien choisis, jusqu'aux chaussettes et ceintures dans une atmosphère détentée de « Pony-Club ».

NATHALIE MONT-SERVAN.



MONOPRIX : ensemble pour garçon de huit à seize ans composé d'un sweat-shirt en coton beige, kaki ou ciel à motif « jungle » dans le dos, d'un short bermuda en coton, de chaussettes rayées en fil d'Ecosse, de bottines suédées lactes et d'un casque en paille. La tenue complète est à 155 F.

LA REDOUTE : robe rayée en coton à dominante verte ou jaune, de six à douze ans, avec un empiècement en forme de corset, à larges bretelles et volant à l'encolure, portée avec une cloche assortie. A partir de 95 F et 27,50 F dans les magasins du groupe à travers la France.

3 SUISSES : deux-pièces en maille de coton d'Alsorbis, aux manches en contrasté comme le bas de la culotte. Existe en quatre coloris unis ou rayés, de trois mois à deux ans. A partir de 25 F (5976 Roohaix Cedex 2).

Clin d'œil

(Suite de la page 23.)

On conçoit l'attrait de ce jeu sportif pour les petits citadins, mais à voir les petits villageois chercher la rue en pente et le revêtement lisse qui leur permettront de connaître la première grisaille de la vitesse, ou prix de quelques genoux couronnés, entorses, caudex râpés et bleus divers, on se demande si nous ne sommes pas en train de former une génération d'êtres incapables de se mouvoir autrement que sur des roues.

Autrefois, avant l'âge de la première bicyclette, les enfants de la campagne apprennent à se servir de leurs bras et de leurs jambes, éprouvaient la résistance de leur corps connaissant les limites de leurs forces et de leur souffle. Le cerceau, le ballon, la corde à sauter, gendarmes et voleurs, la balle ou bord, les quatre coins, chat perché, soute-mouton, exigeaient des efforts physiques. Quand les joueurs étaient fatigués, la morale, collin-moillard, les assiettes, les billes, les quilles, le croquet, fournissaient de bons dérivatifs. Grimper aux arbres, sauter les haies et les ruisseaux, construire des cabanes de branches, tirer à l'arc comme Robin des Bois, se fouffler de bulson en basquet comme un Peou-Rouge, jouer du losso

Skate-scout

comme Buffalo Bill, constituant des activités autrement absorbantes pour les muscles et l'imagination, que celle qui consiste à se tenir debout sur une planche qui roule... et à recommencer.

Et puis fillettes et garçonnets découvraient en vraie grandeur les mystères et les beautés de la nature. Ils choisissaient eux-mêmes leurs leçons de choses. Quoi de plus excitant que de suivre un convoi de fourmis, d'observer le travail d'une araignée, de sonder les trous de toupe, de ramasser un oiseau tombé du nid, d'apprivoiser un hérisson.

Pour trop d'enfants de notre temps la simple connaissance de la nature est perdue à travers ce que les grands appellent l'écologie. La nature, on en porte à la radio, on la montre à la télévision, on défile et on manifeste pour la défendre, car l'écologie c'est aussi une mode, une pseudo-philosophie de l'inquiétude et parfois un argument politique.

De toutes ces choses, les gominis dressés sur leurs planches à roulettes se moquent éperdument. Mais qu'il les incite à aller loin du bitume, où tout roule, vers les champs et les bois, où tout vit ?

MAURICE DENUZIERE.

Dans les 8 BHV.*

Quand vous partez, branchez la sono.

Pour protéger votre maison des visiteurs inopportuns, les 8 BHV vous donnent à choisir parmi tous les systèmes d'alarme existants, qu'il s'agisse de la protection ponctuelle, périmétrique, volumétrique, ou par barzage infra-rouge, l'efficacité de

ces différents systèmes n'est plus à démontrer. Avec les conseils de nos spécialistes, vous pouvez vous changer vous-même de l'installation de certains de ces appareils. Mais si vous préfé-

rez faire appel à nos techniciens, ceux-ci viendront chez vous, établiront les lieux à protéger et vous établiront un devis avant toute installation.

"NOXALARM" P41 M

Alimentation par batterie avec recharge.

Noxalarm P41M **1990F**

Sonoal TXBS **2390F**

SAFT BC45** **2700F**

** En démonstration au BHV Riboult. Les prix s'entendent sans non compris.

Centrales électroniques pour la protection périmétrique des portes et fenêtres par contacts magnétiques.

Alarme par sirènes.

Alimentation par batterie avec recharge.

Noxalarm P41M **1990F**

Sonoal TXBS **2390F**

SAFT BC45** **2700F**

** En démonstration au BHV Riboult. Les prix s'entendent sans non compris.

Le BHV a sélectionné pour vous des spécialistes pour l'installation des différents systèmes d'alarme. Renseignez-vous au stand sécurité-alarme de votre BHV.

*Egalement aux BHV LYON-VENISSIEUX ET GRENOBLE-GRAND-PLACE

Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs. LES 8 BHV : RIVOLI - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - FLANDRE - BELLE EPINE - ROSNY 2 - CRETEIL.

Cuisine sur mesure

Avant de se lancer dans l'installation — toujours onéreuse — d'une cuisine, un certain nombre de problèmes techniques sont à envisager. Le groupement professionnel « Boîtes cuisines françaises », qui comprend six fabricants de mobilier de cuisine, deux constructeurs d'appareils ménagers et un producteur de revêtement (1), vient d'écrire un livre : Les vraies questions à se poser pour réussir son installation de cuisine.

Hormis une partie publicitaire fort discrète (six pages de photos en couleurs), ce livre est un guide impartial qui permet de faire le point des problèmes à résoudre :

- (1) Cesa, Chabert et Duval, Collob, Delac, Mobalpa, Teiswiler, De Dietrich, Scholtès, Polyzet.

* Ce livre est remis chez les installateurs B.C.F., ou envoyé contre 10 francs, sur demande formée à Publ'Trans, BP 123, 91190 Longjumeau.

LANCE-PARFUM

On sait que la prospérité d'une maison de couture dépend souvent de la création et du lancement réussi d'un parfum. C'est dire toute l'importance du contrat récemment signé entre Jean-Louis Scherrer et Harriet Hubbard Ayer dans ce sens.

Harriet Hubbard Ayer est, en effet, la fille de beauté et de cosmétiques d'Ultimever, le géant multinationnel des lessives et de la margarine — Astra — entre autres. Jean-Louis Scherrer s'y trouvera en bonne compagnie avec Alexandre, le colifour des cours, notamment de Monaco.

odette

une seule adresse !
 coulin-gorge, guépière,
 combiné, maillot de bain,
 s/mes, selon votre problème
 sur rendez-vous

66, rue d'Hauteville 75010 -
 710-42-71 - F. Et avec accusé

ATTENTION OU VOUS METTEZ LES PIEDS

NE PAYEZ PAS LA GRIFFE

ACHETEZ SEULEMENT LA QUALITE ET L'ELÉGRANCE

25 rue du Château-d'eau
 75010 Paris - 263.72.18
 38 rue du Bani
 75008 Paris - 225.49.50

CHOC

la bonne habitude

CONTREX

...prenez-la aussi au restaurant

Langueux et Ciel - 78 A

تَكَزَا مِنَ الْأَصْلِ

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont intéressants aux moins de dix ans. (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, Le cinéma et les arts, 15 h. 30 à 21 h. 30 : Les Arts plastiques...

Les exclusivités

ADIEU À MORTI (A. V.O.) : Vidéo-studio, 8 (233-80-34). L'AFFAIRE MORI (A. V.O.) : D.O.C. Odéon, 8 (339-71-08)...

Les films nouveaux

L'EAU CHAUDE, L'EAU FRETTE. Film canadien d'André Forcier. La Clé, 5 (337-90-80). Studio Cinéma, 5 (337-90-80)...

EMMANUELE (Fr.). (**) : Capit. 2 (338-11-69). Farinon-Mari-vaux, 2 (743-85-90)...

U.G.C. Danter, 8 (338-42-82). George-V, 8 (235-41-47). Normandie, 8 (339-41-18)...

Les grandes reprises

AFREXO, SALES ET MARCHANDS (A. V.O.) : L'incarnata, 8 (344-37-34). AMARCORD (A. V.O.) : Le Hano-lych, 18 (338-44-44)...

Studio de la Contrecarpe

LES HORS-LOI (A. V.O.) : Palais des Arts, 3 (337-92-80). L'HYMNE A LA VIE (A. V.O.) : Action-Christina, 8 (332-85-78)...

SPECTACLES POUR ENFANTS

Centre Pompidou (377-11-12), mer. 15 h. 45 : Mini-cinéma : Jardi et ven. 18 h. 15 : Animation, avec Quentin Blake...

FESTIVAL DE SAINT-DENIS 9 mai - 29 juin THEATRE GERARD PHILIPPE du 9 au 28 mai JENNIFER MULLER AND THE WORKS

LE DERNIER AMANT ROMANTIQUE (A. V.O.) : Clichy-Patbé, 14 (337-92-80). Studio Cinéma, 5 (337-90-80)...

STUDIO SAINT-SÉVERIN MAI 68 PAR LUI-MEME 8 films inédits tournés en mai 68

DEMAIN GAUMONT COLISEE VO - IMPERIAL PATHE VF MONTPARNASSE 83 VF - GAUMONT CONVENTION VF SAINT-GERMAIN VILLAGE VO

Adieu, je reste... RICHARD DREYFUSS - OSCAR 78 MEILLEUR ACTEUR

MERCREDI

DRÔLES DE MANIÈRES! (NASTY HABITS) CLEMENS JACOBSON - MELINA MEREDITH - GERALDINE PAGE - SANDY DESERES

WALT DISNEY PRODUCTIONS UN FILM DE ROBERT ALTMAN LE DERNIER BARRAGE

ATHÈNES 3 derniers concerts saison 77-78 samedi 22 mai 21 h ZOLTAN KOCSIS

ENSEMBLE INTERCONTINENTAL mardi 16 mai 20 h 30 direction JACQUES MERCIER

Adieu, je reste... RICHARD DREYFUSS - MARSHA MASON

WALT DISNEY PRODUCTIONS UN FILM DE ROBERT ALTMAN LE DERNIER BARRAGE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

médecin du travail

CREUSOT LOIRE recherche un médecin du travail à mi-temps pour renforcer ses structures actuelles à l'usine de Saint-Chamond (3000 personnes).

CREUSOT-LOIRE

CHEF DU SERVICE DES METHODES

Puissant Groupe Multinationnel fabriquant des biens d'équipement électroniques Recherche pour sa filiale Française

SEGE Jean WEGBECHER

ADMINISTRATION DES VENTES

Les Brasseries KRONENBURG recherchent un jeune diplômé ESC pour leur confier un poste de chargé d'études au sein de leur Direction Commerciale.

bsn, gervais danone

offres d'emploi

THOMSON-CSF

Dans le cadre du développement de ses activités dans le domaine du CONTROLE DU TRAFIC AERIEN T.V.T. recherche

INGENIEURS DEBUTANTS

Ingénieurs débutants (Grandes Ecoles ENSAE, ENST, ESSE, ENSI, ISEP, ISEN) au avant quelques années d'expérience pour s'intégrer dans les équipes techniques et participer à des études, conception et réalisation de matériels et systèmes.

Constructeur d'installations d'appareils de maintenance lourde recherche

UN CONDUCTEUR DE CHANTIER SUPERVISEUR

Susceptible de travailler auvent à l'étranger et habitué à le faire. Apu à conduire, à gérer et à coordonner des chantiers importants en France.

BANQUE Privée

recrute pour son Agence de TOULON : Un CONSEILLER de GESTION Homme jeune et dynamique

marketing-développement

AGRO-ALIMENTAIRE La fonction est à créer, dans une Moyenne Entreprise, au niveau de l'équipe technique de direction, autour du Président. Le poste est directement opérationnel.

SINTRA recherche

Agents Techniques de Maintenance agents techniques spécialisés en ELECTRONIQUE et MECANIQUE LIEN de travail : Un poste ESCION du NORD.

GRUPE CORPORATIF FRUITIER DU SUD-EST recherche

SON DIRECTEUR

L'HOMME : - 30 ans minimum. - Formation supérieure. - Trilingue Anglais - Allemand.

JEUNE INGENIEUR

2 à 3 ans d'expérience industrielle (mines appréciées) Bonne pratique de l'allemand et de l'anglais. Nombreux déplacements de courte durée France et étranger.

COMITE D'EXPANSION ECONOMIQUE DEPARTEMENTALE

1 INGÉNIEUR ÉCONOMISTE - Ayant une expérience de plusieurs années de l'aménagement du territoire et des rapports avec les collectivités locales dans leurs actions économiques.

ORGANISME DE PREVENTION ET DE SECURITE DU BATIMENT ET DES T.P.

ANIMATEURS DE FORMATION 1) CONDUCTEUR DE TRAVAUX Génie Civil Formation de base : niveau DUT ou E.T.S. spécialiste T.P.

MATRA

recherche pour son centre de SALBRIS (Loir et Cher) INGENIEUR ELECTRONICIEN position II Grandes Ecoles

INGENIEUR MECANICIEN debutant ou position II

Adjoint au responsable de l'équipe méthodes contrôle, il définira le plan et les outillages du contrôle de matériels aéronautiques.

S.A. Burroughs

Usine de VILLERS-ECALLES (15 Kms de ROUEN) recherche pour le département d'Electronique de son bureau d'Etudes concernant des terminaux bancaires : 1 ingénieur électronicien debutant

Très importante Société Industrielle Région Est Recherche

CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE Dépendant du Directeur Administratif, il sera responsable de l'application et du suivi du plan informatique de la Société.

T.I.T.N. PROVENCE

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES recherche pour région MEDITERRANÉENNE INGENIEUR Pour étude et réalisation de documents de synthèse sur systèmes d'arme complexes.

responsable directeur assurance

responsable directeur assurance

informaticien chef de service études

30 ans minimum - 120 000 F/an Diplômé d'une grande école ou d'études universitaires de niveau équivalent, il a impérativement l'expérience de l'étude et de la mise en place d'applications de gestion et de B&E-traitement.

Société de Distribution exploitant chaîne de magasins de Décoration, Cadeaux, Artisanat et Vêtements recherche

UN DIRECTEUR DE MAGASIN

Il pourra justifier qu'il a acquis l'expérience de la direction d'un magasin : Gestion des stocks ; Achats/Ventes ; Optimisation du rendement des surfaces ; Dynamisation du personnel.

SODEXHO

Nous sommes un Groupe Français International SPECIALISTE DE LA RESTAURATION DES COLLECTIVITES C.A. 725 Millions de Francs - Croissance 30% par an

attaché financier

Vous participerez à l'élaboration et au suivi du plan de financement du Groupe et plus généralement aux études juridiques et financières liées au développement international.

كذا من الأصل

Table with 3 columns: DFFRES D'EMPLOI, La ligne, La ligne T.C.

ANNONCES CLASSEES

Table with 3 columns: ANNONCES CLASSEES, La ligne, T.C.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

TELESYSTEMES: Directeur Administratif. Société française de services informatiques.

ASSISTANT (D) PEDAGOGIQUE ANGLICISTE. Centre Audio-Visuel Langues Vivantes.

SOGEN AVIS: 3 JEUNES ATTACHES (EES) COLIAUX. Société de location de voitures.

INGENIEUR GRANDE ECOLE. Société MORLEY BEYRAND FRANCE.

U.S.C.I. INTERNATIONAL: RESPONSABLES DE REGIONS. LEADER MONDIAL CARDIOVASCULAIRE.

INGENIEUR ELECTRICIEN. SOCIETE PROTECTION INCENDIE PROXIE BANLIEUE OUEST.

INGENIEUR DE VENTES. Société fabricant pièces métalliques pour COMPOSANTS ELECTRONIQUES.

INGENIEUR MARKETING. Société fabricant pièces métalliques pour COMPOSANTS ELECTRONIQUES.

UN JEUNE INGENIEUR GRANDES ECOLES. CENTRE TECHNIQUE NORD DE PARIS.

GRUPE IMMOBILIER INTERNATIONAL. ATTACHE (E) DE PRESSE.

INGENIEUR CONSEIL. PARIS 90.000+. Nous sommes un cabinet international d'Audit.

JEUNE CADRE. maximum 25 ans ESSEC, NEC, SUP de CO.

SOCIETE ELECTRONIQUE TECHNIQUES AVANCEES. Banlieue SUD-EST.

JUNIOR EXPORT. 25 ANS MINIMUM. Développement sur zone anglophone.

SOCIETE OR PROMOTION SANDES. 11, quai de l'Industrie.

INGENIEUR ELECTRICIEN. Grande Ecole (E.S.M.E.). 4 à 5 ans d'expérience.

AUDIT ORGANISATION. pour organisation systèmes comptables.

IMPORTANTE SOCIETE ALLEMANDE fabricant réducteurs engrenages. CADRE TECHNICO-COMMERCIAL.

UN RESPONSABLE DES RELATIONS EXTERIEURES. Ayant au minimum 3 ans d'expérience.

COMPTABLES. possédant D.E.G.S. ou équivalent pour contrôle de ses filiales.

INGENIEUR CADRE INFORMATICIEN. De formation supérieure technique, niveau Grandes Ecoles.

ALFA-ROMEO. cherche REPARTISTE-FACTORY. 1000 voitures.

SYNDICAT PATRONAL INTER-PROFESSIONNEL recherche COLLABORATEURS-CADRES.

INGENIEUR ELECTRICIEN. Toujours le meilleur SUP. ELEC. 30 ans minimum.

GROUP E FRERES. UN JOURNALISTE Plein temps. UN (E) SECRETAIRE DE REDACTION.

IMPORTANTE SOCIETE MATERIAUX DE SECOND OEUVRE DU BATIMENT. LABORATOIRE GOURNAY-SUR-MARNE.

ANALYSE PROGRAMMEUR. Dans un premier temps: résolution complète des problèmes.

GROUP FRANCAIS INTERNATIONAL - PARIS recherche AUDITEUR-INTERNE.

MADAME NE DEMANDEZ PLUS D'ARGENT A VOTRE MARI. Le n° 1 ALLEMAND d'articles.

GROUP EUROPEEN. C.A. 1978 : 2,2 milliards. RESPONSABLE DE SON SECTEUR.

Filiale Française d'un Grand de l'Informatique Ingénieurs logiciel Paris - Lyon.

PALE COURBEVOIE cherche RESPONSABLE TECHNIQUE AFFAIRES A.T.P.

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE recherche son RESPONSABLE DES ETUDES INFORMATIQUES.

INFASS. S.C.R. recherche ANALYSTE. Diplôme 6de Ecole. Equival.

PRENDRE EN CHARGE LA TRANSITION VERS UN LANGAGE DE HAUT NIVEAU...

INGENIEUR LABORATOIRE. Expérience LIANTS HYDRAULIQUES souhaitée.

ESTRIATINNE. av. références. Vacances Juillet. 66-67-25, lundi et soir. 20 h.

Filiale Important Groupe Français (100 millions de C.A.) BANLIEUE OUEST.

S.F.E.M.A. Importante Société d'équipements aéronautiques VÉLIZY-VILLACOUBLAY.

SPECIALISTE COBOL. pour former à ce langage et assister les programmeurs.

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements vente

Paris Rive droite
PROPRIETAIRE
vend 2/3 pièces
3 cour. Ascenseur. A rénover.

Paris Rive gauche
TOUR EIFFEL (grds)
Imm. de 120 m2, 120 m2
3 P., CUIS., BNS - 230.000 F.

CHARDON-LAGACHE
PROPRIETAIRE vend dans hôtel
particulier - rénové
UN 2 PIÈCES 70 m2

Paris Rive gauche
TOUR EIFFEL (grds)
Imm. de 120 m2, 120 m2
3 P., CUIS., BNS - 230.000 F.

appartements vente

Région parisienne
MEUDON - BELLEVUE
Studio de 30 m2 sur jardin
17.000 F + parking. Ville sur

BOULOGNE
BOULOGNE
BOULOGNE
BOULOGNE
BOULOGNE

locaux commerciaux

75 km PARIS-OUEST
ANET (80) usine 510 m2
construct 74 5/21, 120 m2

bureaux
15° Métro DUPLEX
1 à 30 BUREX tous quartiers
Localisation sans pareille.

fonds de commerce
ROYAN
Pas-de-pays, état neuf,
nouveaux locaux, 17 m. vitr.

BOULOGNE
BOULOGNE
BOULOGNE
BOULOGNE
BOULOGNE

URGENT
RUE DE SEVRES
Ventes magasin 12 commerces

CAVALON vendus
magn. 50 m2 tout équip.

usines

75 km PARIS-OUEST
ANET (80) usine 510 m2
construct 74 5/21, 120 m2

locaux indust.
QUAI JEMMAPES, 18. Imm.
côté 7 avenue J.R. 140

pavillons
BOULOGNE
BOULOGNE
BOULOGNE
BOULOGNE
BOULOGNE

terrains
CORSE
COTI
CHIAVARI

IMPORTANT GROUPE
IMMOBILIER
ACHETE COMPTANT

SOLEIGNE
TERRAINS
TERRAINS

viagers

JARDIN DES PLANTES
BEAU 3 P. de 60 m2 19 ct.
occupé par vendeurs 79 et 81 n.

VERSAILLES
VERSAILLES
VERSAILLES
VERSAILLES
VERSAILLES

SOLEIGNE
TERRAINS
TERRAINS

SOLEIGNE
TERRAINS
TERRAINS

SOLEIGNE
TERRAINS
TERRAINS

SOLEIGNE
TERRAINS
TERRAINS

maisons de campagne

TARN, près Cordes, sur 120 ha.
maison caract., bon état, 7 pces.

PROVENCE
PROVENCE
PROVENCE
PROVENCE
PROVENCE

SOLEIGNE
TERRAINS
TERRAINS

SOLEIGNE
TERRAINS
TERRAINS

SOLEIGNE
TERRAINS
TERRAINS

SOLEIGNE
TERRAINS
TERRAINS

REPRODUCTION INTERDITE
Automobiles
C.V.
box parking
C.V.
deux roues
Immobilier
location
Demande
Paris
Région parisienne
appartements
achat
appartements
occupés
bôtels-pensions
Immobilier
du 10 mai 1978
Résidences
de qualité
du 76 - SVEGI
maison - SVEGI
Tesson Parmentier
ET BRIOLES
ROYAL - SOREMA
BOUYON S.A.

COLLOURE
Les résidences
du Port d'Avall
Appartements 1, 2, 3 pièces, équipements luxueux, confort total électrique.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

ET
VENTES
PAR ADJUDICATION
DROIT DE CHASSE
Région GOULOMMIERS

Commune de SAINT-TROJAN (ILE D'OLÉRON)
1) PROPRIÉTÉ, 27, BOULEVARD ARISTIDE-BRIAND
2) PROPRIÉTÉ, 4, BOULEVARD ARISTIDE-BRIAND

UN IMMEUBLE A USAGE DE BUREAUX
UN HANGAR MÉTALLIQUE - Contenance : 411 m2
à L'HAY-LES-ROSES (94) - 19, RUE DISPAN

8 LOGEMENTS DONT 1 LIBRE
22, Rue des Lombards - PARIS (4°)
MISES A PRIX : 35.200 F - 41.800 F - 46.200 F - 46.200 F

Château de Larraldia
1° lot : Hôtellerie du Château de LARRALDIA
2° lot : CLUB HIPPIQUE « Le Cheval Roux »
3° lot : MOULIN de POYLOA
4° lot : Ensemble de TERRAINS - 64.914 m2

APPARTEMENT à ELANCOURT (78)
3 pièces, Cave et Parking
MISE A PRIX : 170.000 FRANCS

ADJUDICATION - Chambre de Notaires de Paris, mardi 16 mai, 14 h. 30
PARIS-XV° - 3-4, Rue du Théâtre
3 APPARTEMENTS 4 PIÈCES - LIBRES

Pays de la Loire

Nouvel urbanisme à Angers ? La ville change moins vite que les hommes

De notre envoyée spéciale

Angers — Le boulangère de la rue Bandrier...

Le front de Seine dans l'Ilot de la République...

l'activité s'exerce pourtant, pour les deux tiers au moins...

t-il malicieusement, ce sera très long de résoudre les problèmes juridiques de transfert...

Mort du centre

Le centre de la ville est un enjeu important. Sa population vieillit, s'appauvrit et diminue...

Quelle que soit sa couleur politique, la municipalité aurait eu à s'en occuper...

C'est le moins qu'on puisse dire. La municipalité d'union de la gauche...

Le programme d'équipements publics n'aidera pas le financement...

De nouveaux quartiers ont été construits au sud (trente-cinq mille habitants)...

Comment les résoudre, alors que les caisses sont vides ?

Nord-Pas-de-Calais

Malgré une amorce de dialogue entre l'État et les élus La conversion industrielle marque le pas

De notre correspondant

Lille — Quels enseignements tirer de l'évolution des rapports entre l'État et la région...

de qui a permis à la région de se présenter à Paris avec des dossiers bien étoffés...

Une autre échelle, d'autres moyens

Dans une des dernières lettres adressées aux maires et aux responsables régionaux...

dernier plan en ce domaine. Ne faut-il pas affirmer une politique beaucoup plus volontariste ?

Austrian Airlines advertisement featuring an image of an airplane and text: 'Un sourire raccourcit les distances', 'Austrian Airlines, c'est autre chose!'.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur advertisement: 'Un éditeur au ras du thym', 'La Calade. Un nom qui chante, un hameau sur le RN 7...'.

Le Monde advertisement: 'Le Monde Service des Abonnements', 'FRANCE - D.O.M. - E.O.M.', 'VERS L'EXPERTISE COMPTABLE'.

Large vertical advertisement on the right edge: 'Le Monde AFFAIRES', 'L'AVENIR DE NOUS Gouverner, c'est', 'nouvelles formules de r...', 'décidées par la S.N...', 'créent des difficultés...', 'la Compagnie des wag...', 'IOWA', 'carrefour de l'Améri...'.

Handwritten note in Arabic script: 'فكنا من الأصل'.

SOCIAL

LES ENTRETIENS SYNDICAUX DU C.N.P.F.

F.O., avec réserve, la C.G.T. avec scepticisme acceptent de négocier au niveau des branches

Les entretiens exploratoires que le C.N.P.F. a engagés avec les grandes centrales syndicales, devaient se terminer, mardi 8 mai, après une rencontre avec les dirigeants de la C.F.T.C. La veille,

M. André Bergeron (F.O.), a annoncé qu'un accord a été dégagé sur les mécanismes de discussion négociation par branches; pas d'accord au sommet sur les salaires et la durée du travail, mais il a

fait part d'une grande prudence tandis que M. Georges Ségué (C.G.T.) insistait sur l'insuffisance des propositions patronales; tout en ajoutant que la C.G.T. participerait aux prochaines discussions.

« Nous nous sommes mis d'accord sur les mécanismes de discussion », a annoncé M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., à l'issue d'un entretien d'un peu plus de deux heures, lundi matin 8 mai, avec les dirigeants du C.N.P.F. « Il n'y aura pas de négociation globale sur les salaires, mais des discussions au niveau des branches, et nous entendons recommander à nos syndicats d'écrire dans les jours qui viennent aux fédérations patronales. » Sur la durée du travail, a poursuivi M. Bergeron, « il y aura une concertation nationale interprofessionnelle, non pas pour aboutir à un accord-cadre, mais pour définir quelques orientations dont il sera tenu compte au niveau des branches. » Des négociations auront lieu cependant « au sommet » avec le C.N.P.F. pour améliorer les accords existants sur l'indemnisation du chômage, la pré-retraite

et les conditions de travail. « Les choses évoluent », a estimé le leader de F.O. « Peut-on parler de satisfaction ? Je n'en suis encore rien. Il faut attendre pour connaître ce qu'on pourra mettre dans les accords. » Pour F.O., qui refuse l'idée patronale d'une garantie annuelle de ressources et entend « ne pas enterrer la cinquième semaine de congés payés », il ne faut pas se faire d'illusions. « Les problèmes seront difficiles à résoudre. »

Les déclarations de M. Georges Ségué, lundi après-midi 8 mai, après trois heures de discussions avec le C.N.P.F., étaient plus sévères que celles de M. Bergeron, mais empreintes de la même volonté de participer quand même aux négociations envisagées.

« Cette rencontre, a déclaré le leader de la C.G.T., était présentée comme exploratoire. En fait, ce fut une exploration à

travers de vastes zones désertiques, en raison de l'attitude du C.N.P.F. qui n'a pas été sensiblement motivée. » En énumérant les thèmes principaux évoqués au cours de l'échange de vues avec le C.P.F., M. Ségué a dressé un constat négatif. Les salaires ? « La nouvelle conception patronale sur une garantie annuelle de ressources aggraverait les inégalités sociales. » L'emploi ? « La position du C.N.P.F. n'a pas varié depuis l'accord séparé de novembre 1974. Le patronat propose l'idée d'un aménagement et d'une modulation des horaires mais se déclare opposé à tout allongement des congés payés et à toute réduction de la durée du travail. » « Nous sommes sûr, j'ai écrit au premier ministre et reprises par le patronat, le risque est grand de s'enliser dans des priorités sans grand intérêt. »

Cependant, a noté le secrétaire général de la C.G.T., « nous n'avons pas l'impression d'avoir perdu notre temps. Nos représentants seront présents partout

où les problèmes des travailleurs seront discutés. Ils ne seront pas là pour exalter sur la volubilité du patronat mais en contrepoint pour faire échec à toute tentative de laisser les problèmes sociaux se noyer sous le flot des procédures formelles. » En tout cas, a conclu M. Ségué, l'attitude du C.N.P.F. « renforce notre conviction de développer l'action, la cohésion des salariés et l'unité syndicale. »

P.M.E. ET P.M.I. : nous ne sommes pas engagés par les projets du C.N.P.F.

La Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.) a déclaré, le 8 mai, dans un communiqué, que « ne participant pas aux entretiens qui ont lieu actuellement entre le C.N.P.F. et les organisations syndicales », elle ne saurait se considérer comme engagée par les projets d'accord qui peuvent faire l'objet de ces rencontres. La C.G.P.M.E., par sa nature même, se réserve le droit de recevoir en son temps et à son niveau les représentants de ces mêmes centrales, et estime par ailleurs que « dans l'état actuel de la conjoncture la priorité doit être donnée à la réanimation des entreprises. »

Le Syndicat national de la petite et moyenne industrie a, de son côté, adopté la même position en affirmant que les discussions envisagées par le C.N.P.F. « ne sauraient engager, en aucun cas, la petite et moyenne industrie, qui n'appliquera que les accords pour lesquels elle aura été consultée. »

Pour la cour d'appel de Paris

LE PLAN BARRE NE SUSPEND PAS LES CONVENTIONS COLLECTIVES

Par deux arrêts rendus le 3 mai, la première chambre de la cour d'Appel de Paris a mis fin, sauf éventuel pourvoi en cassation, à deux procès qui opposaient la C.G.T.-F.O. au patronat sur la validité et l'application des conventions collectives signées avant la mise en place du plan Barre (le Monde des 1^{er} et 11 mars 1977). Dans les deux cas, les employeurs refusaient d'appliquer les clauses relatives à l'évolution des salaires par respect des recommandations du premier ministre sur le seul maintien du pouvoir d'achat.

La cour d'Appel a tout d'abord confirmé le jugement de première instance qui condamnait Pechiney-Ugine-Kuhlmann à appliquer le contrat signé avec les syndicats. La cour a retenu l'argumentation de M^{me} Norbert Castelane, qui, au nom de F.O., invoquait un principe fondamental du libéralisme économique défini par l'article 1134 du code civil, qui veut que « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ». Elle a estimé que les impératifs du plan Barre imposés aux entreprises, s'ils constituent une gêne, ne dispensent pas les signataires du contrat collectif de remplir leurs obligations.

C'est au nom de ces mêmes principes que la cour a infirmé le jugement de première instance qui donnait raison à la Fédération patronale des cuirs et peaux et condamnait la clause d'indexation des salaires sur les prix.

Si la cour ne se prononce pas sur la validité des clauses d'échelle mobile des salaires, elle n'en ouvre pas moins le débat en remarquant que cette pratique est devenue courante.

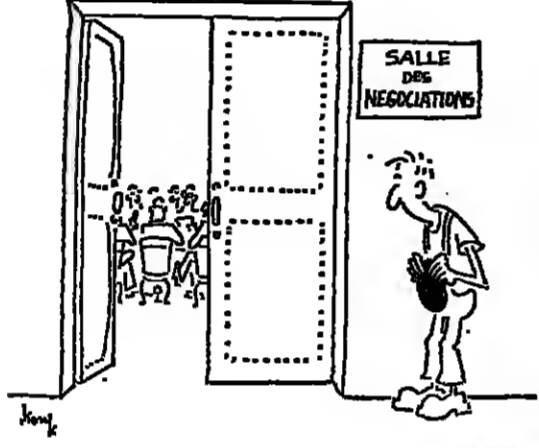
Grève dans les centres de Radio-Maritime. — A l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., le personnel des centres de Radio-Maritime de Boulogne-sur-Mer, Le Conquet, Donges, Arcahon, Saint-Lys, Marseille et Grasse a observé une grève lundi 8 mai. Le personnel réclame une augmentation des effectifs, le maintien des cours professionnels pour une bonne qualification et l'amélioration de la « veille-sécurité ».

LA C.F.T.C. A M. BOULIN : une vraie formation pour de vrais emplois.

L'emploi, les salaires et la participation ont été les principaux thèmes abordés au cours de l'entretien de deux heures que M. Robert Boulain a accordé, lundi 8 mai, à la C.F.T.C. dans le cadre de ses consultations avec les organisations syndicales. La délégation de la C.F.T.C., conduite par MM. Jacques Tessier, président, et Jean Bernard, secrétaire général, a particulièrement insisté sur les nouvelles mesures qui doivent être prises en faveur de l'embauche des jeunes et a notamment demandé « une vraie formation pour de vrais emplois ». Le projet de loi sur les nouvelles dispositions du « pacte national » doit être mis au point au conseil des ministres du 17 mai, avant d'être présenté à l'Assemblée nationale : il préconisera en particulier un resserrement du dispositif de contrôle des stages en entreprises, qui seront aussi vraisemblablement réduits à quatre mois au lieu de six à huit.

Au sujet des salaires, la C.F.T.C. a souhaité que l'encadrement à la discussion d'un minimum professionnel dans les branches n'empêche pas le gouvernement de révaloriser substantiellement « le SMIC qui constitue une garantie générale pour l'ensemble des salariés ». Enfin, la délégation a souhaité que des mesures d'amélioration de la représentation du personnel dans les entreprises soient prises rapidement. Le ministre du travail et de la participation lui a indiqué, selon son expression, qu'il « pousserait les feux » dans ce sens, avec, notamment, la révision des ordonnances de 1959 et de 1967.

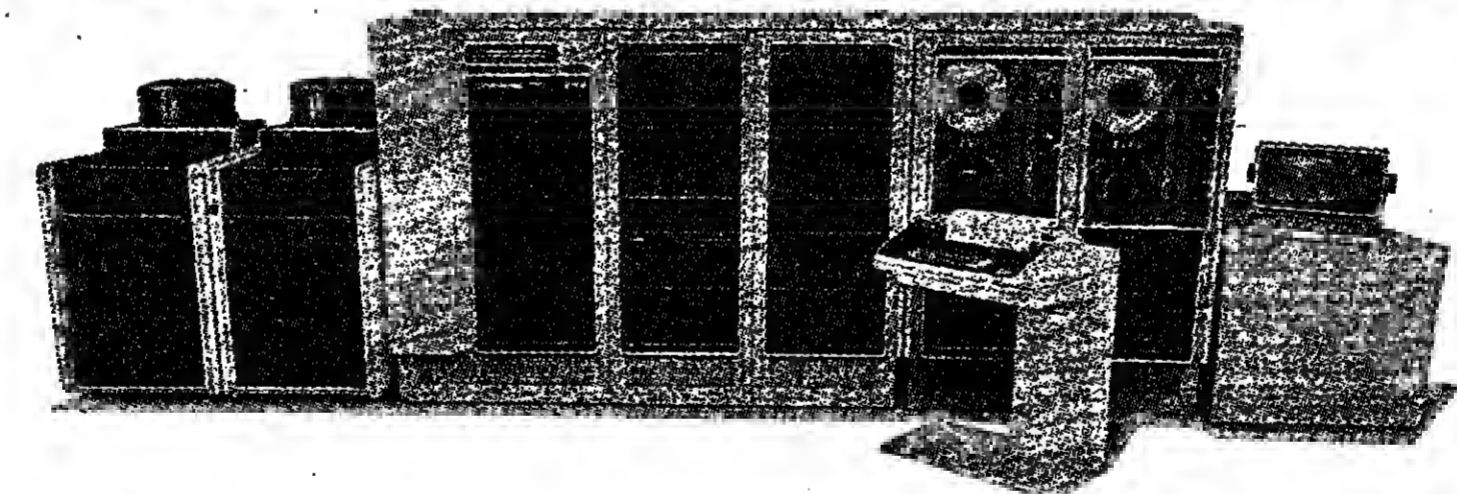
Grève à l'usine Renault de Flins. — Une partie — cent trente selon les syndicats, soixante selon la direction — des quelque deux cents ouvriers de l'atelier des carrosseries-sièges de l'usine Renault de Flins se sont mis en grève le 2 mai pour obtenir la qualification de P.I. ainsi que la réduction de la charge de travail, qui s'est accrue, estiment-ils, avec le lancement de la R-18. Selon la C.F.D.T., « des milliers de voitures sortent sans sièges et la direction essaie de briser cette grève en faisant fabriquer des sièges à l'étranger ». A la direction, on précise que des négociations ont été engagées.



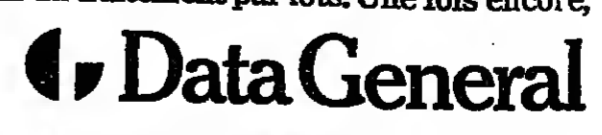
(Dessin de ZONE.)



DATA GENERAL PRESENTE SON PETIT GROS!



Jusqu'à aujourd'hui, vous deviez choisir entre la puissance d'une unité centrale ou la souplesse et l'économie d'un mini. Ces temps sont révolus. L'ordinateur ECLIPSE M/600 de Data General vous offre la capacité de travail d'un gros ordinateur et les avantages traditionnels du mini: traitement interactif, informatique répartie, économie. La différence entre l'ECLIPSE M/600 et les autres ordinateurs? Un système de gestion incomparable E/S à trois niveaux qui évite la formation de goulots d'étranglement coûteux. Un système de gestion de la mémoire avec pagination à la demande qui permet d'effectuer, plus rapidement, un plus grand nombre de travaux. Un nouveau processeur de traitement encore inégalé pour sa vitesse et sa flexibilité. Enfin notre système d'exploitation AOS perfectionné, qui permet de conserver la plus grande vitesse d'exécution avec un temps de réponse minimum des terminaux et un débit optimum du traitement par lots. Une fois encore, Data General offre un nouveau choix en informatique tout en diminuant les coûts. Pour en savoir davantage sur l'ECLIPSE M/600, écrivez ou téléphonez (630.21.05) à Data General, et demandez notre brochure.



Data General France, La Bourssière - Bâtiment M - Route Nationale 186 - R.P. 78 - 92350 Le Plessis-Robinson, tél. 630.21.05 et 105, rue de Créqui 69006 Lyon, tél. 62.64.21. NV Data General S.A. Vorstlaan 191-197, Bus 11-1160 Bruxelles, 191-197 boulevard du Souverain, boîte 11 - 1160 Bruxelles, tél. 660.49.44, tél. 61.206. Data General S.A., 185 avenue de Cour - 1007 Lausanne - Suisse, tél. 33.33.34.

تكنولوجيا من الأصل

la controverse à Genève

PREFECTURE DE L'AIN
AVIS D'ENQUÊTE
AUTOSOLTE F 40 MACON - FONT

SOCIAL

Vive controverse à Genève sur les avantages et les dangers du travail temporaire

Genève. — Faut-il interdire le travail temporaire ? Si la discussion finale a tourné autour de cette importante question, après deux jours de débats organisés à Genève par l'Institut international du travail temporaire (I.I.T.T.), à l'occasion de la publication d'une étude comparative sur les aspects juridiques et socio-économiques de ce marché particulier de l'emploi dans la société moderne (1).

jusqu'à, en effet, d'exposés théoriques en cours magistraux, on s'était quelque peu égaré à l'écoute d'orateurs compétents et éloquentes certes, mais se cantonnant trop dans des considérations générales — sans peut-être M. Harold Walker, ministre de l'emploi et du travail de la Grande-Bretagne, qui dénonçait des abus et des pratiques malhonnêtes, tout en recommandant que son pays accorde au travail temporaire des « fonctions économiques et sociales utiles ». En tout cas, les professionnels de l'interim présents à ces débats n'avaient rien appris de plus, de la bouche des experts internationaux, qu'ils ne vérifient quotidiennement sur le terrain. Une intervention, précédant la discussion finale dirigée par M. Gérard Veldkamp, ancien ministre néerlandais des affaires sociales et actuel président de l'I.I.T.T., allait cependant relancer le débat: celle de M. G. Münch, vice-président du D.G.B. (confédération des syndicats allemands). Rappelant que « le travail n'est pas une marchandise », selon la formule adoptée par l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), M. Münch s'est élevé contre « toute forme de placement des travailleurs à but lucratif » et rappelé la demande du D.G.B. d'interdire légalement le travail temporaire, le « louage professionnel des travailleurs ».

L'intervention de la C.G.T.
Au début de la discussion finale, une violente intervention de la C.G.T. — seul syndicat français présent à cette conférence — allait véritablement animer cette conférence. Rappelant que la centrale de la rue Lafayette avait dénoncé depuis maintenant une dizaine d'années cette activité portuse de menaces tant sur le plan économique que social et qu'elle en avait même précédé l'interdiction pure et simple, M. Geneviève Andraut assurait d'abord qu'en France « il y a quatre fois plus d'entreprises de travail temporaire (E.T.T.) que d'agences pour l'emploi » (2).

qu'il n'en continuerait pas moins d'exister — et de aller le « florisant » à travail au noir — et que les travailleurs temporaires seraient encore plus exploités. « Avec l'interdiction de l'interim, ajoutait un autre participant, la voie du maquis serait ouverte. » Dans son exposé, qui aurait pu s'intituler « Défense et illustration de la profession », Mme Victoria Bessis avait insisté sur le rôle « efficace et utile » du travail temporaire et des entreprises privées d'interim, qui « permettraient d'intégrer ou de réintégrer une partie de la population active qui demeurerait écartée du marché de l'emploi » et qui « servent de tremplin vers un emploi stable à des milliers de chômeurs ». Rôle d'autant plus indispensable, soulignait la présidente de la C.I.E.T.T., au moment où, un peu partout, on étudie le réaménagement du temps de travail. Mais en aussi — Mme Bessis ne le niait pas — les employeurs ont tendance, en ces temps de crise, à débaucher du personnel permanent pour engager des intérimaires.

La chasse aux « moutons noirs »
Certes, on relève un peu partout des abus et des pratiques illicites, ont reconnu les défenseurs du travail temporaire, même si, ont-ils précisé, il ne faut pas confondre l'activité des E.T.T. « authentiques » avec celle des entreprises de sous-traitance ou de régie de personnel; même si, dans des pays comme la R.F.A., la Grande-Bretagne et la Belgique — dans ce dernier pays, le travail temporaire est interdit dans le bâtiment et les travaux publics, — la création d'une E.T.T. est soumise à une autorisation préalable du ministère du travail, ce qui n'est pas le cas en France. Il faut, sont-ils convenus, réprimer ces mauvais usages, faire la chasse, ont dit des syndicalistes belges et allemands, aux « koppelbazen », (pourvoyeurs d'hommes), ces « moutons noirs » qui jettent le discrédit sur l'ensemble de l'industrie de l'interim. Tous se sont montrés partisans d'une réglementation internationale dans ce domaine, qui consignerait aussi le travailleur temporaire comme un « travailleur à part entière ».

MICHEL CASTAING.
(1) I.I.T.T., 21, rue A.-Berthelot, boîte 12, 1000 Bruxelles.
(2) En fait, il existe en France environ un millier d'entreprises de travail temporaire, comprenant deux mille établissements, contre six cents agences et agences de l'I.N.P.E. (3) Il s'agit de Manpower-France.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES
SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES TEXTILES
SONITEX
AVIS DE PRÉSÉLECTION
Dans le cadre de la réalisation et de la mise en exploitation des usines suivantes:
A) Usines de confection de produits tricotés.
A 1 — Usines de confection de vêtements sport/mallots de bains;
A 2 — Usine de confection de chemisiers;
A 3 — Usine de confection de vêtements de dessus (blouse, pantalons, ensembles, jupes, robes);
A 4 — Usine de confection de robes;
A 5 — Usine de confection de lingerie.
B) Usines de confection à partir d'étoffes tissées.
B 1 — Usine de confection de masse (chemises, chemises, blouses, vestons, imperméables, robes, etc.);
B 2 — Usine de confection de vêtements féminins de style (robes, chemisiers, imperméables, manteaux, jupes, pantalons, etc.);
B 3 — Usine de confection de draps de lit et produits associés.
La SONITEX lance un avis de présélection pour une assistance technique qui portera sur les missions suivantes:
1) Assistance dans le choix des équipements;
2) Assistance à la formation professionnelle du personnel nécessaire à l'exploitation des usines;
3) Assistance à l'organisation et à la mise en production des usines.
Les entreprises textiles ayant une activité similaire à l'une ou plusieurs des usines ci-dessus et désireuses de participer à cet avis de présélection pour une ou plusieurs usines peuvent faire acte de candidature auprès de:
SONITEX - DIRECTION ENGINEERING
P.O. Box 17
B.P. 82200 ALGER
en donnant toutes leurs références, et ce avant le 30 mai 1978.

FORMATION SUPÉRIEURE
À L'ENSEIGNEMENT
ET À LA RECHERCHE EN GESTION
CESA
INTERNAT DE GESTION
PROGRAMME DOCTORAL
L'INTERNAT DE GESTION est l'un des programmes créés dans le cadre du Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, qui regroupe par ailleurs l'École des Hautes Études Commerciales (H.E.C.), l'Institut Supérieur des Affaires (I.S.A.) et le Centre de Formation Continue.
LE PROGRAMME DOCTORAL, offert par l'Internat de Gestion et soutenu par la F.N.R.E.G. (Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises), a pour objet de former des enseignants, des chercheurs et des consultants dans le domaine de la gestion.
CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU PROGRAMME:
— Nombre limité d'étudiants (six au maximum pour l'année 1978/1979).
— Intégration étroite de chaque étudiant aux activités d'un département de recherche du C.E.S.A.
— Curriculum individualisé adapté à chaque étudiant en fonction de sa formation préalable et de ses champs d'intérêt;
— Accroissement continu de la pratique de la recherche et de la formation pédagogique;
— Durée des études: de 2 à 3 ans.
CONDITIONS FINANCIÈRES: les membres du C.E.S.A. peuvent bénéficier de bourses leur permettant de consacrer tout leur temps à leurs études.
CONDITIONS DE CANDIDATURE: peuvent faire acte de candidature les diplômés du 2^e cycle de l'enseignement supérieur (ou diplômés équivalents) ayant de préférence déjà acquis quelques années d'expérience professionnelle.
DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES: 12 JUIN 1978.
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS et pour obtenir un dossier de candidature, s'adresser à: D. LINDOW, Directeur de l'Internat de Gestion, 1, rue de la Libération, 75350 Joinville-le-Pont - Tél. 1 83-80-00.

PREFECTURE DE L'AIN
AVIS D'ENQUÊTE
AUTOROUTE F 42 MACON - PONT-D'AIN
Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique portant également sur la modification de documents d'urbanisme en résultant
En exécution de l'arrêté du Préfet de l'AIN en date du 27 avril 1978, l'enquête sera ouverte du 22 mai 1978 au 13 juillet 1978 inclus à la Préfecture de l'AIN, Bureau des Opérations Immobilières à BOURG-EN-BRESSE. Le public pourra prendre connaissance sur place du dossier d'enquête chaque jour de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 16 h., sauf les samedis, dimanches et jours fériés et consigner ses observations sur le registre d'enquête.
Un dossier sommaire accompagné d'un registre subsidiaire sera, en outre, déposé dans les mairies des communes ci-après où le public pourra en prendre connaissance durant la période de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture de ces mairies et consigner ses observations: REPLONGES, SAINT-ANDRÉ-DE-BAGÉ, BAGÉ-LA-VILLE, SAINT-JEAN-SUR-VEYLE, SAINT-CYR-SUR-MENTION, SAINT-GENIS-SUR-MENTION, CONFANÇON, CURTAFOND, POLLIAT, ATTIGNAT, VIRIAT, JASSERON, CEYZERIAT, SAINT-JUST, MONTAGNAT, TOSSIAT, CERTINES, LA TRANCLIERE, SAINT-MARTIN-DU-MONT, DRULLAT, PONT-D'AIN, BOURG-EN-BRESSE, PERONNAS et SAINT-DENIS-LES-BOURG.
Pour les communes de BOURG-EN-BRESSE, PERONNAS, SAINT-DENIS-LES-BOURG et VIRIAT, l'enquête portera également sur la révision du plan d'urbanisme directeur du Groupement d'Urbanisme de BOURG-EN-BRESSE dont ces communes font partie, de telle sorte que ce document soit rendu compatible avec la construction de l'autoroute qui emprunte le territoire de la commune de VIRIAT. A cet effet, un dossier particulier sera annexé au dossier soumis à l'enquête déposé dans ces communes ainsi qu'à la Préfecture de l'AIN.
Pendant la durée de l'enquête les observations pourront également être adressées par écrit à M. le Président de la Commission d'Enquête à la Préfecture de l'AIN.
Un des membres de la Commission d'Enquête recevra le public pendant les trois derniers jours de l'enquête, les 11, 12 et 13 juillet 1978, entre 14 h. et 16 h., à la Préfecture de l'AIN, salle de réunion n° 10.
La Commission d'Enquête est composée de cinq membres:
Président: M. Louis CHARLOT, Ingénieur Divisionnaire des T.P.E., en retraite, rue des Marronniers, 01000 BOURG-EN-BRESSE.
Membres: M. André GOUGAIN, Ingénieur Divisionnaire des T.P.E., en retraite, « Le Busset » PEROUGES 01800 MEXIMIEUX;
M. René MARTIN, Directeur d'Ecole honoraire, rue des Dombes, 01330 VILLARS-LES-DOBRES;
M. Elise MUNET, Membre de la Chambre d'Agriculture de l'AIN, L'ABERGEMENT CLEMENCIA, 01400 CHATILLON-SUR-CHAULARONNE;
M. Gabriel PERRET, Membre de la Chambre d'Agriculture de l'AIN, LESCHEROUX, 01560 SAINT-TRIVIER-DE-COURTES.
Une copie du rapport de la Commission d'Enquête contenant ses conclusions motivées sera déposée dans chacune des communes intéressées ainsi qu'à la Préfecture de l'AIN.

Paris Bologne
en exploitation conjointe avec
AIR FRANCE
Lundi Mercredi Vendredi
décollage: 12 h 00 Orly Ouest
Alitalia
79 vols par semaine vers l'Italie.

Tous ces titres ont été vendus. Le présent avis est publié pour mémoire seulement.
1.250.000 actions
Total Petroleum (North America) Ltd.
Actions ordinaires
MORGAN STANLEY & CO.
PITFIELD MACKAY ROSS
A.E. AMES & CO. THE FIRST BOSTON CORPORATION
DREXEL BURNHAM LAMBERT
LOEB RHOADES, HORNBLOWER & CO.
NESBITT THOMSON SECURITIES LIMITED
WERTHEIM & CO., INC.
BANQUE NATIONALE DE PARIS
SUEZ AMERICAN CORPORATION
LEHMAN BROTHERS KUHN LOEB
WARBURG PARIBAS BECKER
BACHE HALSEY STUART SHIELDS
E.F. HUTTON & COMPANY INC.
MERRILL LYNCH, ROYAL SECURITIES
PAINE, WEBBER, JACKSON & CURTISS
WOOD GUNDE LIMITED
NEW COURT SECURITIES CORPORATION
Le 5 mai 1978

سكنا من الاجل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 8 MAI

Calmé et irrégulier
Contraintement aux espérances
des boursiers, et en dépit du
retour de vacances de nombreux
opérateurs, le marché est resté
calme et sans signaux de tiraillement...

LONDRES

La Bourse accente son repli de
la veille dans l'attente de la publi-
cation du dernier sondage de
conjoncture du patronat britannique...

NEW-YORK

Repli
Encore très bien orientés en début
de séance, les valeurs industrielles
ont finalement cédé sous le poids
du week-end, lundi au New York
Stock Exchange...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Résultats pour 1977
C.I.T.-ALCATEL - 83,4 millions
de francs (non comparable avec
l'exercice précédent compte tenu de
l'impact de la Lanson...

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Includes indices for Paris, London, and New York.

VALEURS

Main financial table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Cours. Lists various stocks and their prices.

BOURSE DE PARIS - 8 MAI - COMPTANT

Table of Paris stock market data for the day, including various stock prices and indices.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market data, including interest rates and exchange rates for various currencies.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various international currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices and related financial data.

ERS DES SOCIÉTÉS
ROFIGAZ
L'ÉPARGNE DE FRANCE
CESSION DE GARANT

CIC
OBLISEM

AN AIR
LONDRES

DES TRANSPORTS
ALGERIE
TENDRE 02 78

